

AVRIL 1999 - N° 434
L'ESPRESSO

correspondance de presse internationale

inprecor

ATA TO

VENDREDI 26 MARS
L'ÉVÉNEMENT

Milo

Les sites bombardés par l'Otan depuis mercredi

MILOSEVIC

OTAN

La con

L'ogier
vie d
dent
tal



Italie

Débats du PRC

Brésil

Budget
participatif
de Porto Alegre

Allemagne

Lafontaine torpillé
par les patrons

OTAN en guerre

<i>Ni OTAN, ni Milosevic ! Autodétermination des Kosovars</i>	Editorial	36
<i>Du refus de l'autodétermination aux bombardements</i>	Catherine Samary	3
<i>Kosovo, il y a dix ans</i>	document	4
<i>Faux dilemmes pour légitimer l'intervention de l'OTAN</i>	appel	5

Allemagne

<i>Lafontaine débarqué par... le grand capital allemand</i>	François Vercammen	6
---	--------------------	---

Union Européenne

<i>La socialdémocratie européenne : Après Lafontaine, Blair s'impose...</i>	François Vercammen	8
---	--------------------	---

Critiques de l'économie politique

<i>Keynes, le retour ?</i>	Nicolas Bédiès	11
----------------------------	----------------	----

Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale

<i>NORVÈGE, La jeunesse au centre de la recomposition</i>	Bertil Videt	16
<i>POLOGNE, l'OTAN sans enthousiasme</i>	[J. M.]	16

Italie

<i>Le Parti de la Refondation Communiste en congrès</i>	Livio Maitan	17
<i>Rapport de Fausto Bertinotti (extraits)</i>	document	20
<i>Intervention de Livio Maitan (extraits)</i>	document	21
<i>Intervention de Marco Ferrando (extraits)</i>	document	22

Uruguay/Pays Basque

<i>Les Tupamaros et la trêve de l'ETA</i>	Ernesto Herrera	23
<i>Manœuvres contre la paix en Euskadi</i>	(red.)	23

Brésil

<i>Le budget participatif ou dix ans de démocratie municipale à Porto Alegre</i>	Raul Pont	25
--	-----------	----

France

<i>La LCR-100 % à Gauche : un an au Conseil régional de Midi-Pyrénées</i>	Christian Lapujade	29
<i>Entretien avec Eliane Assaneli, Lucien Sanchez et Stéphane Borrás</i>	(red.)	30

Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale

<i>MEXIQUE, Communiqué du CEI de la IV^e Internationale</i>	document	32
<i>EL SALVADOR, L'avortement anticonstitutionnel !</i>	Federico Espina	32
<i>FINLANDE, Premiers pas d'une nouvelle gauche</i>	(red.)	32

Notes de lecture

<i>L'insoutenable misère du monde (R. Poulin et P. Salama, dir.)</i>	Sophie Joanny	33
--	---------------	----

Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Editée par la PECEI Sarl au capital de 50 000 F, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :

PECEI, BP 85, 75522 PARIS Cedex 11, France.

Tél. : 33/0 1 43 79 29 60

Fax : 33/0 1 43 79 29 61

e-mail :

100641.2324@compuserve.com

Rédacteur, directeur de publication,

gérant : Jan Malewski

Commission Paritaire n° 59117.

ISSN 1 0294-8516

Conception

de la couverture : Rotographie

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir, 93106

Montreuil Cedex, France.

Diffusé dans les librairies par

DIF' POP' SARL, 21^{er} rue Voltaire,

75011 PARIS, France.

Tél. : 01 40 24 21 31,

Fax : 01 43 72 15 77 ou 01 40 24 15 88

ATTENTION : En Mai 1999 Inprecor va changer de numéro de téléphone et de fax. Alors, écrivez des lettres et des e-mail — ces adresses ne changeront pas !

UN FONDS POUR LA DIFFUSION D'INPRECOR AU SÉNÉGAL. En avril 1998 nous avons décidé de constituer un fonds pour répondre à la demande de nos camarades du PADS, désireux de diffuser plus largement notre revue. En octobre nous rendions compte des premiers versements reçus (2954,86 francs). **Entre la fin septembre 1998 et la fin mars 1999 nous avons encore reçus 2917,86 francs, soit au total 5872,72 francs.** La place nous manque encore dans ce numéro pour publier la liste des souscripteurs, que nous remercions chaleureusement. Le fonds ainsi collecté nous permettent de financer les frais d'envois de 50 exemplaires depuis avril 1998 ! Alors continuez à l'alimenter !

Abonnement

(11 numéros par an)

● France — DOM-TOM —			
● Europe — Afrique du Nord	190 FF (6 mois)	360 FF (1 an)	<input type="checkbox"/>
● Autres destinations	240 FF (6 mois)	460 FF (1 an)	<input type="checkbox"/>
● PLI FERMÉ (toutes destinations)	270 FF (6 mois)	520 FF (1 an)	<input type="checkbox"/>
● Moins de 25 ans et chômeurs	(120 FF, 6 mois)		<input type="checkbox"/>
● Institutions (lecteurs multiples)	(600 FF, 1 an)		<input type="checkbox"/>
● Abonnement de soutien (à partir de 400 FF, 1 an)			<input type="checkbox"/>
● Découvrir Inprecor (réservé aux nouveaux abonnés ; 75 FF, 3 mois)			<input type="checkbox"/>
● Lecteurs solidaires (abonnement offert à un(e) lecteur/lectrice)			<input type="checkbox"/>

Nom — Prénom :
 Rue :
 Commune/Code postal :
 Ville :
 Pays :
 Tél./Fax/Email :

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PECEI », à adresser à PECEI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.

● Virements bancaires à « PECEI », à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076/02044/15718500200/94.

● Virements postaux à « PECEI », CCP n° 3.900.41 N Paris.

Pour continuer Inprecor a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser Inprecor autour de vous (rabais pour les commandes groupées !).

Du refus de l'autodétermination aux bombardements de la Serbie et du Kosovo

par
Catherine Samary*

L'Euro lancé, les gouvernements européens voulaient démontrer qu'ils étaient en mesure d'avoir une « *politique extérieure* ». Ils espéraient que le Kosovo serait pour l'UE ce que la Bosnie avait été pour Clinton. Rambouillet allait être le nouveau Dayton.

Le plan proposé à la négociation de Rambouillet par le « *groupe de contact* » (États-Unis, France, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie et Russie) fut en réalité dans un premier temps accepté dans son volet politique par les négociateurs serbes comme base acceptable : car il exigeait des Kosovars qu'ils renoncent à tout espoir d'indépendance.

Il leur était en effet proposé une « *autonomie substantielle* », mais dans le cadre de la Serbie ou de l'actuelle Fédération yougoslave. Il était exclu, même à l'issue d'une période transitoire, qu'on organise une quelconque consultation d'autodétermination populaire. Et pour enfoncer le clou, il leur fallait aussi déposer les armes. La crainte explicite des gouvernements occidentaux était qu'une indépendance du Kosovo ne suscite des exigences similaires de la part des Albanais de Macédoine (environ 25% du pays), et des Bosno-serbes dans la fragile « *entité* » de Bosnie-Herzégovine.

Mais les gouvernements occidentaux ne « *maîtrisaient* » pas la délégation kosovare. Leur point d'appui principal avait été jusqu'à une période récente l'écrivain Ibrahim Rugova, dirigeant de la LDK (Ligue démocratique du Kosovo), réélu en mars 1998 président de la « *République du Kosovo* » — alors que plusieurs partis d'opposition et l'Armée de libération du Kosovo (UCK) avaient appelé, sans grand succès, à boycotter ces élections. Rugova a dirigé pendant dix ans une résistance

pacifique, à la tête d'institutions parallèles (parlement, écoles, centres sanitaires) boycottant celles que contrôlaient les Serbes. Cela lui vaut d'être encore très populaire. Mais il a été de plus en plus critiqué pour son autoritarisme comme pour sa stratégie très dépendante du bon vouloir occidental. En outre, après les accords de Dayton, une partie de l'opinion albanaise du Kosovo a tiré un bilan négatif d'un enlèvement dans une situation d'apartheid menant à l'impasse.

Le sentiment qu'on n'est entendu au plan international que lorsqu'on prend les armes a gagné en popularité, notamment dans la jeunesse. L'armée de libération du Kosovo (UCK selon ses initiales albanaises), initialement très marginale, a commencé à prendre du poids dans ce contexte et dès lors qu'elle a subi la répression des forces paramilitaires serbes. Elle fut, jusqu'à récemment, présentée par Rugova comme une manipulation de

tiques. Face au refus des pouvoirs serbes de négocier avec des « *terroristes* », il était très important que des porte-parole de l'UCK aient été intégrés dans la délégation. Celle-ci comportait, outre cinq membres de la LDK dont Rugova, six personnalités indépendantes ou représentant des partis d'opposition et cinq de l'UCK. Ceux-ci gagnaient ainsi, malgré leurs réticences envers le plan occidental, en reconnaissance internationale. L'objectif des gouvernements occidentaux était, en contrepartie, de pousser la délégation kosovare à modérer ses exigences indépendantistes. En fait, la présence de l'UCK a plutôt soudé ses rangs sur une ligne commune d'intransigeance : lors de la première phase des négociations, les Kosovars ont décidé de consulter leur base, en refusant de signer le plan.

C'était placer les gouvernements européens et les États-Unis dans un profond embarras : on avait bien menacé Milosevic de frappes de l'OTAN s'il ne signait pas.

Mais personne n'avait escompté que ces Albanais du Kosovo oseraient résister. C'était le pire des scénarios, alors que l'ennemi désigné était Milosevic. Le dirigeant kosovar Adem Demaci (plus de 20 ans de prison sous Tito) n'était pas venu à Rambouillet en dénonçant le piège d'un plan excluant a priori l'indépendance. Les pressions occidentales, notamment des États-Unis furent colossales. On mobilisa même l'écrivain albanaise Ismail Kadaré pour dénoncer la presse kosovare qui « *à la veille de la conférence et pendant les négociations a lancé une vraie campagne anti-occidentale, dirigée surtout contre les*

**NON AUX AGRESSIONS SERBES CONTRE LES KOSOVARS !
NON AUX BOMBARDEMENTS DE L'OTAN !
DROIT D'AUTODÉTERMINATION DES KOSOVARS !**

Milosevic. Issue, semble-t-il, de cercles restreints d'ex-"marxistes-léninistes", l'UCK est devenue une nébuleuse sans doute composite. Mais sa résistance armée a acquis ces derniers mois la dimension d'une lutte de guérilla enracinée dans certains villages (ceux que visent la répression serbe) et accueillant de nombreux volontaires provenant de l'émigration. Si nul ne peut nier la représentativité d'Ibrahim Rugova, il est suffisamment contesté pour ne plus pouvoir garantir l'application d'accords qu'il signerait seul. Et la popularité croissante de l'UCK a poussé les partis politiques à tenter de l'intégrer à leur stratégie politique. Réciproquement, l'UCK avait besoin de l'audience internationale de Rugova.

C'est pourquoi les représentants des Kosovars à Rambouillet appartenaient finalement à divers composantes poli-

* Catherine Samary enseigne à l'Université Paris IX. Elle a publié, entre autres, *Le marché contre l'autogestion — l'expérience yougoslave* (Publisud/La Brèche 1988) et *La déchirure yougoslave* (L'Harmattan 1994). Elle est candidate aux élections du parlement européen sur la liste de LO/LCR.



« États-Unis et contre l'OTAN ». Il dénonça explicitement une partie de la délégation de Rambouillet « qui allait demander l'aide de l'Alliance atlantique pour punir la barbarie serbe et, en même temps, d'une manière très immorale et ignoble, commencer à s'opposer à cette Alliance » Il s'agissait d'être reconnu comme un peuple digne de la « civilisation européenne » défendue par l'OTAN. Mais, au-delà de ces pressions idéologiques, Kadaré soulevait un vrai dilemme pour les Kosovars : pour « éviter un nouveau

drame : l'isolement du Kosovo », il fallait, disait-il, accepter le plan occidental (1).

Adem Demaci a donc été « démissionné » de ses responsabilités. Et les Kosovars ont signé, acceptant de renoncer à leurs armes moyennant deux conditions : une consultation populaire d'ici trois ans et l'OTAN sur le terrain pour faire appliquer l'accord. Chacun savait que les pouvoirs serbes n'accepteraient pas cela.

Par contre, on est étonné de la myopie hallucinante des gouvernements occidentaux

qui escomptaient voir Milosevic céder sous la menace. On prétendait d'ailleurs, à l'appui de cet espoir, qu'il aurait déjà « cédé » sous pression de l'OTAN, en Bosnie. C'est une présentation aberrante de ce que furent, côté serbe, les conditions des accords de Dayton : la reconnaissance de la « Republika srpska » comme une des entités de la Bosnie, d'une part et d'autre part la mise à l'écart de Karadzic, au profit de Milosevic, parlant au nom de tous les Serbes, c'est-à-dire dire davantage une légitimation des nettoyages ethniques et

une consolidation du pouvoir de Milosevic qu'un « recul ».

A nouveau aujourd'hui, les bombes de l'OTAN, loin de l'affaiblir, soudent la population autour de lui. D'autant que l'opposition est déjà très affaiblie par le ralliement à Milosevic de Vuk Draskovic, dirigeant du Parti du renouveau serbe, aujourd'hui vice-ministre fédéral. Draskovic avait été un des leaders de la coalition hétérogène qui avait, il y a deux ans, remporté des victoires aux municipales. La population civile vit de plus en plus mal, mais perçoit comme un moindre mal le Parti socialiste de Milosevic. Celui-ci, élu président de la fédération yougoslave, continue de régner, appuyé par la YUL (« Gauche yougoslave » se revendiquant du titisme), parti de Mira Markovic, épouse de Milosevic qui recrute à la fois dans les milieux les plus populaires et chez les managers « socialistes ». L'ultra-nationaliste Parti radical de Vojislav Seselj est lui aussi dans la coalition gouvernementale, en Serbie. L'agression de l'OTAN ne peut que lui donner plus de poids. Et c'est au nom de la protection de la « patrie agressive » que le régime a lancé une nouvelle vague de censure des médias.

La seule voix discordante provient pour l'instant du Monténégro : là, Milo Djukanovic, arrivé au pouvoir il y a un an et demi, représente à l'évidence une partie de l'ancien appareil communiste qui cherche ses appuis financiers et politiques aux États-Unis en se présentant comme « démocrate ». Il n'a pour l'instant manifesté aucun appui aux Kosovars. Sa caractéristique première est la volonté d'accélérer les privatisations et de conserver les devises du tourisme au Monténégro. Ses prises de distances vis-à-vis de Milosevic vont perdre du poids sous le feu des bombes qui sont tombées aussi au Monténégro. Du coup, on ne peut exclure que Milosevic en profite pour écarter cette voix discordante et consolider la position de Bulatovic, l'homme de Belgrade au Monténégro.

Les bombardements risquent fort surtout de couvrir une offensive répressive au Kosovo. Là, il est même possible que Belgrade vise à réaliser l'un des « plans » qui circulaient depuis des mois dans les sphères du pouvoir : celui de se « débarasser » des Kosovars en découpant le Kosovo (pour en garder, outre ses monastères, quelques bonnes ressources

Kosovo, il y a dix ans

Nous reproduisons ci-dessous des extraits de l'article de Catherine Verla publié dans Inprecor n° 285 du 3 avril 1989.

La province "autonome" du Kosovo a donc « ratifié » le changement constitutionnel qui recentralise la Serbie. La purge dans l'appareil provincial, de tous ceux qui étaient suspects d'être « trop Albanais », des dizaines de morts, la présence des tanks et le couvre-feu ont seuls permis un tel vote. (...) Les Serbes ont joué d'une corde passionnelle en accusant les Albanais d'une « volonté de sécession contre-révolutionnaire » et de « génocide » contre les minorités slaves du Kosovo. Mais aucune de ces accusations n'est recevable. En premier lieu, s'il y avait une réelle volonté de sécession, elle serait un droit ; mais en plus, cela n'a jamais été, jusqu'à présent, la volonté des Albanais du Kosovo. (...) Il est cependant clair que si cette répression anti-albanaise se poursuit, cela pourrait changer, en toute légitimité. Quant à l'utilisation du terme « génocide », il s'agit là d'un scandaleux moyen pour camoufler les raisons réelles de l'exode des familles slaves hors du Kosovo. Celles-ci furent le Kosovo avant tout pour des raisons socio-économiques, liées à la pauvreté de la province (40 % de chômeurs, contre moins de 2 %

en Slovanie), mais aussi pour des raisons culturelles : « l'albanisation » effective d'une région où ils ne dominent plus. (...) La Yougoslavie a cumulée les maux du marché (creusant les inégalités entre les régions) et ceux de la bureaucratie (gaspillant les ressources redistribuées). Dès lors, chaque nationalité, riche ou pauvre, s'est sentie « exploitée » et brimée par les autres. La montée du nationalisme chauvin a été stimulée, en outre, par le tournant répressif des années 70, qui a non seulement mis fin au mouvement nationaliste croate, mais également à la montée des mouvements internationalistes hostiles à la réforme marchande et soutenant les revendications ouvrières contre celle-ci. A partir de là, c'est la possibilité d'une alternative démocratique et socialiste au régime qui a été brisée, transformant profondément la Ligue des communistes, et l'appareil d'État. (...) La triste jubilation de la population serbe, fêtant la sanglante recentralisation de la République, tournera court lorsque le roi Milosevic apparaîtra dans sa nudité. (...) Les forces de police fédérale qui ont fait couler le sang au Kosovo ne vont pas atténuer les exigences réactionnaires serbes, mais les stimuler. Or toute « solution » répressive, face au véritable danger d'explosion, risque de déboucher sur une guerre civile qui dépassera les frontières du Kosovo où elle a commencé. (...)

1. cf. l'article d'Ismail Kadaré paru dans *Koba Ditore*, Pristina, et reproduit dans *Courrier International*, n° 435 du 4 au 10 mars 1999.

minières).

La guerre des médias accompagne évidemment la guerre tout court, tant du côté de l'OTAN que de Belgrade. L'absence de journalistes au Kosovo ne permet pas de vérifier les échos de violences revanchistes contre les Albanais. Mais elles sont plausibles. Et le mercenaire Arkan de sinistre réputation en Croatie et en Bosnie commence à enrôler des troupes de la pire espèce. On ne peut non plus connaître pour l'instant ce que sont les « *dégâts collatéraux* », comme on le dit : mais il est clair que si l'OTAN veut se légitimer au nom de la protection des Kosovars, alors l'intervention militaire devra s'intensifier, viser des cibles mobiles

et insérées dans les zones habitées (avec des risques de plus en plus grands de victimes civiles) et, si elle est logique avec ses buts, se déployer au sol. Mais aucun gouvernement de l'OTAN ne l'envisage sérieusement. Le droit d'autodétermination des Kosovars n'est pas davantage reconnu, explicitement. Autrement dit, l'OTAN, sans protéger réellement les Kosovars devra intensifier ses frappes contre la Serbie au nom du Kosovo ; mais pas contre la Turquie au nom des Kurdes...

C'est la redéfinition de l'OTAN qui est en jeu à la veille de son cinquantième. Mais c'est aussi de la nature de la construction européenne qu'il s'agit. Tony Blair a consenti à plus de bombardements

que ses prédécesseurs depuis qu'existe l'OTAN. La gauche française avait déjà la primeur des privatisations. Elle aura également celle d'avoir légitimé une guerre de l'OTAN. Les peuples des Balkans sont dressés les uns contre les autres par des régimes réactionnaires qui mènent à une profonde régression sociale sur la base de la dislocation de l'ancienne Yougoslavie. C'est à l'échelle des Balkans que doit se forger une alternative progressiste reconnaissant le droit des peuples à l'autodétermination et permettant de rendre poreuses les frontières.

28 mars 1999

Faux dilemmes pour légitimer l'intervention de l'OTAN

Nous reproduisons ci-dessous le texte d'un appel rendu public le 29 mars à Paris.

Nous n'acceptons pas les faux dilemmes :

- Soutenir l'intervention de l'OTAN ou soutenir la politique réactionnaire du pouvoir serbe au Kosovo ? Les frappes de l'OTAN imposant le retrait des forces de l'OSCE du Kosovo ont facilité et non pas empêché une offensive sur le terrain des forces paramilitaires serbes ; elles encouragent le pire des revanchismes ultranationalistes serbes contre la population kosovare ; elles consolident le pouvoir dictatorial de Slobodan Milosevic qui a muselé les médias indépendants et rassemblé autour de lui un consensus national qu'il faut au contraire briser pour ouvrir la voie à une négociation politique pacifique sur le Kosovo.

- Accepter comme seule base de négociation possible le « *plan de paix* » élaboré par les gouvernements des États-Unis ou de l'Union européenne — ou bombarder la Serbie ? Aucune solution durable a un conflit politique majeur interne à un État ne peut être imposée de l'extérieur, par la force. Il n'est pas vrai que « *tout à été tenté* » pour trouver une solution et un cadre acceptable de négociations. On a forcé les négociateurs kosovars à signer un plan qu'ils ont initialement rejeté en leur laissant croire que l'OTAN s'impliquerait sur le terrain pour défendre leur cause.

Ceci est un mensonge qui entretient une totale illusion : aucun des gouvernements qui soutiennent les frappes de l'OTAN ne veut faire la guerre au pouvoir serbe pour imposer l'indépendance du Kosovo. Les frappes affaibliront peut-être une partie du dispositif militaire serbe mais ne vont pas affaiblir les tirs de mortiers qui sur le terrain détruisent les maisons albanaises, ni les forces paramilitaires qui exécutent les combattants de l'UCK (Armée de libération du Kosovo). L'OTAN n'était pas le seul ni surtout le meilleur point d'appui d'un accord. On pouvait trouver les conditions d'une police multinationale (notamment composée de Serbes et d'Albanais) dans le cadre de l'OSCE pour appliquer un accord transitoire. On pouvait surtout élargir le cadre de la négociation aux États balkaniques fragilisés par ce conflit : la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine, l'Albanie... On pouvait à la fois défendre le droit des Kosovars à l'auto-gouvernement de la province et la protection des minorités serbes du Kosovo ; on pouvait chercher à répondre aux aspirations et aux peurs des différents peuples concernés par des liens de coopération et des accords entre États voisins, avec la Serbie, la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine, l'Albanie... Rien de tout cela n'a été tenté.

Nous n'acceptons pas les arguments qui tentent de légitimer l'intervention de l'OTAN :

- Il n'est pas vrai que les frappes de l'OTAN vont empêcher un embrasement de la région, en Macédoine ou en Bosnie-Herzégovine : elles vont au contraire l'alimenter. Elles vont fragiliser la Bosnie-Herzégovine et sans doute menacer les forces multinationales chargée d'y appliquer les fragiles accords de Dayton. Elles embrasent déjà la Macédoine.

- Il n'est pas vrai que l'OTAN protège les populations kosovares, ni leurs droits.

- Il n'est pas vrai que les bombardements de la Serbie ouvrent la voie à un régime démocratique en Serbie.

Les gouvernements de l'Union européenne comme celui des États-Unis ont peut être espéré que cette démonstration de force forcerait la signature de leur plan par Slobodan Milosevic.

Ont-ils ainsi fait preuve de naïveté ou d'hypocrisie ? En tous les cas cette politique mène non seulement à une impasse politique, mais à une légitimation du rôle de l'OTAN hors de tout cadre international de contrôle. C'est pourquoi nous demandons :

1. L'arrêt immédiat de ces bombardements ;
2. L'organisation d'une conférence balkanique où participent les représentants des États et de toutes les communautés nationales de ces États ;
3. La défense de principe du droit des peuples à l'autodétermination, à la seule condition que ce droit ne se réalise pas sur le dos d'un autre peuple et par le nettoyage ethnique de territoires ;
4. Un débat au Parlement sur la place de la France dans l'OTAN.

Pierre Bourdieu (sociologue), Pauline Boutron, Suzanne de Brunhoff (économiste), Noelle Burgi-Golub (politologue), Jean-Christophe Chaumeron (CGT-Finances), Thomas Coutrot (économiste), Daniel Bensaid (philosophe), Daniel Durant (Mouvement de la Paix), Robin Foot (sociologue), Ana-Maria Galano (sociologue), Philip Golub (journaliste), Michel Husson (économiste), Paul jacquin (médecin), Marcel-Francis Kahn (médecin), Bernard Langlois (journaliste), Ariane Lantz (philosophe), Pierre Lantz (sociologue), Florence Lefresne, Catherine Lévy (sociologue), Jean-Philippe Milésy, Patrick Mony, Aline Paillez (députée européenne), Catherine Samary (économiste), Rolande Trespé (historienne), Pierre Vidal-Naquet (historien).

Lafontaine débarqué par... le grand capital allemand

par
François Vercammen*

Le départ impromptu d'Oskar Lafontaine, ministre des finances et président du SPD, a provoqué un choc en Allemagne et en Europe. Qu'il n'y ait pas de malentendu : Lafontaine a été débarqué par le très grand capital allemand et par personne d'autre, certainement pas par la Banque Centrale Européenne (BCE), comme on l'entend parfois. Pas parce qu'il était un anticapitaliste, mais parce qu'il avait d'autres propositions pour adapter le capitalisme, solutions qui déplaisaient foncièrement à la classe dominante en Allemagne (et en Europe). Son projet déplaisait parce qu'il rompait avec quelques points essentiels du néolibéralisme y compris sous sa forme "sociale" ou "humanitaire". Il faisait ainsi apparaître en pointillés une politique alternative et risquait d'ouvrir une brèche dans le dispositif de la classe dirigeante.

Ce projet fut à coup sûr modéré, mais pas dénué de cohérence : il prenait en compte les obstacles économiques à franchir et partant les instruments de pouvoir à conquérir pour y arriver. Si les objectifs quantifiés étaient somme toute limités, la voie pour les réaliser ne l'était pas : elle requerrait une vraie bataille politique. D'autant plus parce que l'offensive patronale est relancée de plus belle tant dans les entreprises qu'au niveau de la réforme du marché du travail et de la protection sociale.

Les instruments d'une politique

Dès le départ, le gouvernement SPD-Grünen semble chavirer, pas tellement à cause des Verts, mais de sa tête bicéphale Schröder-Lafontaine. Schröder n'avait jamais caché qu'il était prêt à faire franchir à l'Allemagne l'étape néolibérale qui lui manquait, semble-t-il, selon les rapports de l'OCDE et d'autres agences capitalistes de renom. Sa campagne visait ouvertement et symboliquement un électorat "du

centre" (désarçonné par Köhl). En réalité, les résultats des urnes traduisaient aussi une poussée à gauche plus forte que prévue.

Dans cette victoire le rôle du Parti, le SPD, fut décisif. Lafontaine, son président, fut incontournable, d'autant plus qu'il s'agissait d'une coalition avec les Verts, et pas avec la CDU-CSU ou le FDP (libéral). Lafontaine avait des idées arrêtées et ouvertement annoncées lors de la campagne électorale. Il était manifestement décidé à les appliquer. Et pour cela le contrôle des instruments du pouvoir étaient indispensables.

En Allemagne, d'abord. Resté à la tête du Parti, il créait un puissant ministère des finances, qui englobait aussi le Budget de l'État et l'Europe économique (ce qui provoquait le départ immédiat du ministre de l'économie, Jost Stollmann, patron, nouveau riche, et incarnant "la modernité" et le "nouveau centre").

Dans l'UE, ensuite. Lafontaine visait une étape nouvelle par l'harmonisation institutionnelle poussée et par la coordination de la politique économique, dès lors que la monnaie unique était en place et que l'Europe disposait des moyens économiques de sa politique. Les circonstances le servaient. Il pouvait s'appuyer sur le poids extraordinaire de l'EcoFin (le Conseil des Ministres des Finances et de l'Économie de l'UE). Par le système de la rotation des présidences de l'UE, l'Allemagne en prenait la présidence au moment même où l'Union monétaire (l'euro, la BCE, le pacte de stabilité) entrait en fonction. Et puis l'environnement politique avait changé : plusieurs défaites graves de la droite avaient dégagé le chemin pour la social-démocratie, participant à treize des quinze gouvernements européens et en dirigeant onze.

Avec ces instruments en mains, une inflexion de politique devenait possible en Allemagne et en Europe, avec comme axes l'harmonisation fiscale et sociale ainsi que la relance économique. Cela posait évidemment le problème de la collabora-

tion de la BCE. Celle-ci campait, à ce moment, sur la tâche exclusive selon les Traités : la stabilité des prix (taux d'inflation), et son instrument, la définition du taux d'intérêt. Lafontaine arguait en faveur d'un plus grand contrôle sur la Banque de la part du Conseil des Ministres pour relancer l'économie européenne (par une rapide et importante baisse des taux d'intérêts) et pour stabiliser le système monétaire international (parité entre l'euro et les autres monnaies internationales, le dollar et le yen principalement).

Cette démarche risquait de mettre en question les règles de base de l'UE : l'indépendance de la Banque, le Pacte de stabilité, les choix monétaires. Il en résulta une série d'incidents publics qui révélèrent vite l'existence d'une épreuve de force.

Il est important de faire remarquer que plusieurs de ces objectifs convergeaient avec ce que demandaient la droite et des économistes libéraux "classiques". Plusieurs gouvernements n'étaient pas mécontents de voir disparaître les paradis fiscaux : Luxembourg, Monaco, Liechtenstein et autres îles "indépendantes" dans la Manche. Et les patrons allemands et français avaient déjà dénoncé la concurrence déloyale en matière de salaires et d'investissements au sein de l'UE (cf. la Grande Bretagne, l'Irlande). Une certaine harmonisation semblait inévitable. Cela valait encore plus pour les "investisseurs institutionnels" qui misent sur la création de fonds de pension européens.

D'autre part, la haute finance londonienne tirait la sonnette d'alarme dans le sens de Lafontaine : le danger n'est plus l'inflation, mais la déflation. Et d'exiger sans complexe : « *Ce qui nous peut arriver de mieux c'est que les gouvernement de centre-gauche prennent en charge une telle politique* » (*Financial Times* du 21 octobre 1998). Elle relayait ainsi la

* François Vercammen est membre du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

demande du gouvernement américain et de sa Banque Fédérale que l'UE prenne la relève des États-Unis pour "tirer" l'économie mondiale devant un Japon en récession durable et les États-Unis (où les envolées irrationnelles de la Bourse de Wall Street inquiètent de plus en plus). Une convergence s'établissait ainsi entre une gauche néokeynesienne (Lafontaine, l'économiste français Fitoussi) et la droite libérale anglo-saxonne pour que la BCE

Et puis ce "ton" prenait une coloration de gauche dès lors que Lafontaine voulait stimuler la demande intérieure pas seulement en rendant l'argent meilleur marché (taux d'intérêt), mais par une redistribution des revenus entre Capital et Travail, en faveur de ce dernier. Cela allait au-delà d'une aide aux pauvres et des incitations fiscales — deux choses que le néolibéralisme a également dans ses cartons. Schröder avait annoncé et appliqué un premier train de mesures sociales, comme il est de mise quand la gauche arrive au pouvoir : augmentation des allocations familiales, rétablissement du remboursement intégral des congés-maladie, réduction du ticket-modérateur pour l'achat de médicaments, réintroduction dans les PME de 5 à 10 salariés de la loi sur la protection contre les licenciements, ainsi qu'un programme d'apprentissage pour 100 000 jeunes sans emploi. Mais on devait en rester là.



Oskar Lafontaine

Lafontaine relançait deux propositions qui allaient mettre le feu

aux poudres. Premièrement, il justifiait des augmentations de salaire allant au-delà du taux d'inflation mais ne dépassant pas l'augmentation de la productivité. Deuxièmement, il annonçait une réforme fiscale (que Köhl avait dû abandonner) qui « *devrait favoriser les salariés* ».

Le montant des chiffres n'a rien d'extraordinaire — comme la presse aux ordres le reconnaissait au départ. Mais ces propositions et ces propos tranchaient avec la tonalité dominante de la "pensée unique". Ils alimentaient un débat public, qu'en haut lieu on n'appréciait pas. Dès novembre, la "grande presse" (bourgeoise) contre-attaquait : « *qui dirige: Schröder ou Lafontaine ?* » se demandait l'hebdomadaire *Der Spiegel*. Ensuite, apparaissait l'idée que « *le gouvernement était chaotique et que Schröder devrait y mettre de l'ordre* ». Reconnaisant ainsi que Lafontaine était à l'initiative. Les élections du 7 février 1999 en Hesse (où le SPD, bien qu'en progrès, perdait le contrôle du Land du fait de la débandade élec-

torale des Grünen) donnèrent l'occasion de pointer sur « l'impopularité » du gouvernement.

Lafontaine restait en place, sa politique aussi. A certains moments il semblait se rétracter (sur la BCE, sur les zones monétaires stables, sur le pacte de stabilité...). A d'autres moments, il relançait son discours hétérodoxe : ainsi au moment où, fin décembre, la chute de la production industrielle fut annoncée, il suggérait qu'en cas de récession et devant l'obstination de la BCE, l'Allemagne pourrait ne pas respecter le pacte de stabilité...

Lafontaine et la politique salariale

L'offensive au finish de la grande bourgeoisie fut lancée lorsque ce débat de politique économique commença par coïncider avec le renouvellement des conventions collectives dans la plupart des branches (secteur public, métallurgie, chimie...), et avec le projet de loi sur la réforme de l'impôt. Le projet de loi sur l'abandon du nucléaire étant plutôt un épiphénomène — mauvais pour la gauche du gouvernement Schröder et révélateur pour la résistance patronale, mais sans commune mesure avec ce qui allait suivre.

Sur le plan social, le patronat, avec le soutien d'une partie du gouvernement Schröder, poursuivait un double objectif : limiter les augmentations de salaires et briser le tabou des conventions collectives par branche en les "décentralisant" vers le niveau des entreprises. Comme on le sait, ces deux objectifs furent ratés. Les mobilisations des métallurgistes étaient fortes. Un élément du rapport de force fut l'attitude politique de Lafontaine, qui était perçu comme un point d'appui pour le mouvement syndical. Du coup, le ministre de l'intérieur, Schilly (ex-gauchiste, schröderien), céda, au-delà de ses affirmations, aux revendications des travailleurs du service public. Ce fut une victoire morale pour le mouvement syndical.

En Europe, les classes bourgeoises l'ont reçu comme une très mauvaise nouvelle, un très mauvais exemple pour les syndicats dans l'UE. Une fois encore, la flexibilisation du marché du travail restait bloquée en Allemagne.

Désormais, le patronat entrait ouvertement en résistance. Il menaçait de rompre tout de suite le "Bündnis für Arbeit" (l'Alliance pour l'emploi) : le grand accord négocié entre patrons, syndicats et gouvernement, d'où devrait sortir "la modernisation" (néolibérale) de l'économie alle-

passé rapidement à la baisse du taux d'intérêt de l'euro.

Autre convergence : la Grande Bretagne (davantage la presse financière que Blair d'ailleurs) continuait d'exiger que la BCE soit transparente, contrôlable ("accountable"), qu'elle publie ses débats et ses conclusions, qu'elle annonce ses prévisions d'inflation et justifie sa politique du taux d'intérêt.

Lafontaine, le trouble-fête

Mais Lafontaine dépassait les bornes que la classe dominante, en Allemagne et en Europe, pouvait tolérer. Lafontaine était "en campagne". Et plus cette campagne avançait, plus le discours politique prenait de l'ampleur.

D'abord "le ton" virulent de ses interventions contre la BCE, alors que celle-ci est toujours à la recherche d'une légitimité, pointait de plus en plus dans le sens de réimposer la primauté du pouvoir politique face à la BCE et d'accaparer ainsi le maximum de prérogatives.

mande — modèle attiré pour un grand Pacte sur le plan européen.

C'est la politique de l'impôt qui fournit à la bourgeoisie l'occasion pour passer à l'attaque finale. Il lui fallait la peau de Lafontaine. Sa réforme était incontestablement redistributive en faveur des revenus les plus bas. Mais elle ne fut « nullement radicalement de gauche » selon une source au-dessus de tout soupçon (*Financial Times* du 6 mars 1999).

Les taux d'imposition principaux sont assez élevés en Allemagne en comparaison avec les États-Unis, mais les "niches" d'exception sont aussi très importantes, singulièrement sur les réserves totalement détaxées de l'industrie nucléaire. Globalement, le niveau des impôts payés par les entreprises en rapport avec le PIB est le plus bas parmi les pays du G-7 !

L'assaut contre Lafontaine débuta par une avalanche de déclarations des géants de l'industrie et de la finance. Allianz et VEBA, le cœur du complexe industriel-financier, menaçaient de quitter l'Allemagne ! Daimler-Chrysler souleva la question de son "déménagement"... Par une fuite organisée dans la presse, on apprenait que vingt-deux grands patrons avaient signé une lettre "privée" demandant à Schröder de démissionner Lafontaine. Parmi eux, Siemens, Hoechst, Krupp-Thyssen... Mercredi 10 mars, le chef du gouvernement annonçait qu'il ne gouvernerait pas « contre l'économie ». Le lendemain, Lafontaine s'en allait.

Le tumulte qui s'ensuivit fut assez extraordinaire. Les acteurs étrangers n'étaient pas tenus à la discrétion des comploteurs allemands (les patrons) : les Bourses, les dirigeants de la BCE, des ministres américains, des porte-parole des grands groupes industriels et financiers, la presse financière et politique s'en donnaient à cœur joie. Cela dénote incontestablement le caractère "de classe" de la bataille.

Après l'élimination de l'obstacle, le chemin semblait se dégager pour reprendre l'offensive. Une fois encore c'est le *Financial Times* (du 15 mars 1999) qui donne le "la" : « *La liste des obstacles structurels à la croissance est longue : régulation excessive, les lois sur le temps de travail et les coûts élevés des licenciements (...), la rigidité des structures nationales en ce qui concerne les négociations salariales (...), les taxes excessives sur le coût du travail et sur les allocations sociales qui découragent le travail...* ».

le 17 mars 1999

La socialdémocratie européenne

Après Lafontaine, Blair s'impose...

par
François vercammen

La crise qui vient de secouer le gouvernement allemand, est un événement important, pour l'Union européenne (UE) et pour la social-démocratie européenne. Car, au-delà du personnage flamboyant de Lafontaine et de sa psychologie particulière, elle est évidemment liée à l'évolution de l'UE et à l'environnement économique international.

1. Une première constatation : dans le principal pays de l'UE, le grand capital s'est permis de bouleverser par une puissante pression extraparlamentaire, la composition politique et le programme du gouvernement Schröder — un gouvernement que « *la population continue à (...) soutenir dans sa grande majorité* » (1).

La coalition festive qui s'est instantanément manifestée le lendemain du départ de Lafontaine — banquiers, industriels, grands journalistes, courtiers en Bourse... — possède un vrai "parfum de classe" !

Cette réaction brutale donne une indication précieuse sur le degré de tolérance et sur les marges, mais aussi sur la nature de la contre-attaque : avant que Lafontaine n'ait pu (à supposer qu'il l'aurait "voulu"...) se heurter aux règles de l'Union monétaire, ou à la réaction "spontanée" des marchés en Bourse, il a buté sur une intervention politique de la grande bourgeoisie allemande agissant directement en tant que classe : cela pose la question de la démocratie. Et elle l'a fait par une menace à la délocalisation de ses sièges centraux : cela pose la question de la propriété économique.

La bataille, pour rompre avec la politique néolibérale d'ajustement, se place beaucoup plus nettement sur le terrain du rapport de force social, du pouvoir politique, voire de la maîtrise des instruments économiques.

La barre se situe d'emblée très haut : c'est un avertissement aux velléités "alter-

natives" éventuelles de tous ceux qui gouvernent ou veulent gouverner aujourd'hui.

2. A aucun moment, aucun des partis socialistes au pouvoir n'a soutenu la politique de Lafontaine, qui, jusqu'en février 1999, fut celle — ne l'oublions pas — du gouvernement allemand comme tel.

Cette Ile Internationale est décidément très peu internationaliste même sur le plan de l'Europe. Cela devrait étonner les militants socialistes, car la ligne de Lafontaine allait dans le sens de tous les PS : « *plus d'Europe, et pas moins* » ; « *avec l'euro, vers l'Europe sociale* » (l'harmonisation des normes et la coordination de la politique économique). Que Blair boude cette orientation, c'est logique. Mais même le PS français s'est avant tout vanté, par la bouche de Strauss Kahn, d'avoir « *raisonné Lafontaine* » à propos du pacte de stabilité et de la BCE.



Romano Prodi

Mutatis mutandis, se répète ici, ce que l'on constate sur le plan syndical : pas la moindre tentative, de la part de la CES ou d'une des ses composantes nationales, d'étendre à l'échelle de l'UE, une lutte ou une revendication exemplaires qui parte d'un pays. Le silence radio à propos des luttes salariales actuelles en Allemagne

1. Selon des observateurs aussi experts que ceux de la Banque Goldman Sachs, cités dans le *Corriere della Sera* du 6 mars 1999.

est, une fois encore, tristement parlant, alors que plusieurs confédérations syndicales s'étaient précisément mises d'accord là-dessus lors de la réunion de Doorn, aux Pays-Bas.

3. La défaite de Lafontaine signifie-t-elle que « [ses] idées macro-économiques orthodoxes sont mortes pour toujours » (2) ? Conclusion que tire aussi, avec soulagement, le journaliste de cet excellent journal néolibéral, *Le Monde*, parlant de « l'abandon définitif du keynésianisme » (3).

Il faut se poser la question pourquoi Lafontaine, homme de pouvoir qui n'aspire nullement à se trouver sur la marge, a pu se lancer dans une politique qui rompt l'alignement néolibéral. Il l'avait expliqué lui-même : parce que « la politique de l'offre a échoué, elle doit être remplacée » (4). Et puis, parce que le rapport de force, traduit et renforcé par les élections législatives de fin septembre 1998, devint plus favorable (cf. les mobilisations ouvrières de janvier et février 1999) ; et parce que, face à la déflation déjà réelle et à une possible récession, « ne rien faire, risque d'être encore plus coûteux » (5) (sous-entendu : « pour le déficit budgétaire »).

Est-ce que cette situation est susceptible de se reproduire ? Est-ce qu'une prochaine secousse — probable — sur le plan économique, politique-institutionnel ou social, ne remettra-t-elle pas à nouveau sur le tapis (d'un point de vue réformiste de gauche) la nécessité d'abandonner cette voie néolibérale ? Et est-ce que dans ce cas, ce ne sera encore une fois sur une "policy mix" (mélange de politiques), où des éléments néo-keynésiens désormais connus auront leur part, que des politiciens et intellectuels social-démocrates s'appuieront ?

La vraie question est de savoir s'il y aura une bataille, comme celle que Lafontaine avait menée avec toutes ses limites ? Cela dépend de la vitalité et des ressorts qui subsistent au sein des PS. On peut en douter. On ne voit aucun "Lafontaine" ayant son prestige et ce minimum de conviction politique dans les directions des PS en Europe. Cela reflète bien la mutation de la social-démocratie européenne en ce qui concerne la force militante, la conviction idéologique et la composition sociale.

4. Ce qui est important dans la "séquence Lafontaine", ce n'est pas de savoir si sa politique était suffisamment de gauche pour lui donner un soutien cri-

tique. Elle ne l'était pas, puisqu'il laissait intact tout le volet de la flexibilité et des privatisations, en n'avançant aucunement sur « les réformes de structure » anticapitalistes. Donc, la question ne s'est jamais posée en ces termes.

Il fallait la prendre au sérieux (la grande bourgeoisie l'a fait!) pour trois raisons :

— D'abord, parce que le rapport de force du monde du travail est dans un état calamiteux. Nulle part n'existe une force politique de masse qui puisse servir comme support et relais/débouché à la hauteur des besoins sociaux et de lutte. Plus cette dynamique persiste, et plus le "corpus social" s'affaiblit. Tout ce qui freine ou interrompt, en pratique, ce rouleau compresseur aide. Rien ne peut être négligé.

— Ensuite, un secteur important du mouvement social continue à se référer voire à suivre (faute de mieux) la mouvance social-démocrate. Se mêler de cette politique d'autant plus qu'elle se réfracte au sein du mouvement social et syndical est une des clés de la relance de la mobilisation.

— Enfin, la multiplication des frictions, des contradictions spectaculaires car médiatisées, des conflits limités mais publics peut avoir un impact qui stimule la confiance et la conscience. On ne s'imagine pas autrement (en dehors d'une explosion sociale d'ampleur) comment une relance des luttes puisse avoir lieu, et, par contrecoup renverser le cours actuel des choses.

5. Le départ de Lafontaine est moins une défaite pour la gauche du mouvement ouvrier qu'une victoire pour la droite social-démocrate. Un obstacle est éliminé.

En Allemagne, le caractère du gouvernement Schröder a changé. Le premier ministre, appelé dans les syndicats « le camarade des patrons », tient désormais les rênes du pouvoir. Sans partage. Cela ne débouchera pas sur un virage spectaculaire à droite. La société allemande ne le permet pas. Mais Schröder gouvernera plus nettement en faveur des patrons. Même s'il ne marche pas sur le boulevard que Blair a sous ses pieds, après le passage de Thatcher.

La gauche du SPD a été décapitée. Sera-t-elle à même de recueillir dans le parti le potentiel de gauche que Lafontaine a abandonné ? Celle des Verts (mise en boîte par Schröder lors de l'incident sur l'industrie nucléaire) est désormais ramenée à la portion congrue. La

crise de ce Parti est très forte.

Schröder partira à la conquête du SPD lors du congrès national d'avril prochain, où il sera seul candidat à succéder à Lafontaine (au comité directeur du SPD, le vote ne fut pas brillant : 23 pour, 6 contre, 3 abstentions). On verra sur le terrain comment les bureaucraties syndicales des différentes branches vont se positionner. Du côté patronal, le « Bündnis für Arbeit » (pacte pour l'emploi) a désormais reçu le

Blair et Jospin, sympathie ou intérêt ?



feu vert.

En Europe, le départ de Lafontaine est sans doute encore plus déploré par la gauche réformatrice, puisqu'il incarnait l'alternative de ce courant. Au sein de chaque PS, la défaite de Lafontaine renforce la politique néolibérale, c'est-à-dire les directions en place.

Sur le plan de l'UE, D'Alema, Blair, Kok, Schröder ont tous procédé à des actes symboliques. L'idéologie joue un rôle important. Le plus significatif fut certainement la présentation, à Londres, du livre de Bobo Hombach, l'éminence grise de Schröder, préfacé par Blair : *Le réveil* : la politique du "Nouveau Centre". Hombach et Mandelstein (son homologue britannique, côté Blair) viennent de publier une nouvelle déclaration (*Le réveil* : idéologique, alors que Nallet du PS français et Cook, du Labour Party et ministre de Blair, s'étaient donné pas mal de peine à fabriquer le Manifeste du Parti des Socialistes Européens, est une anecdote piquante) : ca veut dire quoi ?

6. La victoire spectaculaire de Schröder réunifie la social-démocratie autour de la politique sociale-néolibérale. Le rappo-

2. Selon H. O. Heckel, président de la DIV, l'association des industriels allemands, cité dans *Süddeutsche Zeitung* du 12 mars 1999.

3. *Le Monde* du 13 mars 1999.

4. *Le Monde* du 15 septembre 1998.

5. *Süddeutsche Zeitung* du 25 novembre 1998.

Union Européenne

chement avec Blair a été immédiat. Les conséquences pratiques ont suivi : intervention dans la crise de la Commission Européenne, désignation de Prodi, rencontres publiques, etc. Le tournant en Allemagne avec ses conséquences en cascades efface le spectacle lamentable du congrès des socialistes européens de Milan (les 2 et 3 mars 1999) : à l'insignifiance du Manifeste, qui y fut adopté, correspondait l'exhibitionnisme égoïste des Premiers Ministres, venant parader avec les résultats brillants de leur politique.

La dérive droitiste sur le plan idéologique embrasse désormais tous les PS européens, sauf le PS français. La désignation de Prodi, le technocrate démocrate-chrétien, comme président de la Commission européenne, par les premiers ministres social-démocrates a valeur symbolique à plus d'un titre : ne fut-il pas partie prenante dans la tentative de créer une sorte de nouvelle Internationale "démocrate" en septembre 1998 à New York (à côté de la IIe Internationale...), avec Blair, Clinton, Cardoso, préparée en coulisses

par Anthony Giddens, l'intellectuel anglais et inventeur de « la troisième voie » ? ! Jospin n'y fut pas invité. D'Alema ne comptait pas y aller. 6 mois après, la constellation a changé.

7. La victoire de Schröder au sein de son propre gouvernement favorise et renforce la politique néolibérale en Allemagne et, partant, en Europe. Mais le vrai fait saillant, et qui est resté dans l'ombre, est le tournant politique de Blair. C'est lui qui prend des initiatives. Son but est de porter la Grande Bretagne en Europe, en prenant la tête de l'UE. C'est une bataille ; elle n'est pas gagnée d'avance. Elle se joue d'abord en Grande Bretagne.

Blair met trois atouts sur la table. Il accélère le pas vers une adhésion rapide de la Grande Bretagne à l'euro. Il a proposé une armée européenne vraiment autonome au sein de l'OTAN (écartant définitivement les jongleries autour de l'Union de l'Europe Occidentale). Cette double démarche implique un repositionnement historique de la Grande Bretagne : si elle

trouve une cohérence, elle sanctionne la fin du lien prioritaire avec les États-Unis. La troisième proposition est un plan de réforme du fonctionnement de l'ensemble des institutions européennes. Avant tout destinée à l'euroscepticisme de son île, elle sert à Blair de support à une intervention très activiste dans la crise de la Commission Européenne : il a propulsé Prodi à la tête de celle-ci, comme candidat de la social-démocratie et... de la démocratie-chrétienne. Il apparaît ainsi comme l'unificateur de l'Europe, et comme la force d'entraînement de la "troisième voie", dont il est lui-même le centre de gravité. Et la Grande Bretagne avec lui.

Si Blair gagne sa bataille chez lui, les conséquences s'en feront sentir sur le continent. Une nouvelle étape pourrait être franchie dans le sens d'une plus forte centralisation, entre États nationaux, des institutions de l'UE et d'une politique d'austérité et de "modernisation", cohérente et aggravée.

Cela ne se fera pas sans mal.

La première difficulté, c'est l'affrontement probable avec les mouvements syndicaux, dans chaque pays-membre et au niveau européen. Les PS, directement et visiblement en charge de la politique courante, peuvent-ils se permettre, sur le plan électoral, d'administrer une telle saignée sociale, alors que désormais une droite dure (et dans son sillage l'extrême-droite) est en voie de cristallisation, et que sur leur gauche, un mouvement social remuant et un électorat radicalisé tendent à faire la jonction avec la gauche radicale ?

La deuxième, c'est que les clivages au sein de la social-démocratie recourent les États nationaux. En prenant la tête du gouvernement de leurs pays, les PS ont entre leurs mains l'appareil d'État. Ceci surdétermine leurs choix essentiels, le sens profond de leur politique.

Du coup, ils se trouvent embarqués dans les contradictions interimpérialistes, dont la principale est certainement celle, et qui s'aiguise, entre l'UE et les États-Unis ; mais aussi, au sein de l'UE, entre États, sachant que les principaux pays-membres se situent spécifiquement sur l'échiquier mondial.

Le gouvernement allemand s'est "rallié" à Blair sur le plan de la politique économique. Blair s'est rallié à l'UE. Deux éléments conjugués renforcent une tendance lourde. On se trouve devant une nouvelle étape de l'UE qui, si elle s'impose, affectera tous les rapports sociaux et politiques.

26 mars 1999

L'ARME DE LA CRITIQUE
NE SAURAIT REMPLACER LA CRITIQUE DES ARMES.
K. MARX

librairie
La Brèche

9, rue de Tunis 75011 Paris
tél : 01 43 67 63 57
fax : 01 43 79 29 61
ouvert : lundi 14h-20h
mardi à samedi : 12h-20h
métro Nation
vente par
correspondance
Paris, province,
étranger : envoi
gratuit



John Maynard Keynes (1883-1946)

par
Nicolas Bénétiès*

Le libéralisme serait-il en perte de vitesse ? De plus en plus de voix se font entendre pour réguler les marchés financiers et lutter contre les risques de crise financière. Pour autant, s'agit-il d'une rupture avec les dogmes libéraux ?

Depuis le tournant vers le libéralisme des années 1980, les dirigeants du monde occidental n'avaient jamais eu autant à la bouche les mots de "régulation", de "contrôle", de "limitation". Pour la première fois ce terme a même franchi les frontières virtuelles des chantres du libéralisme le plus dur : Davos. L'inquiétude grandit. George Soros, qui a pourtant réalisé sa fortune en spéculant sur les monnaies et sur les marchés financiers internationalisés, tire la sonnette d'alarme. Il est nécessaire de réguler ces marchés, dit-il, sinon c'est la démocratie qui est menacée.

Ce bilan d'échec des politiques d'inspiration libérale devrait conduire à définir d'autres politiques s'attaquant prioritairement à la pauvreté et à la création d'emplois permettant de réconcilier l'éthique et l'économique (1).

dépenses de l'État et la lutte contre les déficits publics restent des dogmes inattaquables, même si le Wall Street Journal approuve, certes du bout de ses colonnes, le contrôle des changes décidé par le gouvernement malaysien qui a permis de limiter les mouvements de capitaux, sans les empêcher totalement. Du coup la Malaisie est moins en butte aux aléas provoqués par les départs massifs de capitaux spéculatifs ("flight capital") et alimente la réflexion dans les pays émergents sur les moyens de lutter contre ces mouvements erratiques qui approfondissent les crises, notamment celle de la dette (2).

Des autocritiques sur les rythmes de la déréglementation.

L'administration américaine tire à son tour un bilan de la déréglementation sur les marchés financiers. Sans remettre en cause le fond, elle avoue avoir un peu trop appuyé sur le champignon notamment pour les pays "émergents". La profondeur de la crise financière et économique frappant désormais le Brésil ainsi que l'Argentine et le Mexique est pour beaucoup dans cette autocritique pour le moins tardive (3). Les États-Unis, les grandes banques américaines mais aussi

Keynes, le retour ?

les grands groupes industriels, sont directement menacés par cette crise financière à leurs portes. Cette crise de la dette pourrait avoir des répercussions directes sur les marchés des firmes américaines, sur leur prévision de profit et provoquer par choc en retour une chute des cours de la Bourse de Wall Street. Cette perspective alimente toutes les craintes. Ce lien régional explique les décisions du gouvernement américain de tout faire pour aider le Brésil et ainsi éviter la contagion. Après avoir conseillé — comme le FMI — au nouveau gouvernement de Cardoso de défendre le real au prix d'une hausse vertigineuse du taux de l'intérêt — plus de 40% —, le flottement de la monnaie a été accepté. A croire que ce sont les marchés qui décident de la politique à suivre beaucoup plus que les gouvernements ou le FMI. La banque centrale qui a changé trois fois de président dans les trois derniers mois n'a pu diminuer le taux d'intérêt qui reste à un niveau très élevé, aggravant la baisse du marché final en bloquant l'endettement des ménages et des entreprises tout en saignant les États devant faire face à une montée du service de leurs dettes.

* Nicolas Bénétiès est économiste.

1. Voir ma contribution au livre collectif, *L'insoutenable pauvreté du monde*, sous la direction de Richard Poulin et Pierre Salama, aux éditions Vents d'Ouest, Québec.

2. L'annulation de la dette reste encore un impératif. Les formes de la dette ont changé. Elle est devenue plus abstraite en se "titrisant". Désormais ce sont des titres s'échangeant sur les marchés qui incarnent la dette, plus que des créances auprès des banques ou des États, pour la partie dette publique. Cette annulation ne suffira pas. Il faudrait déterminer des rétrocessions pour permettre à ces pays de connaître un développement auto-centré.

3. Le *New York Times* avait consacré une série aux « coulisses de la mondialisation » où figure cette autocritique. La critique du journal est encore plus virulente parlant de « libéralisation trop hâtive conduisant au chaos bancaire ». Clinton est vu comme un apprenti sorcier. Ces articles ont été traduits en français dans *Courrier International* n° 437 et 438, des 4 et 11 mars 1999.

Critiques de l'économie politique

L'augmentation du chômage et de la pauvreté comme de l'appauvrissement en résulte, comme la croissance du secteur informel où les effectifs sont déjà pléthoriques (4).

Cette dépréciation de plus de 40% de la monnaie a permis aux marchandises brésiliennes de gagner des parts de marché au détriment des chinoises qui se situent sur les mêmes créneaux. Il est logique d'entendre parler de plus en plus de la dévaluation du yuan — la monnaie chinoise — pour, à son tour, pouvoir améliorer la compétitivité-prix. Tous les gouvernements des pays développés, comme les institutions internationales, ont demandé à la Chine de ne pas dévaluer pour éviter la diffusion rapide de la crise financière. Oubliées à ce niveau toutes les déclarations sur les droits de l'homme et sur le régime chinois antidémocratique, socialiste et autres billevesées. La guerre



Chômage, précarité, exclusion... fruits amers du néolibéralisme

4. D'après le BIT, le Bureau international du Travail, la crise asiatique s'est traduite par la suppression de 24 millions d'emplois rien que pour les pays d'Asie du Sud-Est. Il précise que la majorité des faillites et des pertes d'emploi se sont produites dans secteurs modernes de l'industrie. Le chômage a doublé entre 1996 et 1998 à Hong Kong, en Chine et aux Philippines. Il a triplé en Indonésie et en Malaisie.

5. *L'entreprise néolibérale, nouvelle utopie capitaliste ?* aux Éditions La Découverte.

6. Traduit dans *Courrier International* n° 437, du 18 mars 1999.

idéologique s'arrête aux frontières des intérêts capitalistes bien compris. Le FMI est parti à la recherche de politiques libérales de troisième génération qui permettent, tout en conservant l'ajustement structurel, de tenir compte de ce nouveau contexte.

Au plus fort de cette crise, dans le courant du dernier trimestre 1998 — après la crise ouverte de la Fédération de Russie — le G7+1, le groupe des pays les plus riches du monde élargi à la Russie, avait abordé la question des nouvelles régulations pour éviter ce type de crise. Les dirigeants du monde en sont restés au stade des intentions. La crise s'est éloignée. Temporairement, mais l'horizon s'est rétréci. Le monde capitaliste et libéral ne raisonne qu'à court terme. Alan Greenspan, le président de la FED, la banque de réserve fédérale américaine, qui a joué un rôle moteur dans le recul du spectre de la déflation mondiale en baissant en trois fois le taux d'intérêt à court terme américain, a déclaré que cette crise était la plus importante depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Et... et les dirigeants n'ont pas bougé. Faisant comme si la crise pouvait se résoudre d'elle-même. L'image traditionnelle, le cliché même, de danser sur un volcan prend ici tout son sens.

Il faudrait donc réguler ces marchés financiers. Définir, par exemple, des "zones cibles" qui permettraient de limiter les fluctuations des grandes monnaies — le dollar, l'euro, le yen — entre elles en évitant une spéculation au jour le jour. Les banques centrales, en premier lieu la BCE, Banque Centrale Européenne, s'y opposent. Pour conserver leur indépendance, pour défendre les intérêts des opérateurs financiers, pour lutter contre toute entrave aux mouvements de capitaux, illustrant le libéralisme le plus dur, le plus pur et le plus imbécile. *Business Week*, le revue des milieux d'affaires américains, ne l'envoyait pas dire. Il concluait le portrait de Wim Duisenberg en disant qu'il n'avait rien d'un homme d'État... Il a refusé de diminuer le taux d'intérêt à court terme des 11 pays européens constituant l'Euroland, sous prétexte que la stabilité des prix restait l'objectif prioritaire sinon unique. Dans un contexte de déflation — la baisse des prix due à la surproduction, à la récession — cette priorité est une imbécillité provenant sans doute de leur décalage par rapport à la réalité. Le libéralisme n'est pas une règle de conduite. C'est une idéologie qui se veut légitimer les politiques ges-

tionnaires d'austérité et les attaques contre les acquis des luttes sociales. Cet objectif, essentiel, mis à part, cette théorie n'est en rien un guide pour l'action.

La gauche pour quoi faire ?

Les sociaux-démocrates, aux affaires dans 13 des 15 pays de l'Union Européenne, sont à la recherche d'une politique économique qui traduise la "troisième voie" chère à Tony Blair, ou au "nouveau centre" cher à Schröder. L'économie allemande est en pleine restructuration. La déréglementation touche le monde bancaire — comme au Japon. Elle remet en cause les liens traditionnels entre l'industrie et la banque. C'est tout un modèle économique qui se restructure comme le modèle social. Le "capitalisme rhénan" opposé au capitalisme sauvage, anglo-saxon, est en train de vivre ses derniers feux. Les modèles sociaux, de consensus social, de partage des "fruits de la croissance" sont en train de disparaître de notre paysage. Le modèle social, japonais, d'emploi à vie, est, lui aussi, en train de s'estomper. La restructuration de Sony, avec 17 000 suppressions d'emploi et la fermeture de 15 usines en sonne le glas. D'autant que le PDG, Iwai, a déclaré abandonner ce modèle social pour adopter le management de type anglo-saxon, soit "l'entreprise néolibérale", pour reprendre le titre d'un livre de Thomas Coutrot. (5)

La troisième voie de Tony Blair est aussi une autre façon de faire accepter cette politique gestionnaire, sans projet, sans futur. Sous prétexte de "modernité" — terme que le premier ministre anglais affectionne — c'est le libéralisme qui s'impose. Le *Financial Times* (6) se faisait l'écho d'une visite dans l'Ouest de l'Angleterre de Tony Blair, « flanqué de Wim Kok, son homologue néerlandais », se demandant, « en s'adressant à des chefs d'entreprise, si l'Union européenne n'aurait pas intérêt à supprimer ce qu'il considère comme des réglementations sociales destructrices d'emploi, afin de réduire le chômage sur le continent ». Et le *Financial Times* — curieuse inversion — de défendre la protection sociale contre le faux concept d'employabilité utilisé à l'envi par Blair et d'expliquer que la Commission de Bruxelles — depuis, elle a démissionné — se préoccupe des performances économiques... Il n'y a guère que le gouvernement travailliste anglais pour ne pas s'en apercevoir. Les principes du libéralisme se diffusent par l'intermédiaire

des marchés financiers internationalisés via la nécessité pour les gouvernements de s'adresser à ces marchés pour financer le paiement de leur dette publique.

Le débat semblait plus sensible dans le gouvernement allemand issu des dernières élections. Oskar Lafontaine faisait figure de défenseur d'une politique d'inspiration keynésienne pour relancer l'économie et faire face au retournement conjoncturel qui devrait atteindre les économies européennes cette année. L'économie allemande, plus industrielle que la française par exemple, est plus sensible aux évolutions de la conjoncture mondiale (7). Le dernier trimestre de l'année 1998 a vu une très faible croissance qui devrait se poursuivre cette année. L'environnement international est marqué par la récession qui touche plus de 40% des pays du globe. « Les pays développés encerclés par la récession » titrait d'ailleurs Philippe Lefournier dans la revue *L'Expansion* du 21 janvier 1999.

Que demandait Lafontaine, comme d'ailleurs Strauss-Kahn, le ministre français de l'Économie et des Finances ? La rupture avec les critères du traité de Maastricht repris dans Le Pacte de Stabilité et de Croissance annexé au Traité d'Amsterdam ? Assurément non. Les deux ministres ont affirmé vouloir les respecter. Plus encore, le ministre français a été jusqu'à annoncer que les déficits publics (8) passeraient de 3% en 1998 — en fait 2,9% grâce à la croissance de 3,2% — à 2% cette année, à 1% en 2000 et à... 0%. Le dogme libéral de l'équilibre des finances publiques n'a pas disparu, au contraire.

Ainsi la BCE a imposé des choix économiques allant dans le sens de la poursuite et de l'approfondissement de la politique d'austérité par le respect des critères du Traité de Maastricht ce qui se traduit par une politique budgétaire restrictive ainsi que le maintien d'une politique monétaire axé sur la défense de la stabilité des prix et de la monnaie.

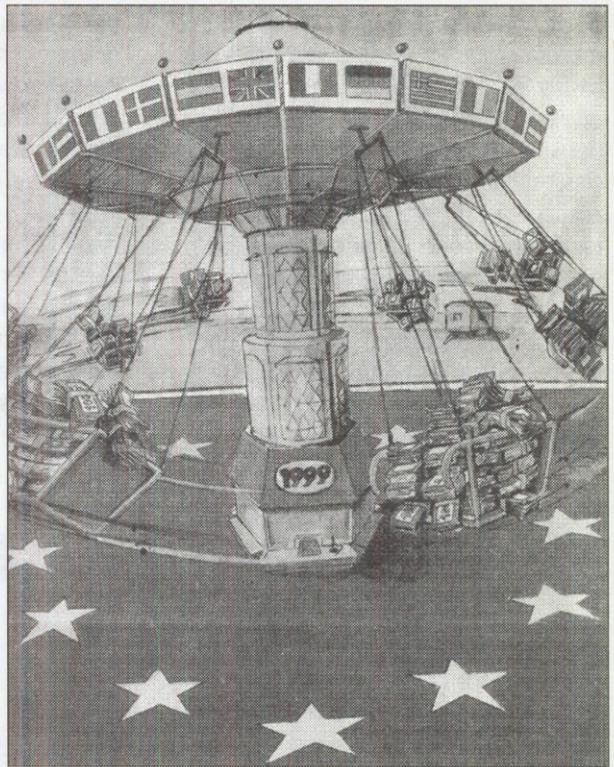
Pourtant, ce débat sur la politique économique n'est rien de moins que nécessaire, sinon vital. Les critères du Pacte de Stabilité (9) sont non-coopératifs, comme le démontre à l'envi et l'équipe réunie autour de Jean-Paul Fitoussi pour ce premier Rapport sur l'état de l'Union européenne 1999 (10) et Jacques Mazier dans Les grandes économies européennes (11), et transforment la politique économique d'austérité en une politique structurelle. Le temps des politiques anti-cycliques

semble terminé. Tous les manuels d'économie ont désormais une partie obsolète. Il n'est plus question de faire une politique de relance lorsque la récession menace, une politique qui permette de lutter contre la surproduction.

Le XIX^e siècle revient !

Le monde revient aux préceptes qui dirigeaient théoriquement la politique économique au XIX^e siècle et jusqu'à la crise de 1929, l'État n'intervient pas pour modifier la conjoncture. N'en tirons pas une conclusion erronée sur la non-intervention de l'État, ou sur un simple État-gendarme (12) comme le veut la théorie libérale de cette époque. Jean-Baptiste Say, en une phrase souvent citée, résumait cette doctrine : « *Les produits s'échangent toujours contre des produits* ». Il récusait toute capacité d'intervention de l'État, toute possibilité de crise et toute place à la monnaie devant un simple voile aux échanges. Avec Say, il n'était plus besoin d'économie politique ! L'État est intervenu dès les débuts du capitalisme, pour l'orienter, déterminer une stratégie d'ensemble de toute la classe des capitalistes. Chaque capitaliste est opposé à l'autre, et les « *capitains nombreux* » n'ont jamais pu déterminer un projet commun. Il fallait ce « *capitaliste collectif en idée* », comme l'écrit Engels dans *L'Anti-Dühring*. La catégorie de l'État est une des catégories essentielles de ce mode de production. Les formes de passage au capitalisme des pays dits émergents — l'exemple de la Corée du Sud est sans doute le plus parlant — et des pays d'Europe de l'Est vient le démontrer. La crise actuelle de la Fédération de Russie est bien une crise de l'État et marque l'échec des libéraux dogmatiques faisant une confiance aveugle aux mécanismes du marché. Or, le marché n'existe pas sans l'État. Se trouve déterminé la source de ce principe, « *La bourgeoisie règne mais ne gouverne pas* » (13). Souvent le régime politique — la forme de l'État — n'est pas l'émanation directe de la bourgeoisie. Les élites proviennent d'ailleurs. La France a poussé le plus loin ce principe.

La politique économique en ce XIX^e



siècle — que les économistes font commencer en 1750 et terminer en 1929 — est, par contre, conduite en fonction des dogmes du libéralisme. C'est le seul corpus théorique de référence. La bourgeois-

7. Voir *Économie et Statistique* n° 318 sur L'emploi dans les services. Comparaisons internationales.

8. Rappelons que ce critère a été le plus discuté. Qu'il s'agit de faire la somme du déficit du budget — la différence dépenses/recettes de l'État —, du déficit de la Sécurité sociale, un budget à part en France, et des GEN, des Grandes Entreprises Nationales.

9. Le « *et de croissance* » a été rajouté à la demande du gouvernement français. Il ne change rien quant au contenu. Toutes les « *initiatives de croissance* » sont restées mort-nées jusqu'à présent.

10. Fayard et Presses de Sciences Po. Fitoussi et l'équipe de l'OFCE (Observatoire des Conjonctures Économiques) sont parmi les derniers keynésiens. C'est sûrement pour cette raison qu'ils ne sont pas dans l'air du temps et écrivent moins de bêtises que les libéraux.

11. Collection Repères, La Découverte. Il montre — au travers de questions-clés comme l'emploi et la régulation salariale, le financement de l'économie (et donc la libéralisation financière), le Budget et la protection sociale — les différences et les convergences de l'insertion internationale et de la compétitivité de ces économies. Pour conclure sur l'absence de politique européenne et de capitalisme européen.

12. Ou sur un « *État minimum* » ou « *pauvre* », comme le qualifient certains théoriciens se réclamant du marxisme, prenant pour argent comptant les préceptes de la théorie libérale et leurs cristallisations dans le concret.

13. Mandel. Voir aussi ma démonstration dans le chapitre 1 de *L'Après-Libéralisme*, aux éditions de La Brèche.

Critiques de l'économie politique

sie ne pouvait accepter les considérants du marxisme qui, en s'appauvrissant, sert de boussole à l'ensemble du mouvement ouvrier, à l'exception des anarchistes et des proudhoniens (14). La lutte des classes, pour utiliser d'autres termes, explique aussi cette opposition sur le terrain de la théorie. L'État donc laisse faire, en ce qui concerne les aléas de la conjoncture. Les cycles courts d'expansion et de récession se succèdent tous les 7 ou 10 ans. Jusqu'à la dépression de 1929...

Retour historique

1929 est une crise profonde, durable laissant planer l'ombre de la crise finale du capitalisme prédite par certains. Même un chantre du capitalisme comme Schumpeter écrira en 1942, dans la préface de son ouvrage *Capitalisme, Socialisme et Démocratie* (15), que le capitalisme ne survivra pas à cette crise, que le monde s'oriente vers le... socialisme. S'il avait lu Marx d'un peu plus près, il aurait analysé l'importance du facteur subjectif dans le passage d'un mode de production à un autre. Sans ce facteur subjectif, l'organisation de la classe ouvrière, sa prise de conscience, c'est la barbarie qui domine. Et notre siècle fut barbare...

Ce contexte de la "grande crise" de 1929 conduira à un autre type d'intervention de l'État. Ce sera le rôle de John Maynard Keynes à la fois de construire une théorie nouvelle s'inspirant quelque fois directement de Marx qu'il avait lu avec attention et de donner son nom à des politiques économiques — "keynésiennes" — légitimant cette nouvelle place de l'État. John Kenneth Galbraith qui, jeune économiste tout frais émoulu de l'Université, fit partie du "staff" de Roosevelt en 1934, raconte sa première rencontre avec les écrits de Keynes dans le *Voyage dans le temps économique* (16). Ce fut une révélation. Ils étaient là en train de se cogner la tête sur les dogmes libéraux et un économiste leur disait qu'ils pouvaient en sortir pour faire une autre

politique qui permette de relancer l'économie et lutter contre la surproduction, et par-là même relégitimer le système capitaliste d'exploitation du plus grand nombre. Keynes avait compris qu'il valait mieux intégrer la classe ouvrière pour préserver l'essentiel, l'exploitation des travailleurs. Roosevelt mettra en place le "New Deal" comme forme de la politique de relance et de prise en charge par l'État des travaux d'infrastructure que les capitalistes individuels ne peuvent réaliser faute de retour sur investissement rapide. Von Wiser avait déjà théorisé cette nécessité.



L'État partira à la conquête de tous les terrains : économique, social, culturel. Il sera qualifié de "Providence", de "Welfare State" (17). On parlera aussi de pieuvre pour indiquer qu'il n'est plus possible de faire un pas sans rencontrer l'État. Le régime politique "bonapartiste" du Général de Gaulle, en France de 1958 à 1969, en fut la meilleure illustration. Le gouvernement "récupérait" toutes les revendications des salariés pour apparaître comme au-dessus des classes. Ainsi s'explique la croissance du droit du travail et du droit de la Sécurité Sociale. Les conquêtes sociales se trouvaient codifiées, coiffées par le régime politique qui en tirait une nouvelle légitimité. Fort de celle-ci, le régime pouvait, par le biais d'un exécutif doté de pouvoirs importants, restructurer l'ensemble de l'économie française et lui faire franchir le pas du dépassement

de son marché national. Cette intervention de l'État alimentera la croissance. Il est vain de se demander comme le fait Daniel Cohen pour des raisons inavouées si l'intervention de l'État a permis la croissance ou si c'est la croissance qui a financé cette intervention de l'État (18). Comme souvent les deux phénomènes se sont nourris l'un de l'autre et l'un l'autre pour expliquer cette croissance sans crise qui a marqué les "30 glorieuses" pour les pays d'Europe de l'Ouest et le Japon. La guerre avec son cortège de destructions massives explique le point de départ de la croissance. La reconstruction des économies s'est traduite par une énorme relance. La question que pose Cohen ne tient pas compte des formes de cette métamorphose de l'accumulation du Capital après la seconde guerre mondiale. L'État a pris en charge les secteurs vitaux à la reprise de la croissance, comme l'énergie, les banques, les assurances et les transports. Cette infrastructure était nécessaire pour que les capitaux nombreux, les capitalistes, puissent recommencer à créer des richesses et à s'accaparer le profit, la plus-value.

La politique sociale comme la nationalisation-sanction de Renault s'expliquent par le climat de la Libération (19). "Socialisant" disent les livres d'histoire, révolutionnaire serait plus juste. Ceux d'en bas ne voulaient plus être gouvernés par ceux d'en haut et ceux d'en haut étaient dans l'incapacité de le faire, mouillés dans la Collaboration. Il fallait donc trouver de nouvelles élites. Le Général de Gaulle joua ce rôle, en prenant Maurice Thorez, le secrétaire général du Parti Communiste, le premier parti de France en 1946, comme vice-président du Conseil pour redonner une nouvelle légitimité à cet État capitaliste en recherche d'élite, de régime politique pour le faire vivre. Il créa un peu plus tard l'École Nationale d'Administration comme lieu de renouvellement de ces élites dont avait besoin la France. Un système original et qui pose aussi la question de la sélection des élites à l'échelle de l'Europe.

L'écart entre théorie et pratique fut aussi grand avec Keynes qu'avec le libéralisme. Le keynésianisme n'est nullement un corps de doctrine. D'abord parce que Keynes fut un grand pragmatique et empirique et savait s'adapter à toutes les situations. Ensuite parce que La Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie, son ouvrage le plus connu publié en 1936 et mal traduit en français,

14. Nous parlons ici des théories économiques. Sur le terrain politique, c'est plus complexe. Pour un aperçu du débat, voir *Histoire des idées politiques en France au XIX^e siècle*, de Jérôme Grondeux, Repères, La Découverte.

15. Traduit en français chez Payot.

16. Traduit en français aux Éditions du Seuil. 1995.

17. Il sera théorisé beaucoup plus par Myrdal ou par Musgrave.

18. Dans *Les infortunes de la prospérité*, Pocket.

19. Voir Grégoire Madjarian *Conflits, pouvoir et société à la Libération*, 10/18.

est mal écrit, avec un plan qu'il faut refaire pour comprendre le sujet, les anticipations rationnelles comme on dirait aujourd'hui. Enfin parce que les politiques concrètes ayant conduit à cette forme d'État spécifique appelée "État-Providence" ou "Protecteur" se sont construites en réaction à la lutte des classes et s'expliquent par cette lutte des classes et par la puissance des contre-pouvoirs que sont les syndicats ouvriers et les partis politiques du mouvement ouvrier. François Perroux, dans un livre intitulé *La guerre froide avait théorisé cet état de fait en prétendant que les contre-pouvoirs intérieurs — les syndicats — et extérieurs — l'URSS à l'époque — permettaient au capitalisme de mieux fonctionner...*

Retour à Keynes

Pascal Combemale dans son Introduction à Keynes (20) rappelle les principes majeurs préconisés par Keynes : la lutte prioritaire contre la déflation, pire que l'inflation (et de ce fait il s'oppose aux classiques qui croient en l'ajustement par le marché), la fausse solution de l'austérité en situation de sous-emploi — en expliquant pourquoi les collectivités locales doivent dépenser davantage et que les salaires doivent augmenter pour éviter la spirale descendante du chômage et des suppressions d'emploi (façon pour lui de mettre le social sur le même plan que l'économique) — et la nécessité de baisser les taux d'intérêt pour permettre l'endettement et « *l'euthanasie des rentiers* » (comme il l'écrit joliment). Toutes ces politiques ont besoin d'un environnement stable réduisant l'incertitude qui appelle la nécessité de réformer les règles du jeu international. Ses propositions seront minoritaires à Bretton-Woods au profit de celles de White représentant les États-Unis (21).

Pour le reste il mania l'ambiguïté avec dextérité. Il fut à la fois pour et contre l'inflation, pour et contre le dirigisme. Dans un de ces derniers articles, en 1946, il rappellera les vertus de la concurrence et mettra en garde contre le dirigisme. Kalecki, à sa suite, expliquera pourquoi la « *classe des affaires* », les capitalistes, n'a pas intérêt à maintenir durablement le plein emploi parce qu'il donne trop de pouvoirs aux salariés. Keynes n'acceptait pas l'idée que toute l'histoire de l'humanité est l'histoire de la lutte des classes...

Les politiques économiques menées aujourd'hui s'opposent presque point par point à celles préconisées par Keynes.

C'est quasiment le retour du XIX^e siècle que Karl Polanyi (22) ne croyait pas possible. Il écrivait, en 1944, « *Rétrospectivement, on mettra à l'actif de notre époque d'avoir assisté à la fin du marché autorégulateur* ». Que dirait-il aujourd'hui ? Ces politiques d'inspiration libérale ont un noyau rationnel que Keynes se refusait à analyser : la défaite des salariés pour diminuer le coût du travail et ainsi permettre l'augmentation de la compétitivité et du profit en intensifiant le travail (23). La problématique sociale a totalement disparu des préoccupations pour laisser la place à un raisonnement qui fait de la micro-économie — les lois de fonctionnement de l'entreprise — le nec plus ultra de la théorisation de l'économie. C'est l'enchantement de l'entreprise, en laissant de côté le coût social et humain que représente cette valorisation. Seules les contraintes de l'entreprise comptent. S'est-on rendu compte que ce n'est pas de l'économie, mais de la comptabilité ? L'actualité de Keynes se trouve là, dans cette insistance sur le social et sur le circuit économique, sur la dynamique pour expliquer le fonctionnement concret de l'économie. Les libéraux ont prétendu que les politiques de relance ne fonctionnaient plus parce qu'elles ont échoué après 1974, après l'entrée dans la crise. Il faut comprendre que ces politiques ne peuvent inverser l'entrée dans une nouvelle période économique. Mais elles peuvent utilement s'intégrer à une vision d'ensemble d'une construction sociale. La croissance pour la croissance a vécu. Elle doit avoir un contenu, social, écologique... Elle est nécessaire pour redonner confiance aux salariés et pour permettre le renouveau des luttes.

Pour l'Europe, elle est absolument vitale pour redonner une légitimité à la construction européenne. Il est patent qu'aucun gouvernement ne s'oriente vers cette politique. La priorité se trouve dans la remise en cause de tous les acquis sociaux, dans la déstructuration du droit du travail et de la Sécurité sociale pour baisser toujours plus le salaire direct et indirect et ainsi augmenter les profits. La diffusion du chômage de masse et de la pauvreté dans les grandes puissances capitalistes se traduit par une angoisse sociale et intériorisée individuellement expliquant l'acceptation par les salariés de conditions de travail, d'emploi et de salaire qui se dégradent. En France, il est possible d'avoir un emploi et d'être pauvre du fait de la progression sans frein de la précarité

et notamment du temps partiel imposé. Ce sont les femmes qui en sont les premières victimes. Il est temps que le mouvement ouvrier comprenne que la défense des droits des femmes s'inscrit directement dans la lutte sociale de tous pour la construction d'une alternative sociale.

Le keynésianisme est d'autant moins d'actualité qu'une des questions-clés est justement la naissance d'une nouvelle forme d'État, succédant à l'État-Providence, allant de pair avec un nouveau régime d'accumulation qui prenne la place du "fordisme". Malgré les déclarations des dirigeants sociaux-démocrates, les réformes sociales restent dans les tiroirs, comme les réformes des règles du jeu international. Le libéralisme s'interroge... pour répondre dans le cadre du libéralisme. Pour l'heure, aucun gouvernement ne remet en cause la liberté totale des mouvements de capitaux et la nécessité de les réguler pour éviter une dépression. La déflation menace. Les prix de toutes les matières premières sont orientés à la baisse. La faible hausse du taux de l'inflation, de l'ordre de 0,3% en France, indique la profondeur de cette déflation. Ne serait-il pas temps de s'en inquiéter plutôt que de faire semblant de croire que la croissance est à nos portes comme le répétait le président Hoover en 1929 ? Immo Oskar Lafontaine est sans doute la manière d'affirmer haut et fort que le temps des politiques d'inspiration keynésienne est passé de mode.

Seul le mouvement social, avec ses méthodes et ses moyens, pourra répondre à ce défi, pour lutter contre la contractualisation envahissant toutes les relations sociales au détriment des droits. Le contrat diffuse le libéralisme et provoque le délitement de tous les liens sociaux de solidarité. Il nie le collectif pour ne laisser que les rapports de force individuels.

Le 18 mars 1999

20. Repères, La Découverte.

21. Cependant sa proposition d'une nouvelle monnaie internationale, le bancor, sera longtemps défendue par Robert Triffin, premier directeur du bureau européen du FMI. Voir *Le Système Monétaire International*, 1968.

22. *La Grande transformation*, écrit en 1944, et publié en français chez Gallimard en 1983.

23. Toutes les dernières enquêtes le montrent, la souffrance au travail est un des phénomènes marquants de notre époque "moderne"...

Norvège

La jeunesse au centre de la recomposition

Les 29 et 30 janvier, Rød Valgallianse (RV, l'Alliance électorale rouge) tenait son congrès au centre d'un Oslo hivernal, où flottaient au vent deux drapeaux rouges. Les débats portaient sur le programme, le travail international et les moyens pour être représenté à nouveau au parlement norvégien.

Le congrès a bien montré qu'une nouvelle génération est en train d'entrer sur la scène de l'extrême gauche norvégienne. Un tiers des délégués avaient moins de 30 ans et le président du RV, Aslak Sira Myhre, a été réélu — à l'âge de 25 ans. Cette opération de rajeunissement du RV entraîne une rupture lente mais marquante avec la domination maoïste du AKP/ml (Parti communiste des travailleurs / marxiste-léniniste).

Le RV a été créé en 1973 en tant que front électorale de l'AKP/ml — entre autres parce que l'AKP/ml n'avait pas le droit de se présenter sous son propre nom. Ce parti maoïste a toujours été un facteur politique plus important que le PC norvégien, sauf au Finmark, la région frontalière avec la Russie. Vers la fin des années 1980 le RV s'est ouvert à d'autres courants de la gauche révolutionnaire. Au cours du congrès de 1991 le RV s'est décidé à devenir un parti autonome sans relations formelles avec l'AKP/ml. A partir de ce congrès l'objectif du RV est de regrouper tous les militants et toutes les organisations révolutionnaires. Le premier groupe non maoïste qui a décidé d'intégrer le RV fut Arbejdermaktgruppa (AMG, Groupe de pouvoir ouvrier), au sein duquel militent les trotskistes. En 1995 une autre groupe de jeunes révolutionnaires, Revolsjonært Forbund (Ligue révolutionnaire), d'origine maoïste, mais évoluant en direction du marxisme révolutionnaire a intégré le RV, ainsi qu'un autre groupe maoïste. Les quelques dizaines de militants d'AMG ont déclaré qu'ils voulaient travailler pour la construction d'un RV non-stalinien et internationaliste et militer en son sein.

Le RV est donc aujourd'hui un parti de recomposition de la gauche, comparable au Parti de la Refondation Communiste en Italie ou à l'Alliance Rouge et Verte au Danemark. Il a un peu plus de 1200 membres bien répartis dans tout le pays avec une réelle implantation nationale et bon nombre de

conseillers municipaux. Depuis sa fondation les scores électoraux du RV ont régulièrement augmenté. En 1993 il a eu un succès spectaculaire à Oslo, obtenant plus que 4% des voix dans la circonscription (seuil de la représentation parlementaire), ce qui lui permit de faire entrer Erling Folkvord au parlement. Au niveau national le RV a eu son meilleur score aux législatives en 1997 avec 44.000 voix (1,7%). Malgré le progrès du score national, le RV a alors perdu son député — à cause du système électoral norvégien — en manquant l'élection à moins de 700 voix. Aux élections précédentes Folkvord avait été élu dans la circonscription d'Oslo, mais il avait réellement été le représentant de tout le RV et de ce fait avait sûrement perdu son profil local.

Un média important pour le RV est le quotidien Klassekampen (Lutte de classe) qui a été lancé par l'AKP/ml et qui a maintenant le statut de journal indépendant de l'extrême gauche. C'est un journal bien connu, respecté, qui jouit d'une reconnaissance sur la scène des médias norvégiens, très dominés par des journaux locaux et régionaux.

Le débat le plus important du congrès concernait le programme et le projet du socialisme. Le RV désapprouve le « socialisme réel » tel qu'il existait dans le bloc de l'Est et s'oppose au « modèle de Staline ». Mais le texte est toujours marqué par un certain équilibre entre les forces stalinienne et non-stalinienne. Actuellement le RV est en train de durcir sa critique des pays dits communistes et de débattre sur la stratégie révolutionnaire actuelle. Le congrès a décidé de commencer l'élaboration d'un nouveau programme, qui sera discuté et adopté lors du prochain congrès.

Au cours des débats sur l'État-nation et sur la résistance à l'Union Européenne, le poids maoïste au sein du RV fut apparent. Ainsi la proposition d'ajouter dans la section portant sur l'Union européenne la référence à la lutte pour le socialisme international fut rejetée, au nom de l'argument que le droit d'autodétermination nationale est plus important dans la lutte contre l'UE que la critique anticapitaliste.

Le débat sur le travail international du RV fut marqué par l'entrée en lice d'une nouvelle génération et le renouvellement de la pensée politique qui en est la conséquence. A la suite d'un débat sur « les Internationales » (où il s'agissait en fait de la IV^e Internationale) le congrès a supprimé du document adopté la phrase disant que le RV

« ne participera pas aux congrès tenus par les Internationales/partis mondiaux ». Cette décision rend possible, après une discussion concrète, que se réalise la volonté unanime de participer désormais aux congrès mondiaux de la IV^e Internationale en tant qu'observateurs.

Le RV reste pourtant critique envers « les Internationales », le document adopté précisant que « le RV trouve que, dans la situation actuelle, les Internationales jouent un rôle de division et pour cette raison il est contre la fondation ou la participation à une Internationale et s'oppose par principe à l'établissement de partis mondiaux ».

Au cours des deux ans à venir avant le prochain congrès, un débat sur le nouveau programme aura lieu au sein du parti. Il permettra de clarifier les différences idéologiques entre les courants représentés, et sera, pour les sympathisants de la IV^e Internationale, l'occasion de présenter ses expériences et son programme comme un outil pour le RV. Le sympathisants de la IV^e Internationale ne font aucunement de l'entrisme au sein du RV ; au contraire ils ont fait connaissance avec l'Internationale à la suite de leurs expériences des luttes norvégiennes.

Un des objectifs du débat visant l'élaboration d'un nouveau programme est d'avancer à partir d'expériences communes, dans un climat où tous les courants pourront participer, y compris les maoïstes d'AKP qui, par exemple, ont une riche expérience des luttes des femmes et beaucoup d'expériences concrètes des luttes ouvrières.

En même temps RV doit pouvoir se mobiliser pour les campagnes électorales. En 1999 auront lieu les élections municipales et départementales. L'objectif du RV est de se présenter dans plus de 100 communes et dans tous les départements. Les élections municipales doivent aussi servir de tremplin pour les législatives en 2001 - où le RV va lutter pour faire entrer un rebelle au parlement norvégien.

Bertil Videt*

Pologne

L'OTAN sans enthousiasme

L'intégration de la Pologne au sein de l'OTAN le 12 mars (avec deux autres nouveaux membres : la République Tchèque et la Hongrie) fut présentée comme « l'assouvissement d'un vieux désir » populaire (Le Monde du 12 mars 1999).

Bientôt disponible

correspondance de presse internationale

inprecor

Prix: 120 FRF/ 30 CHF/ 750 BEF

Collection 1998

numéros 420 à 430/431

La collection reliée 1998 sera disponible en avril au prix de 120,00 francs. Les commandes seront honorées dans la limite du stock disponible, dépêchez-vous !

Voire. Si après 1989 près de 80 % de la population sondée approuvait le projet d'entrée dans l'OTAN, identifié comme une césure définitive avec la dépendance envers la Russie et un pas dans la modernité, cette idéalisation (renforcée pourtant par une campagne de presse quasi unanime) a fait long feu.

L'évolution des sondages entre janvier 1998 et février 1999 en témoigne. Interrogés par l'institut de sondages CBOS les sondé(e)s avaient le choix entre deux propositions : l'entrée de la Pologne dans l'OTAN : 1. « sera plutôt une garantie de l'indépendance de la Pologne » ou 2. « sera plutôt une nouvelle forme de soumission de la Pologne à une puissance étrangère ». En janvier 1998 56 % des personnes interrogées optaient pour la première proposition contre 30 % pour la seconde. En juin 1998 les « optimistes » n'étaient plus que 49 % et les « pessimistes », 36 %. En février 1999 le rapport de forces s'est inversé : pour 42 % des sondé(e)s l'entrée dans l'OTAN sera plutôt une nouvelle forme de soumission à une puissance étrangère, alors que seuls 41 % pensent encore qu'il s'agira d'une garantie de l'indépendance. Preuve en est que les idéalizations populaires du capitalisme finissent par s'évaporer. Entre temps la Pologne a intégré l'OTAN dans l'indifférence (si on ne tient pas compte des applaudissements unanimes de la classe politique et des médias dominants). Un vieux proverbe polonais prétend que « le Polonais est sage après le mal »...

[J. M.]

* Bertil Videt est membre du SAP, la section danoise de la IV^e Internationale. Il a participé au congrès de RV en tant que représentant de l'Alliance Rouge et Verte du Danemark.

Le Parti de la Refondation Communiste en congrès

Par
Livio Maitan*

La convocation du quatrième congrès du Parti de la Refondation communiste avait été décidée avant la scission du mois d'octobre dernier dans le souci démocratique de donner à la minorité dirigée par Armando Cossutta une chance de renverser la décision de sortir de la majorité parlementaire qu'elle considérait désastreuse (1).

Une fois la rupture consommée, la question se posait de savoir s'il était toujours nécessaire de tenir à une échéance rapprochée un congrès visant à ratifier un passage à l'opposition désormais accepté par tout le monde avec le risque de déclencher des luttes sourdes pour la distribution des postes dans les instances de direction. L'exigence d'aborder des thèmes stratégiques et de débattre également sur la conception et le fonctionnement du parti était indéniable. Mais il était de toute évidence impossible de la satisfaire en l'espace de deux mois.

Finalement, la convocation avait été maintenue. Le projet majoritaire soulignait que le but du congrès était de mieux préciser la politique du parti dans la phase actuelle, alors que « *la définition d'un programme général de la gauche antagoniste* » serait abordée dans la période allant du congrès déjà convoqué au congrès suivant.

Enjeu limité

Dans ces conditions l'enjeu du congrès ne pouvait qu'apparaître sensiblement moins important qu'aux deux congrès précédents : celui de 1994, axé sur des problèmes d'alliances à la veille des élections législatives, et celui de 1996 abordant surtout le problème de la participation à la majorité parlementaire (2). La conséquence était facile à prévoir : d'un côté, des interventions disparates avec très peu de confrontations politiques réelles, de l'autre, des affrontements très durs et pro-



longés, surtout au sein de la majorité, sur la composition des organismes de direction.

Au delà du texte du Comité politique national (CPN) sortant (3), sous certains aspects dépassé par des événements successifs, c'est presque exclusivement le rapport de Fausto Bertinotti qui a développé davantage l'orientation adoptée auparavant. Comme l'indiquent, entre autres, les passages que nous reproduisons par ailleurs, ce rapport reflète une radicalisation incontestable du PRC aussi bien dans l'opposition au gouvernement de centre-gauche et les critiques du principal parti de la coalition, les Democratici di sinistra (Démocrates de gauche, DS, auparavant PDS), que dans les orientations anti-impérialistes. Il est d'ailleurs significatif que Bertinotti ait commencé son discours par une citation du Che traduite en langue kurde : « *Il faut surtout être toujours capables de ressentir au fond de soi-même toute injustice commise contre quiconque dans n'importe quelle partie du monde : c'est la meilleure qualité d'un révolutionnaire* » (4). Cette tonalité internationaliste était accentuée par la présence, pour ainsi dire pluraliste, d'une centaine de délégations étrangères, allant des partis communistes des pays européens, de Cuba, de la Corée du Nord, d'Amérique Latine et de l'Afrique du Sud

à des organisations anti-impérialistes de nombreux pays sous-développés et à des organisations écologistes et d'extrême gauche, comme la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) de France. La IV^e Internationale était représentée par le camarade François Vercaemen.

Pour marquer le caractère de la bataille d'opposition dans laquelle le PRC s'est engagé, le projet majoritaire était

* Livio Maitan, dirigeant de la IV^e Internationale, est membre de la direction du PRC.

1. Cf. le dossier paru dans *Inprecor* n°429 de novembre 1998.

2. Cela peut expliquer en partie le peu d'attention prêtée au congrès par les médias qui effacent de plus en plus le PRC. Par exemple, le *Corriere della Sera*, qui en octobre avait consacré des pages entières à la session du CPN, cette fois n'a publié que des compte-rendus succincts en ne mentionnant qu'une seule intervention en l'espace de quatre jours.

3. Le projet avait été rédigé par une commission du CPN et approuvé par cet organisme, mais il a été publié comme texte du Secrétariat. Il ne s'agit pas d'une distraction formelle, c'est un choix délibéré visant à réaffirmer le rôle absolument prépondérant attribué au Secrétariat. Celui-ci, tout en étant, selon les Statuts un organisme opérationnel, concentre en fait le pouvoir de déterminer les choix politiques et organisationnels, la Direction et le Comité politique n'ayant un rôle réel que dans le cas où le Secrétariat est divisé.

4. La citation est le résultat d'une double traduction et nous n'avons pas la possibilité de faire les vérifications nécessaires.

intitulé « Pour une alternative de société ». Cela impliquait donc un effort de formuler non seulement une orientation politique mais aussi une stratégie opposée à celle du centre-gauche. Le congrès, comme nous l'avons déjà mentionné, n'avait pas l'ambition de donner une réponse exhaustive aux problèmes stratégiques. Bertinotti s'est efforcé d'en préciser les termes. Il a expliqué notamment qu'étant donné le rapport de forces existant aussi bien à l'échelle nationale qu'à l'échelle internationale, il s'agit d'essayer, à l'heure actuelle, de dessiner une alternative qui, tout en n'impliquant pas un dépassement du capitalisme, constitue une rupture radicale avec le néolibéralisme et la "pensée unique". C'est dans ce but qu'il a avancé des réflexions aussi bien sur des choix économiques néo-keynésiens que sur la nécessité de combattre une dynamique allant vers l'instauration d'une démocratie autoritaire. Quelques formulations sont discutables et nous avons fait des mises au point critiques à ce sujet dans notre intervention au congrès. Mais c'est justement sur ce terrain qu'un débat s'impose. Pour utiliser notre terminologie traditionnelle, c'est la problématique des objectifs de transition qu'il faut aborder dans un contexte très défavorable.

Échéances politiques

Quelques commentaires sur la partie du rapport concernant des échéances politiques rapprochées. Au mois d'avril aura lieu en Italie un référendum visant à supprimer toute représentation proportionnelle dans le système électoral italien. Si les partisans de ce référendum gagnent et si, de surcroît, est adoptée telle quelle une nouvelle loi électorale formulée par le gouvernement D'Alema, le PRC pourrait être privé de toute participation parlementaire, même s'il obtenait 10% des voix. La bataille contre le référendum est déjà engagée : à l'heure actuelle son issue

défavorable s e m b l e moins iné l u c t a b l e qu'elle ne le s e m b l a i t auparavant. Une deuxième échéance, en juin, est celle des élections e u r o - p é e n n e s et de nom-

breuses élections municipales et provinciales. A ce sujet, Bertinotti a confirmé que le PRC vise à réaliser des accords avec le centre-gauche à condition que n'y participent pas des formations du centre ou centre-droit et qu'une convergence programmatique soit possible. Pour notre part, à la différence de ce que pensent les camarades de la minorité, nous estimons qu'il serait erroné de faire découler automatiquement de la rupture avec le centre-gauche au niveau gouvernemental une rupture généralisée au niveau des administrations locales. Mais le critère programmatique, énoncé à juste titre, n'est pas toujours appliqué. L'exemple le plus spectaculaire est celui de l'administration municipale de Rome dont le PRC continue de faire partie, bien que les accords signés avant les élections soient restés lettre morte et que le maire, Francesco Rutelli, se soit engagé dans une série de privatisations rejetées par le PRC. Bertinotti s'est prononcé assez nettement contre toute rupture pour l'instant, en dépit du mécontentement croissant des citoyens de la capitale que ne cessent d'exploiter Gianfranco Fini et ses compères de l'Alliance nationale (AN) (5).

Finalement, le Parlement doit élire, dans les semaines qui viennent, le nouveau président de la République. Bertinotti a annoncé la disponibilité du parti à réaliser un accord avec le centre-gauche. Dans le contexte donné une telle éventualité ne saurait être écartée. On ne saurait écarter non plus un accord dans le but d'éviter l'élection éventuelle d'un candidat prônant une réforme de la Constitution dans un sens présidentieliste et autoritaire. Nous ne partageons pas pour autant l'initiative prise par Bertinotti peu avant le congrès de se prononcer en faveur de la candidature de l'ancien premier ministre et actuel responsable de l'économie Carlo Azeglio Ciampi, dont le nom a été avancé



comme ballon d'essai par des dirigeants des DS (6).

Réalignements dans l'ancienne minorité

La phase préparatoire du congrès a confirmé le clivage qui s'était déjà produit au sein de la minorité du congrès précédent et qui avait débouché sur une attitude différente lors du CPN d'octobre. A cette occasion, une moitié des membres de la minorité, dont l'auteur de cet article et Franco Turigliatto, avaient voté pour la résolution présentée par Bertinotti en faveur de la sortie de la majorité parlementaire, l'autre moitié, dont Marco Ferrando et Franco Grisolia, tout en étant favorable au tournant, avait présenté sa propre résolution (7).

Par la suite, nous avons estimé qu'après le tournant du parti et tenant compte de l'option de centrer le congrès sur la ligne politique dans la phase actuelle en remettant à une échéance ultérieure le débat sur la stratégie et sur la nature du parti, il n'était pas justifié de présenter un texte alternatif. La priorité était de contribuer au renouveau du parti dans la mise en pratique conséquente du tournant dans les luttes quotidiennes, dans l'effort primordial d'enracinement social et de construction des organisations de base aux différents niveaux. Cela était d'autant plus légitime, que la nature pluraliste du parti était réaffirmée et, répétons-le, le débat sur les problèmes stratégiques, loin d'être tranché, restait ouvert. Il est vrai que le projet du CPN esquivait le problème du bilan sur le soutien au gouvernement Prodi, qui, selon nous, ne pouvait être que négatif. Mais il aurait été erroné, dans le contexte donné, de déterminer notre attitude en partant des divergences passées plutôt que des convergences à l'heure actuelle.

Les camarades de l'autre sensibilité

5. Dans le congrès provincial de Rome une minorité de presque 30 % s'est prononcée pour une rupture immédiate avec Rutelli.

6. Bertinotti a proposé la candidature de Ciampi sans consultation préalable de la DN.

7. Cf. *Inprecor* n° 429 de novembre 1998. Comme nous l'avons rappelé à plusieurs reprises, il est abusif de caractériser aussi bien la minorité de 1996 que celle de 1999 comme trotskiste, la grande majorité des membres de ces courants ne se réclamant pas du trotskisme.

8. La minorité actuelle a obtenu en chiffres absolus 5300 voix alors que la minorité de 1996 en avait obtenu plus de 8000.

ont estimé, par contre, qu'un bilan auto-critique était une condition sine qua non ; qu'en prônant le passage à l'opposition, Bertinotti n'avait fait qu'un choix conjoncturel et qu'il s'efforceraient dès que possible de rentrer dans le giron du centre-gauche ; qu'il existait des divergences stratégiques majeures. Il fallait donc présenter un texte alternatif. Une série d'arguments avancée par ces camarades ne sont pas dépourvus de fondement. Mais la réaffirmation pure et simple de quelques vérités premières et l'inspiration générale confèrent à ce texte alternatif un caractère pour l'essentiel propagandiste alors que le véritable problème, dans le contexte actuel, est d'essayer de faire progresser le parti ou des secteurs de plus en plus larges du parti dans des luttes et des mobilisations concrètes.

Avec environ 16 % des voix la minorité a remporté un score important (8). Mais une simple comparaison avec les résultats du congrès précédent, tant du point de vue de la minorité que de celui de la majorité, ne serait pas fondée, ne refléterait pas la réalité. En effet, à la suite de la scission de Cossutta, la majorité de 1996 avait perdu une partie non négligeable de ses membres (9) et le score de la nouvelle majorité a été possible justement parce qu'il y a eu des réaligements importants. Quant à la nouvelle minorité, ses voix ne recourent qu'en partie les voix de la minorité du congrès précédent. Ont voté pour la minorité, dans la mesure où il est possible de tirer un bilan forcément provisoire, des membres qui sont entrés ou rentrés dans le parti après le tournant et qui demandaient qu'un bilan autocritique soit dressé. D'autre part, il existe dans le PRC une frange assez large de militant(e)s radicalisé(e)s, des protestataires et des mécon-

sible de bâtir un courant révolutionnaire alternatif sur une telle base. Cela d'autant plus que parmi les membres les plus formés de la minorité il n'y a pas non plus une véritable cohérence. Pour ainsi dire, la minorité est pluraliste elle-même, ce qui est apparu dans des votes sur les organismes de direction plus clairement encore que dans les tonalités différentes de certaines interventions (10).

Une zone d'ombre

Le congrès a connu ses moments les plus difficiles lors des débats sur la composition des organismes de direction. A notre avis, le bilan sur ce terrain est dans une large mesure négatif et, sauf changement assez radical, augure mal de l'avenir du parti.

Pour éviter toute interprétation abusive, réaffirmons encore une fois que le PRC est parmi les partis du mouvement ouvrier à l'échelle internationale un de ceux qui ont le fonctionnement le plus démocratique. Son pluralisme n'est pas qu'une proclamation statutaire et, en fait, tout le monde peut s'exprimer tout à fait librement y compris hors des structures et des publications du parti. Lors des congrès, les membres votent dans leurs branches ou cercles et peuvent choisir entre des textes alternatifs. Les minorités ont le droit d'être représentées proportionnellement aux différents niveaux et dans les organismes de directions (à l'exception des secrétariats). Mais tout cela ne saurait faire oublier une série de normes et de pratiques dont le caractère démocratique est pour le moins douteux.

D'abord, le fait que les voix exprimées à la base soient tout simplement additionnées au congrès national sans vote ultérieur comporte, en fait, une pratique de mandat impératif : ainsi le congrès risque de se réduire à un référendum. Deuxièmement, les amendements aux textes furent interdits lors du congrès de 1996. Cette fois un changement a été introduit. Des amendements ont été admis au niveau du CPN, mais ceux ou celles qui les présentaient n'avaient pas le droit de les représenter dans leur branches ni aux congrès provinciaux ou au congrès national. Qui plus est, contrairement aux engagements pris, les amendements repoussés au CPN n'ont pas été publiés dans le supplément du journal pour le débat préparatoire. Il est vrai que des amendements pouvaient être proposés dans les branches. Mais ils n'étaient pris en considération au congrès fédéral qu'à

la condition d'être approuvés par une branche. De même, un amendement présenté au niveau provincial n'était transmis au congrès national que s'il obtenait la majorité dans l'instance provinciale (11). Résultat : sont parvenus au congrès national des centaines d'amendements les plus disparates que les infortunés membres de la commission politique, dans laquelle nous avons eu la malchance d'être inclus, ont dû examiner pour décider s'ils étaient



acceptables ou pas. La presque totalité a été rejetée. Finalement c'est au moment où la plupart des délégués étaient déjà en train de ramasser leurs bagages que quelques amendements - que les présentateurs s'étaient refusés de retirer en faisant preuve d'une rare opiniâtreté - ont été soumis au vote et impitoyablement rejetés. C'est le sort d'un amendement sur la nature de l'opposition que l'auteur de cet article avait présenté au CPN et avait été repris et accepté dans une série de congrès provinciaux, dont ceux de Milan et Turin. Nous avons aussi présenté des amendements sur la démarche et la dynamique anticapitalistes que le parti devrait adopter et sur le fonctionnement du parti qui ont eu parfois un soutien non négligeable au niveau de branches mais sans obtenir la majorité dans des congrès provinciaux.

Finalement, la Commission électorale

9. Il faut préciser que des membres ont quitté le PRC sans pour autant rejoindre le parti de Cossutta.

10. Par exemple, des membres de la minorité ont fait des déclarations différentes lors de l'élection du secrétaire et du Secrétariat, les uns votant contre, les autres s'abstenant. Lors de l'élection du CPN une soixantaine des délégués se sont abstenus sur la liste minoritaire.

11. Une pratique généralisée consiste à faire élire par des congrès provinciaux des dirigeants provenant d'autres villes. Le "centre" national transmet aux fédérations une liste de personnes qu'il demande d'inclure dans la liste des délégués au congrès (dans la fédération de Rome on a demandé d'inclure 10 noms parmi les 26 délégués). A notre connaissance, lors du congrès dont nous parlons, une seule fédération s'est réservée le droit de choisir tous ses délégués sans suggestion du "centre".



tents, qui, souvent à cause de querelles locales, ont tendance à se ranger du côté de ceux qui s'opposent aux groupes dirigeants. Avec tout le respect pour ces militants, nous ne croyons pas qu'il soit pos-

a travaillé jour et nuit avant de proposer pour le nouveau CPN une liste de 375 membres. Cette commission était présidée — pour utiliser un euphémisme — par le responsable de l'organisation, membre du Secrétariat. Celui-ci déclarait d'entrée que 62 places étaient réservées à l'appareil central (sic!) et refusait d'indiquer des noms aussi bien que les critères de sélection. Ce n'est qu'au dernier moment que les noms ont été communiqués de même que les noms des candidats à la Direction nationale et au secrétariat. Rien d'étonnant que la séance du samedi soir et celle

des explications soit acrobatiques soit carrément hypocrites. La sensibilité politique de l'auteur de cet article sera représentée par une trentaine de membres, ce qui ne reflète pas exactement son influence réelle. Au niveau de la Direction le déséquilibre est encore plus marqué : cela concerne aussi des sensibilités plus liées aux mouvements sociaux.

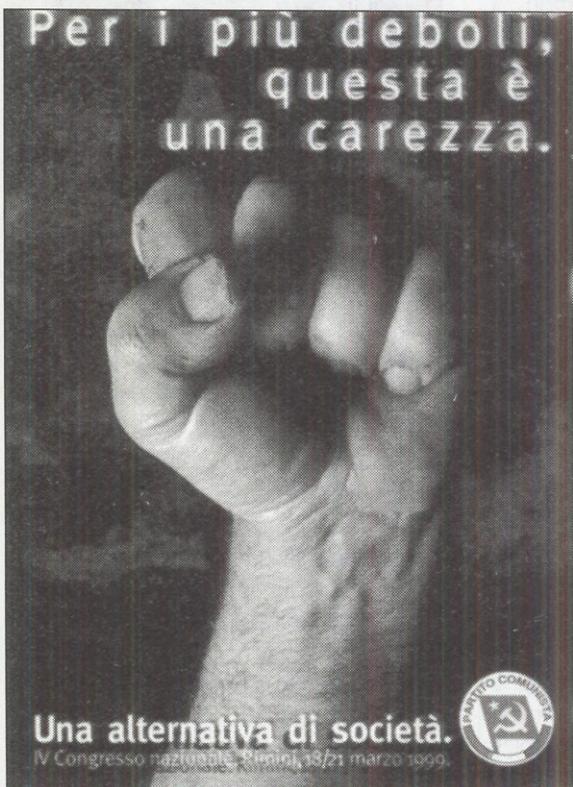
Les résultats des votes devraient faire réfléchir le groupe dirigeant. Bertinotti lui-même n'a pas fait le plein des voix au sein de la majorité ; le CPN a été élu avec presque 200 voix de moins sur les 600 voix dont disposait la majorité ; la DN a été élue avec près de 80 abstentions et votes contre (dans ce cas la minorité a voté pour puisqu'elle avait elle-même désigné proportionnellement ses représentants) et le Secrétariat a connu un sort analogue (12). Le quotidien du parti n'a pas informé ses lecteurs sur ces résultats. La transparence laisse un peu à désirer...

En conclusion, si le congrès a confirmé le tournant d'octobre en créant ainsi des conditions plus favorables aux luttes futures du PRC et à son enracinement plus substantiel dans la réalité sociale, aucun pas en avant n'a été fait dans la conception et le fonctionnement du parti. Cela est d'autant plus grave que, comme nous l'avons mentionné, des échéances importantes approchent qui pourraient exiger des réajustements assez profonds.

Il appartient aux militants et aux militantes de surmonter par leur activité dans leur milieu social et dans les mouvements de masses les contradictions que le congrès a mis en relief et de contrecarrer des pratiques qui constituent un obstacle majeur à la relance d'une refondation conséquente.

23 mars 1999

Post scriptum : Nous avons terminé notre article lorsque l'OTAN a lancé ses opérations dans l'ancienne Yougoslavie. Le PRC a fait preuve encore une fois de son esprit internationaliste et anti-impérialiste en se mobilisant activement contre la guerre. Fausto Bertinotti a fait une intervention magistrale à la Chambre des députés. ■



« Pour les plus pauvres, ceci est une caresse. Une alternative de société » (affiche du V congrès du PRC)

finale du dimanche après-midi aient enregistré des mouvements divers dans la salle.

Quoiqu'il en soit, toutes les propositions avancées par des délégués, notamment par des femmes et par le responsable des jeunes, ont été repoussées avec

12. L'auteur de cet article a été réélu au CPN et à la DN de même que Franco Turigliatto. A été élu pour la première fois le militant ouvrier et cadre syndical de chez Fiat, Rocco Papandrea, secrétaire régional du Piémont. Dans une déclaration de vote j'ai expliqué que je voterai pour la liste du CPN, le secrétaire et le secrétariat, tout en n'acceptant pas les méthodes bureaucratiques adoptées, et que je m'abstiendrai sur la liste pour la DN, certaines exclusions étant injustifiables. Ajoutons que la DN n'inclut qu'un seul jeune et que de nombreuses déléguées ont exprimé leur désaccord en ce qui concerne le pourcentage des femmes et le choix des candidates.

DOCUMENTS

Nous publions ci-dessous des extraits du rapport de Fausto Bertinotti et des interventions de Livio Maitan et Marco Ferrando.

Fausto Bertinotti :

« Il existe désormais une alternative qui divise la socialdémocratie »

Nous vivons désormais sous un régime de démocratie malade. Nous avons dénoncé avec force la tendance vers un régime blanc, avec le risque de ne pas être compris. La crise de la démocratie n'est pas, comme le prétendent les apologistes de l'alternance et du bipolarisme, une crise de transition vers une démocratie normale. Il s'agit de la crise et de l'attaque contre toute forme de démocratie participative. C'est une crise de représentation et de représentativité. C'est la prédominance des pouvoirs forts et l'hégémonie de la pensée unique. Le conflit social est pénalisé et diabolisé. Le conflit politique est obscurci et discriminé lorsqu'il se situe en dehors de l'alternance. (...) Les institutions de la démocratie représentative sont vidées de leur contenu. Les assemblées électives, à commencer par les conseils municipaux et jusqu'au parlement, ne décident pas, elles ratifient les choix du pouvoir exécutif. Le mandat s'obscurcit et la politique se sépare du pays réel. Ainsi, la méfiance, la désaffection, l'abandon prolifèrent. Ainsi, tant de monde ne va plus voter.

(...) La définition de la ligne politique est liée aussi au processus de construction d'une nouvelle identité des communistes et pose deux questions majeures qui restent ouvertes : celle de la stratégie de la transformation de la société capitaliste et celle de la forme d'organisation de la politique et des sujets de la transformation. Ce sont deux questions gigantesques que la fin du siècle nous transmet sans solution et les transmet sans solution au siècle prochain (...) Il s'agit de tirer le bilan d'un siècle d'assaut du ciel tenté par le mouvement ouvrier, avec les erreurs et la faillite dramatique des expériences étatiques qui se sont concrétisées. Nous sommes les enfants aussi bien de cet assaut que de sa défaite. La notion de révolution a été le point le plus élevé de la politique et celle



Non pas une "nouvelle centralité", mais l'idée du caractère polycentrique de la construction de l'alternative au capitalisme, à ses formes de domination et d'aliénation. Dans cette hypothèse, les porteurs de la contradiction de l'environnement et de celle du genre sont des interlocuteurs indispensables dans la confrontation avec ceux qui viennent de l'histoire du mouvement ouvrier. (...)

Il existe désormais une alternative qui est soutenue par des forces diverses, dans l'opposition, au gouvernement et dans les syndicats, une alternative qui divise la social-démocratie. C'est l'alternative que nous proposons comme possible aujourd'hui en Italie et en Europe. C'est ce qu'on appelle une politique néo-keynésienne pour mettre en relief son caractère alternatif à la politique néolibérale. C'est l'idée d'une politique qualifiée de la dépense qui se fixe l'objectif de la lutte contre le chômage comme priorité et comme guide de la politique économique toute entière et qui redonne à l'intervention publique un caractère structurel, capable de produire des facteurs nouveaux de développement et d'organisation de la société. C'est une idée de changement de tout le cadre de référence de la politique économique de l'État. C'est un affrontement qui peut traverser, et traverse, les forces productives, mais c'est un affrontement décisif, en lien avec lequel il est possible de faire mûrir une perspective différente pour le travail. En opposition à la ligne de la précarité et de la flexibilité, le soutien et la valorisation du travail pourraient non seulement être revendiqués par en bas, mais aussi introduits par en haut, par une législation nouvelle sur le temps du travail, les droits sociaux, voire se placer, par un défi nouveau et progressif, sur le terrain décisif de l'environnement et de l'État-providence, des droits de la personne et de la reproduction sociale, allant de l'éducation au système des retraites. Voilà l'affrontement général de la phase actuelle. On pourrait dire, en résumé, que c'est l'affrontement entre l'importation du modèle social nord-américain et la relance, par la réforme, de la civilisation européenne. (...)

Le discours sur le parti n'est pas facile, c'est un discours dans une large mesure inachevé ou, si vous voulez, à recommencer. Nous devons reconnaître que notre parti, tel qu'il est, n'est pas apte pour l'accomplissement des tâches que nous nous fixons. Il faut reconnaître que s'impose un renouveau profond de sa culture politique, de sa façon d'être, de ses struc-

tures. Nous avons un grand besoin d'une auto-réforme du parti.

Livio Maitan :

« L'introduction des 35 heures débouche sur de nouveaux choix macro-économiques »

Lorsqu'on dénonce les ravages provoqués par les mécanismes du capitalisme à l'heure actuelle, il ne faudrait pas mettre en accusation surtout les "marchés" et le FMI. Nous n'ignorons guère les irresponsabilités et les crimes de ces illustres institutions. Mais les moteurs principaux ce sont ces multinationales qui sont, en dernière analyse, les protagonistes des luttes sauvages qui se déroulent sur tous les marchés. Disons-le en passant : le fait incontestable de l'hégémonie des multinationales infirme la thèse du déclin, sinon de l'extinction, du travail salarié. Mais la référence aux multinationales nous ramène à la faiblesse essentielle de notre stratégie. Comment pourrions-nous projeter une alternative de société sans nous poser la question de savoir comment contester et s'opposer aux multinationales ? Je sais bien quels sont aujourd'hui le rapport de forces et les niveaux de conscience. Toujours est-il que le point de départ d'une inversion de tendance radicale consiste nécessairement à aborder une telle problématique et à esquisser une pratique de transformation.

Dans des termes plus immédiats la question se pose d'une nouvelle politique économique : keynesianisme ou non ? Évitions toute querelle terminologique byzantine. En tant que communistes, nous ne pouvons pas adopter une idéologie dont le but explicite fut dès le début de rééquilibrer le système. Pour une fois, je suis d'accord avec Rossana Rossanda lorsqu'elle rappelle que le keynesianisme est né dans un contexte différent du contexte actuel et a été mis en pratique dans un contexte encore plus différent. Par ailleurs, nous devons nous demander pourquoi des mesures keynésiennes n'ont pas donné beaucoup de résultats au Japon et nous poser aussi cette question, bien que dans d'autres termes, à propos de la Chine.

Au delà de la terminologie, le problème réel c'est la relance de l'intervention publique visant à contrecarrer les mécanismes pervers du néolibéralisme. On pourrait projeter des interventions impliquant des mesures fiscales ou des stimulants plus directs. De telles interventions

de Marx en a représenté le sommet. Aujourd'hui nous vivons une crise de la politique qui entraîne la crise de l'idée de révolution alors que la théorie de la révolution chez Marx, le point le plus haut de la politique, nous apparaît, à nous aussi, comme mûre face aux grands changements que le capitalisme est en train de déterminer. Par conséquent, alors que nous éprouvons tout le besoin d'une théorie de la révolution, c'est-à-dire du dépassement de l'état des choses existant, du dépassement du capitalisme, nous sentons que cette tâche sera accomplie par des voies différentes de celles élaborées par un état-major, par des voies que nous ne sommes pas encore en condition de voir, mais qui mettront ensemble nécessairement la recherche théorique, l'expérience et la pratique sociale, le vécu des sujets, les passions de l'être humain, sa culture. L'exploitation et l'aliénation, la perte de soi-même, les contradictions violentes du nouveau capitalisme, la réapparition du thème de la crise révèlent la maturité de la transformation. En revanche, l'immaturité se situe au niveau subjectif. Notre époque démontre le bien-fondé de la deuxième prophétie de Marx, que notre siècle a obscurcie, la prophétie selon laquelle, si la lutte de classes ne débouche pas sur le développement d'une civilisation différente et supérieure, les classes en lutte peuvent courir toutes les deux à leur ruine et produire une véritable crise de la civilisation.

Notre projet n'est pas une fuite en avant ni la réaffirmation de vieilles certitudes : c'est plutôt une "multicentralité".

ne pourraient avoir que des effets partiels et temporaires. Si elles étaient plus systématiques et réalisées à une plus grande échelle, elles pourraient provoquer à moyen terme des effets pervers. Elles pourraient engendrer un potentiel productif excédentaire et la surproduction, c'est-à-dire aggraver ultérieurement les manifestations typiques d'une crise capitaliste.

La vraie question est donc : quel type d'intervention publique, quels choix macro-économiques, quelles formes d'organisation du travail ? C'est sur ce terrain qu'il faut intégrer, dans la phase actuelle — dans une autre phase le détonateur pourrait être différent — la problématique des 35 heures. Il faut revendiquer l'introduction des 35 heures — aux conditions sur lesquelles je n'ai pas besoin de revenir — sous une forme généralisée qui débouche sur de nouveaux choix macro-économiques et de nouvelles formes d'organisation du travail. On pourra ainsi aborder en même temps le problème de la recomposition du tissu ouvrier déchiré. En se plaçant sur ce terrain, en partant d'en bas, d'un contrôle démocratique des travailleurs sur tous ces processus il sera possible de faire pousser les germes d'une démocratie nouvelle en contrecarrant la dynamique actuelle vers une démocratie autoritaire.

A la question de savoir si notre parti, qui est capable de réaliser de grandes manifestations et peut compter sur l'esprit de sacrifice de beaucoup de ses membres, mais n'a pas encore un véritable enracinement social et, qui pis est, est tourmenté par des querelles misérables dans sa vie quotidienne, si ce parti est l'instrument dont nous avons besoin, tout le monde et le secrétaire lui-même a donné une réponse négative. Mais permettez-moi une considération plus générale.

Les militant(e)s de ma génération, plus encore que tous les autres, ne peuvent ne pas se poser avec angoisse la question de savoir pourquoi à la fin du siècle le mouvement ouvrier se trouve dans des conditions plus pénibles qu'au début. Il va de soi qu'on ne saurait donner une explication monocausale. Mais, pour ma part, je mettrais l'accent sur un point central : pourquoi, tout en ayant eu, dans certaines périodes, une consistance et une cohésion sociale incontestables, tout en étant capable de se fixer des objectifs politiques majeurs et tout en ayant atteint des niveaux élevés de conscience anticapitaliste, la classe ouvrière n'a pas réussi à im-

poser sa propre hégémonie et renverser la domination de ses ennemis ? La constatation s'impose que, sauf dans des brefs interludes — ou dans ceux qui peuvent apparaître a posteriori comme des brefs interludes — elle n'a pu se doter des instruments de lutte, de mobilisation et de maturation dont elle aurait eu besoin.

Refondation communiste ne justifiera son nom et son existence que si elle contribue à surmonter cette contradiction cruciale.

Marco Ferrando :
*« Nous avons négocié
 un programme qui n'était pas
 le nôtre »*

Au dernier congrès le slogan de la majorité était : « *de la résistance au projet* ». Mais tout au long de deux ans, en renonçant à l'opposition, nous avons renoncé à la résistance et le seul projet qui s'est concrétisé, dans la paix sociale, c'est le projet du capital financier, de l'entrée dans la nouvelle Europe impérialiste, de



l'avancée de la Deuxième République, avec des effets régressifs gigantesques y compris sur l'édification matérielle du pays. C'est un fait. Certes, nous avons négocié, avec insistance, même d'une façon brillante, il faut le reconnaître. Mais nous avons négocié un programme qui n'était pas le nôtre. Nous avons négocié un programme opposé au nôtre dans son approche stratégique, dans ses racines de classe. Nous avons négocié pendant deux années, au delà de nos intentions, le programme de la bourgeoisie italienne contre le bloc social auquel nous faisons référence. Est-il possible aujourd'hui de garder le silence sur cette énormité sans assumer la responsabilité d'exprimer un jugement, voire de dire un seul mot dans le texte d'un congrès qui se veut extraordinaire ?

On pourrait dire : oublions le passé, occupons-nous du présent. Mais tout aspect du présent contient en soi le passé.

Les processus actuels de fragmentation sociale, qui impliquent une véritable colonisation du Midi, sont aussi le produit de ces mesures adoptées par le gouvernement Prodi que nous avons soutenues au parlement. Les coups portés aux travailleurs de Telecom sont également le résultat de cette vague de privatisations qui a assuré au gouvernement Prodi la première place dans la course aux privatisations en Europe et dans le monde et la chasse aux immigrés est l'aboutissement des mesures sur l'immigration prises par Prodi en provoquant les ravages des centres de concentration.

On explique aujourd'hui que nous sommes incompatibles avec la formation politique de l'ancien président Cossiga. Très bien, mais est-ce que nous ne sommes pas incompatibles également avec Prodi, Ciampi, Dini qui sont beaucoup plus représentatifs des intérêts des classes dominantes ? Est-ce que nous estimons encore, après deux ans d'expérience, que Prodi, Ciampi, Dini sont compatibles non avec une alternative de société, mais tout simplement avec un tournant réformateur ? Est-ce que nous croyons vraiment que le candidat des communistes à la présidence de la République puisse être Ciampi, le banquier par excellence, le gardien de Maastricht, celui qui a fait couler les larmes et le sang des travailleurs et des chômeurs ?

Il ne s'agit pas de critiquer le centre-gauche, mais d'analyser la nature de classe du centre-gauche en Italie aujourd'hui. A mon sens, le centre-gauche est de plus en plus le représentant gouvernemental du capital financier, la solution stratégique choisie par les grands patrons et les banquiers. C'est par la concertation avec la bureaucratie syndicale et les DS que ces messieurs lient à leur sort de larges secteurs des classes subalternes. Devons-nous nous efforcer de monter à nouveau dans le wagon du centre-gauche et nourrir l'illusion d'un centre-gauche réformateur ou au contraire libérer les travailleurs de cette illusion ? Devons-nous, par ailleurs, persister dans notre attitude à l'égard de ces administrations municipales et régionales dont les représentants sont en première ligne dans l'attaque contre les droits démocratiques et veulent éliminer notre propre participation aux institutions parlementaires ou devons-nous leur retirer notre confiance, à commencer par la ville de Rome ? ■



par
Ernesto Herrera*

Le processus de négociations ouvert en Euskadi a un impact important dans les rangs de la gauche en Amérique latine, tout particulièrement pour les organisations engagées jadis dans la lutte armée. On sait que des dirigeants du FSLN (Nicaragua), du FMLN (Salvador) et du MLN-Tupamaros (Uruguay), ont tenté en vain d'intercéder auprès de l'ETA avant que le conseiller municipal du Parti populaire, Miguel Angel Blanco, ne soit exécuté.

Ces derniers jours, de nouveaux détails ont été rendus publics, notamment à propos d'une médiation entre l'ETA et le gouvernement espagnol qu'auraient tentée les Tupamaros épaulés par des officiers des Forces armées d'Uruguay.

Le 26 juillet 1997, le supplément *Convivir* du journal néolibéral uruguayen *El Observador Economico* a publié une longue interview du député José Mujica, un dirigeant historique du MLN-Tupamaros (Mouvement de libération nationale-Tupamaros). Dans un encadré intitulé « *l'ETA acculée* », le dirigeant tupamaro faisait part de son opinion sur l'organisation armée et le nationalisme basque.

« *Les membres de l'ETA sont-ils des militants en armes ?* » questionnait le journaliste. Mujica répond : « *A ce niveau, je ne sais pas qui sont les membres de l'ETA, s'ils sont fous, tarés, infiltrés, je ne sais pas. Ou des gens acculés par le fanatisme. Les conflits nationaux engendrent des degrés de fanatisme inimaginables. Trente ans, c'est beaucoup. Beaucoup de haine accumulée, beaucoup de désir de vengeance. Et ce n'est pas bon pour raisonner.* »

* Ernesto Herrera, dirigeant du Parti socialiste des travailleurs (PST, section uruguayenne de la IV^e Internationale), est membre de la Commission internationale du Frente Amplio (front d'unité de la gauche uruguayenne).

Les Tupamaros et la trêve de l'ETA

Ces déclarations exprimaient une prise de distance du dirigeant tupamaro avec la lutte armée menée par l'ETA et avec le nationalisme basque. Mais elles confirmaient aussi une conversion particulière, qui s'inscrit dans une logique de réalisme politique, selon laquelle, dans le cas de l'Uruguay, la gauche devrait agir « *dans le respect des règles du capitalisme* » (cf. l'hebdomadaire *Busqueda* du 30 avril 1998). Cette nouvelle conception stratégique, justifiée par un rapport de forces jugé défavorable aux propositions révolutionnaires, a même conduit le MLN à proposer d'inclure dans le programme du Frente Amplio, la proposition d'un gouvernement d'unité nationale pour résoudre la crise économique et répondre aux effets des politiques néolibérales. Dans cette optique, les indices n'ont pas manqué de la volonté du MLN de se constituer en une espèce d'interlocuteur autorisé entre la gauche et les cercles du pouvoir, y compris

les militaires.

Porte-parole des Tupamaros et des militaires

Le 8 mars dernier, le journal *La Republica* annonçait que les Tupamaros et des militaires uruguayens auraient participé à une médiation entre le gouvernement espagnol et l'ETA. Selon ce journal, cette médiation visait à « *multiplier les efforts pour construire un mécanisme de dialogue et participer au processus de négociation ouvert au Pays basque depuis le 16 décembre 1998 avec la trêve unilatérale décrétée par l'ETA (...)* Les négociations se seraient déroulées dans différents pays en Amérique latine et en Europe, et ont été tenues secrètes pendant des mois par les protagonistes. »

Le lendemain *La Republica* publiait l'interview d'un des principaux dirigeants tupamaros, Eleuterio Fernandez Huidobro,

Manœuvres contre la paix en Euskadi

L'arrestation, le 9 mars à Paris, de six Basques présentés comme de « *très gros poissons* » de l'ETA, le jour même de la visite officielle du Premier ministre espagnol, José Maria Aznar, est un coup porté avec préméditation par le gouvernement français au processus de paix en Euskadi. Alors que l'ETA observe depuis septembre dernier une trêve militaire destinée à ouvrir la voie à une solution politique pour l'Euskadi, alors que dans la foulée l'ensemble des formations de la province ont signé les accords de Lizarra-Garazi sur la base de la revendication de souveraineté politique, le très droitier gouvernement de l'État espagnol cherche par tous les moyens à torpiller cette issue porteuse d'espoir pour la nation basque. Il est vrai que la sortie des errements de la lutte militaire passée s'est immédiatement traduite par une imposante victoire électorale des partis signataires des accords de Lizarra-Garazi contre la sainte-alliance des partis « *espagnolistes* ».

En procédant, sous l'oeil des caméras opportunément convoquées, au coup de file du 9 mars, le gouvernement français se porte à la rescousse de l'entreprise de sabotage, menée par les gouvernants de Madrid, d'une possible paix en Euskadi. Lionel Jospin s'inscrit ainsi dans la continuité de la complicité de la Mitterrandie avec les agissements du GAL ou la reprise des extraditions de militants etarras vers Madrid dans les années 80.

Comme quoi, à tant se soumettre aux traités et dispositions qui, tels les accords de Schengen, font de l'Union européenne un espace d'arbitraire et de non-droit pour une partie de ses résidents, on en vient soi-même à garrer les libertés et à cautionner les agissements de ce terrorisme dont on tait généralement les méfaits : celui des États.

qui confirmait les faits et se livrait à une analyse des conditions de la collaboration entre "vieux ennemis" dans des circonstances et sur des points particuliers. « Je suis le porte-parole des Tupamaros et des militaires uruguayens qui y ont participé », précisait-il.

« Je dois dire que les opinions que j'exprime sont celles du porte-parole des dirigeants vivants les plus anciens du MLN, Mugica, Marenales et moi-même, qui avons mis en œuvre cette initiative, et des militaires uruguayens qui se sont joints à nous dans cet effort, et dont j'ai pu recueillir l'avis avec toutes les difficultés qu'ont pu imaginer dans pareil cas. Je ne vais donc m'exprimer que sur ce que je suis autorisé à dire, pas au-delà.

En premier lieu, je veux souligner qu'ont participé à cette entreprise des militaires de tout rang des trois corps d'armée, du simple soldat à des officiers de haut rang. Également des militants anonymes du MLN, qui ne s'exprimeront pas dans les médias, des militants de la gauche latino-américaine, des militants de l'ETA et des fonctionnaires du gouvernement espagnol.

A tous ceux qui ont participé à ce processus délicat et laborieux, nous adressons nos félicitations pour le travail accompli, et pour l'effort commun, indépendamment des positions idéologiques et politiques de chacun. Ce sont des félicitations pour la qualité du travail, la loyauté et le respect de la parole engagée.

En second lieu, je tiens à préciser que nous étions liés par un engagement de discrétion. Et que nous nous y sommes tenus avec succès tout au long de ces mois, et même de ces années. Ce ne fut pas facile. Au début peu de personnes étaient au courant. L'an passé davantage de participants se sont trouvés impliqués sans que des fuites n'alertent la presse.

Ces derniers mois, pourtant, et je pense que La Republica le savait, différentes versions ont circulé dans le pays, ailleurs peut-être aussi, qui cherchaient clairement à nuire au processus en cours (...). Ce sont des gens qui s'opposent à la paix et ne voient pas avec sympathie que l'on puisse œuvrer en commun dans ce sens, et cherchent à semer la zizanie et à susciter des fantasmes sans fondement.

En troisième lieu, je tiens à préciser que l'information publiée dans les colonnes de La Republica est fondamentalement exacte et journalistiquement correcte. Pourtant elle n'est pas complètement exacte. Les deux parties au nom des

quelles je m'exprime tiennent à préciser que nous ne considérons pas notre participation comme un élément "clé" dans la proclamation de la trêve par l'ETA et l'ouverture d'un processus de négociation.

Les éléments clés sont ceux qui se sont produits en Espagne et au Pays basque, dont les protagonistes étaient espagnols et basques. Quant à nous, nous avons seulement apporté une contribution. Et nous n'avons certainement pas été les seuls à le faire. Nous avons apporté notre petit grain de sable. Les protagonistes clés et décisifs, ce sont les Basques et le gouvernement espagnol.

Nous avons seulement apporté notre appui pour ouvrir un chemin pour préparer la possibilité de la paix. Nous n'avons participé à aucune négociation. C'était du ressort exclusif des Basques, du peuple et de l'État espagnol. Nous avons aidé à aménager des espaces pour un accord ; au-delà, c'était une question qui nous dépassait, qui relevait seulement des Basques et des Espagnols.

Je tiens encore à féliciter de nombreux dirigeants de la gauche latino-américaine qui ont collaboré à cette entreprise, et dont le soutien politique et la discrétion ont permis d'arriver à bon port.

En résumé, nous ne voulons pas sous-estimer notre effort, mais plutôt lui donner sa juste place. Nous tenons à exprimer encore notre énorme respect pour le Pays basque, pour le peuple basque et pour le peuple espagnol. Personnellement, je voudrais ajouter que je suis partisan de l'autodétermination du peuple basque. C'est ma position politique. Je ne suis pas sûr qu'elle soit partagée par les militaires uruguayens ou les autorités espagnoles, mais nous avons pu travailler ensemble sans que personne ne renonce à ses convictions personnelles.

Voilà ce que je suis autorisé à dire. »

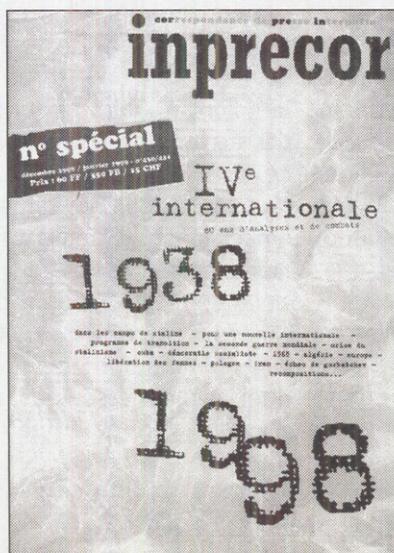
La confiance entre vieux ennemis

Fernandez Huidobro, aujourd'hui assesseur pour les questions militaires du candidat du Frente Amplio aux prochaines élections présidentielles, Tabare Vazquez, répond ensuite à des questions spécifiques sur la question de la "médiation". Interrogé sur l'aval éventuel donné par leurs supérieurs aux militaires qui ont participé à cette initiative, il répond en réitérant une thèse déjà avancée en différentes occasions par le MLN, à propos des relations mutuelles entre les ex-combattants d'un conflit armé.

« Je ne sais pas, je pense que non, mais je ne peux pas l'affirmer. Je ne peux pas savoir jusqu'où étaient impliqués le gouvernement uruguayen et le ministère de la Défense. Cet élément ne nous a d'ailleurs pas paru déterminant quand nous avons décidé d'y participer. Ce qui nous importait, c'était la connaissance directe des personnes impliquées et la confiance que nous nous inspirions mutuellement, en qualité de "vieux ennemis", de la fidélité à la parole engagée dans des circonstances données.

Cela s'est fait indépendamment des conceptions différentes qui nous animent et des dettes pendantes pour des actions passées.

Nous avons en commun des expériences d'affrontements où le sang a coulé en Uruguay, et nous nous sentons tenus d'aider à mettre fin à une expérience douloureuse. Nous nous sommes retrouvés sur une question très ponctuelle, pour voir si nous pouvions être d'un quelconque secours. »



Le numéro spécial de 68 pages d'Inprecor, qui retrace les analyses et les combats de la IV^e Internationale depuis sa fondation en 1938 est encore disponible.

Vous pouvez le commander au prix de 60 francs l'exemplaire. Nous consentons une remise de 10 % (soit 54 francs l'exemplaire) pour des commandes groupées de 5 à 9 exemplaires et une remise de 20 % (soit 48 francs l'exemplaire) pour des commandes de 10 exemplaires et plus...



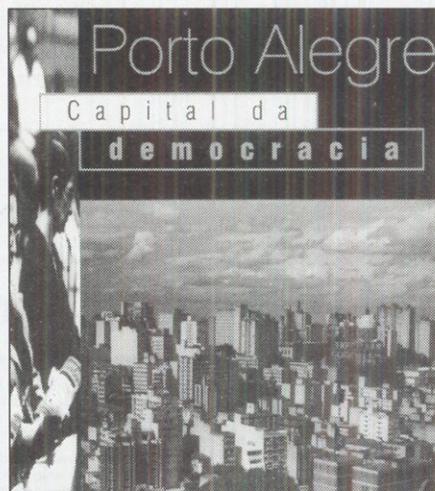
Le budget participatif ou dix ans de démocratie municipale à Porto Alegre

par
Raul Pont*

L'histoire de l'élaboration et de l'exécution de budgets publics au Brésil présente de graves déformations, liées à la concentration du pouvoir, au gaspillage de ressources, au clientélisme politique et à la corruption. Pendant des décennies, la présence de taux élevés d'inflation a également contribué à transformer les Budgets en une fiction dont le contrôle par les citoyens était impossible. Les exécutifs ne réussissaient pas à gérer et projeter les recettes et les dépenses. Au cours des dernières années, le taux de l'inflation a diminué au Brésil, mais les scandales, la mauvaise gestion des ressources et le manque de contrôle par la population demeurent. A Porto Alegre, cette histoire a changé. Il y a dix ans, la Mairie a créé un système novateur et révolutionnaire de formulation et de suivi du Budget Municipal. C'est la pièce la plus importante d'un ensemble de mesures qui ont créé et renforcé des instances de participation et de délibération de la communauté dans la gestion publique du Budget, qui vont des politiques sectorielles à l'élection des directeurs et des conseils d'école du réseau municipal d'enseignement. Dans ce système de démocratie participative, dit Budget Participatif, ce ne sont pas seulement les techniciens et les administrateurs qui décident du recouvrement des impôts et des dépenses publiques. C'est la population, à travers un processus de débats, de consultations et de décisions, qui définit les montants des recettes et des dépenses et décide où on fera des investissements, quelles seront les priorités et quelles seront les œuvres et actions déve-

loppées par l'exécutif.

Le Budget Participatif a démontré que la gestion démocratique et transparente des ressources est la meilleure façon pour éviter la corruption et le mauvais emploi de l'argent public. Contrairement à ce qu'affirment quelques visions technocratiques, la participation populaire favorise les dépenses publiques efficaces et utiles pour la population. Les projets choisis par le Budget Participatif représentent plus de 700 millions de dollars d'investissements, et notamment dans l'infrastructure urbaine et l'amélioration des conditions de vie de la population. Le Budget Participatif a



Une ville de 1,3 millions d'habitants,
où la gauche radicale a changé la vie quotidienne.

aussi démontré que la création de mécanismes pratiques de participation et l'engagement pris par l'exécutif de faire ce que la population décide sont fondamentaux pour rompre les barrières bureaucratiques qui séparent la société de l'État et pour la constitution d'une citoyenneté active et mobilisée. Aujourd'hui à Porto Alegre, les citoyens connaissent les affaires publiques, en décident et deviennent ainsi de plus en plus les sujets de leur propre avenir.

Cette expérience incite aussi les citoyens à une réflexion politique sur les limites et l'insuffisance de la démocratie représentative. Dans un pays comme le Brésil, où le régime des partis est fragile, la

délégation par le vote n'est d'habitude pas respectée, fraudée par le changement de parti des élus ou tout simplement par la non réalisation du programme: la citoyenneté est à la merci de ces pratiques. L'action directe exercée par le Budget Participatif s'est révélée très positive pour l'élévation de la conscience et de la pratique politique des citoyens qui s'approprient les informations et le contrôle sur l'État.

Selon les enquêtes de l'opinion publique, le Budget Participatif est connu par 75 % de la population. Des milliers de personnes participent activement au processus, dans les quartiers, dans les assemblées régionales ou plénières thématiques.

De nos jours, dans tout le Brésil, environ 70 villes sont en train d'implanter le Budget Participatif, sur la base de l'expérience de Porto Alegre.

Bref Historique

Porto Alegre, la capitale de l'État du Rio Grande do Sul, a 1,29 million d'habitants et se trouve au centre d'une région métropolitaine d'environ 3,3 millions d'habitants. C'est dans cette ville que l'industrialisation de l'État a débuté, mais des années 1960 aux années 1990 cette présence industrielle diminue, la ville se transformant en un grand centre de services et de commerce. Jusqu'au début des années 1980, la ville a connu une croissance démographique accélérée, processus qui, assorti de l'importante concentration de revenus, a généré de graves déséquilibres et a laissé un tiers de sa population en marge de l'infrastructure urbaine.

Ces populations ont été historiquement oubliées par les administrations municipales. En 1989, il y avait un contingent énorme de citoyens vivant dans des quartiers ou cités non régularisés, habitant des taudis, sans avoir accès à l'eau potable, aux égouts traités ou à des rues pavées. Soit une énorme dette sociale du pouvoir public à l'égard d'une importante part de la population. Au début du

* Raul Pont, maire de Porto Alegre, capitale de l'État brésilien de Rio Grande do Sul, est militant du Parti des Travailleurs et de sa tendance Démocratie socialiste (qui s'identifie avec la IV^e Internationale). L'article que nous reproduisons ci-dessus est la transcription d'une conférence de Raul Pont, éditée sous forme de brochure par la mairie de Porto Alegre.

Budget Participatif, on a constaté des cas documentés, par exemple, de populations qui depuis 40 ans revendiquent un réseau d'égouts ou de rues pavées.

L'exécutif totalement centralisé et anti-démocratique était un obstacle insurmontable à une relation transparente et de proximité avec la société. La Mairie décidait des investissements en marge de la population, répondant à des priorités distinctes de celles formulées dans les communautés.

En plus, la ville affrontait un déséquilibre administratif et financier de nature structurelle. La recette de la ville, provenant des impôts, était décalée et n'était même pas suffisante pour financer un minimum de travaux nécessaires pour équilibrer le développement de la ville et rembourser ainsi la dette sociale envers les milliers de citoyens qui vivaient une misère avilissante.

En 1989, lorsque le Budget Participatif a débuté, il a affronté ce contexte adverse qui, assorti à l'inexpérience, n'a recueilli qu'une adhésion modeste auprès de la population. En 1990, la participation est restée réduite, notamment en fonction des difficultés financières de la ville. C'est à partir de cette époque, quand la ville a

recupéré sa capacité d'investissement, grâce à une réforme fiscale profonde, que le Budget Participatif a connu un grand essor. L'exécutif a progressivement eu des ressources pour répondre aux demandes et la population s'en est aperçu. Elle a pu se rendre compte que ses décisions étaient respectées et permettaient une amélioration de ses conditions de vie.

La structure fiscale brésilienne est assez injuste, car dominant les impôts indirects sur la consommation de biens et de services, mal distribués parmi les sphères de compétence administrative. De la somme totale des recettes fiscales, grosso modo, l'Union conserve 55 %, les États 28 % et les Administrations Municipales 17 %. Cela fait que les redistributions constitutionnelles de l'Union et des États sont la principale source de recettes de la plupart des municipalités.

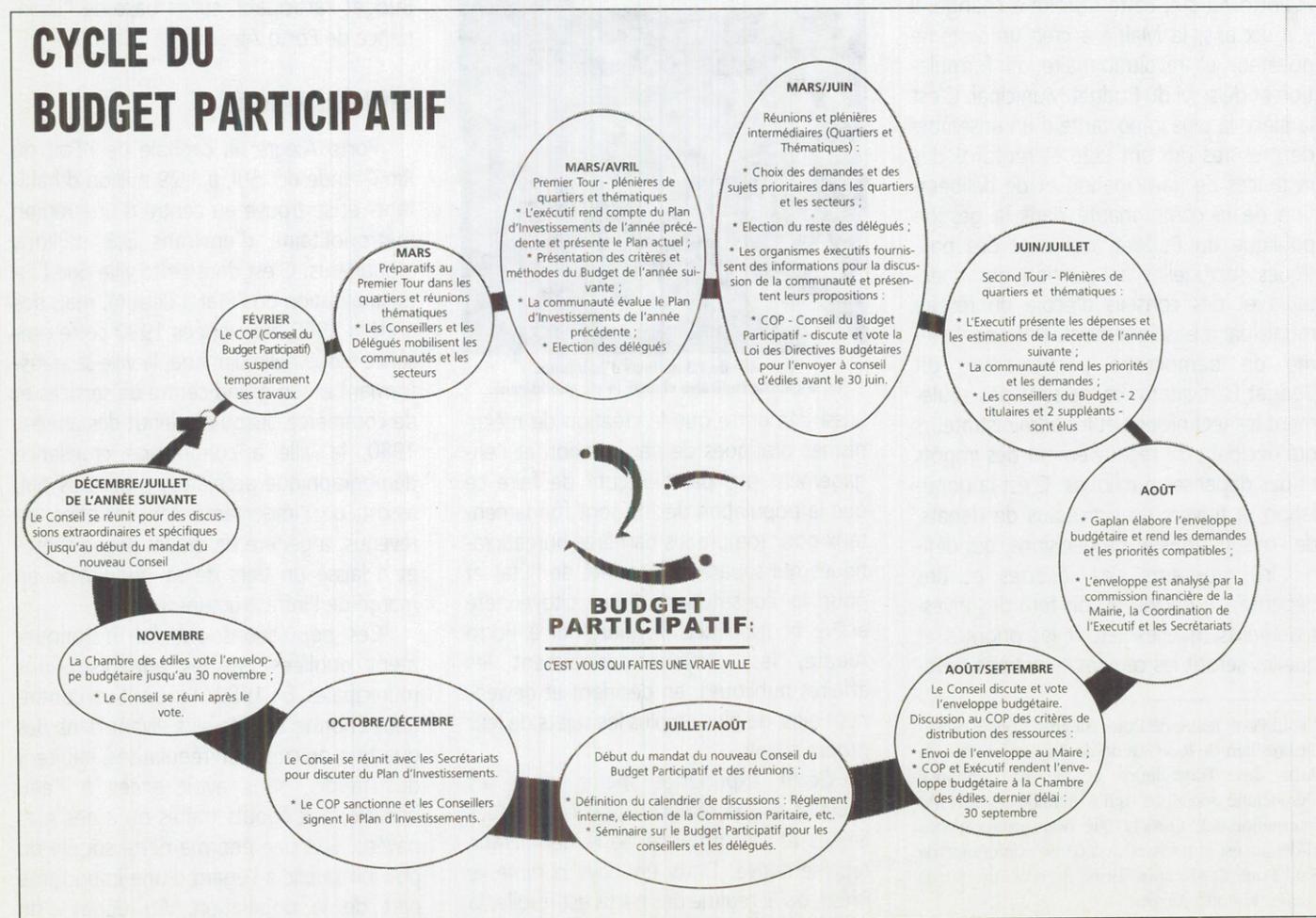
La réforme fiscale menée à Porto Alegre a permis une croissance importante des entrées et aujourd'hui plus de la moitié de la recette totale de la ville provient du recouvrement des impôts. On y est arrivé, sans aucun doute, grâce à la présence de la communauté dans les discussions et à la transparence de l'emploi des ressources publiques, rendues pos-

sibles par la pratique de la démocratie participative.

Constitutionnellement, la municipalité légifère et recouvre les recettes sur la propriété urbaine, sur les services de toute nature, sur le transfert de biens immobiliers ainsi que sur les taxes et les services publics. Des transferts reçus, les impôts sur la circulation de marchandises recouverts par l'État sont les plus importants pour la recette municipale.

Les réformes fiscales menées ont été marquées par le large débat démocratique au sein de la communauté. Sur cette base il a été possible d'introduire une augmentation progressive de l'impôt foncier urbain sur les plus riches, rendant possible un cadastre de plus de 470 mille entrées fiscales.

Depuis 1991, le Budget Participatif est devenu de plus en plus large, mobilisant les communautés de tous les quartiers. En 1994 plus de 11 000 personnes ont participé aux réunions et assemblées plénières coordonnées directement par la Mairie. En 1995 on en comptait plus de 14 000 et, en 1997, 20 000. Si l'on y ajoute les participants d'innombrables réunions organisées par des associations et entités populaires, nous aurons environ 50 000 personnes



concernées par l'élaboration du budget municipal.

Comment ça marche ?

Le fonctionnement du Budget Participatif a été perfectionné tout au long des années, visant à résoudre les problèmes les plus variés. Il était d'emblée évident que les priorités des quartiers les plus pauvres, où vit une grande partie de la population, étaient très différentes de celles des quartiers où vivent les gens ayant plus de ressources. Dans les quartiers pauvres, par exemple, le problème de l'assainissement de base était le plus urgent, pendant que dans les quartiers plus riches le plus grand souci était le nettoyage et l'entretien des parcs et places. Par ailleurs au sein même des quartiers moins favorisés, il y avait un décalage parmi les populations, quelques unes étant plus organisées que d'autres en ce qui concerne leurs revendications.

La tradition de relations clientélistes, basées sur l'échange de services entre le citoyen et le pouvoir public, fut un autre problème que nous avons dû affronter. Cette tradition, fortement enracinée dans notre culture politique, conduit à la passivité. Elle ne vise pas la participation, mais l'adhésion de la population. L'habitude de discuter des sujets importants, de nature technique, tels le budget, devait être créée. Enfin, même après la réforme fiscale, les ressources n'étaient pas suffisantes pour répondre à toutes les demandes de la société.

Il fallait donc trouver des manières d'en finir avec la passivité et les relations de clientèle et stimuler la participation, de définir les investissements et les dépenses sur la base de critères objectifs, acceptés par les communautés et susceptibles de toucher toute la ville à partir d'un ordre de priorités qui rende compte des énormes différences existantes.

La forme de fonctionnement trouvée pour résoudre ces problèmes, assurer une large participation, garantir la démocratie et rendre les discussions plus riches, éducatives et productives a été la suivante :

1) La ville a été divisée en quartiers qui ont été peu à peu multipliés. Aujourd'hui, il y a seize (16) quartiers, sur la base de critères géographiques, sociaux et d'organisation communautaire, dans lesquelles on organise l'importante participation de la population. En outre, afin de rendre possible l'insertion d'individus et d'entités liés à d'autres mouvements tels le mouvement syndical, ceux de femmes, de la santé, de

l'éducation, de la culture, etc., on a créé cinq structures de participation à partir de thèmes : a) organisation de la ville et développement urbain ; b) circulation et transports ; c) santé et assistance sociale ; d) éducation, culture et loisirs ; e) développement économique et impôts.

Une fois par an, la Mairie organise au moins deux grands tours de réunions plénières dans les quartiers et dans les structures thématiques. Au cours de la première réunion, la Mairie rend compte du plan d'investissements décidé l'année précédente. On vérifie ce que l'on a accompli, ce qui est en marche, ce qui n'a pas été commencé et quelles en sont les raisons. C'est le moment où le pouvoir public se soumet à la critique de la population. Ce stade assure la transparence, condition fondamentale à la relation de franchise que le Budget Participatif exige. Au second tour, les habitants de chaque rue, de chaque quartier et les participants des structures thématiques choisissent leurs priorités et élisent les conseillers du Budget Participatif.

Entre ces deux grands tours, il y a un stade intermédiaire où se réalisent plusieurs réunions, dans les structures thématiques comme dans les quartiers (divisés, eux aussi, en micro-quartiers). C'est à ce moment que la population fait l'inventaire des principaux besoins insatisfaits, en discute et hiérarchise les actions et les travaux les plus urgents. Bien que les réunions soient plus petites, c'est l'un des moments les plus importants du processus, puisqu'il dissémine par capillarité la discussion dans les quartiers et les cités de la ville, favorisant une plus grande participation ; c'est aussi le moment où l'on assiste à une discussion vive mais saine entre les communautés au sujet des ressources et des priorités d'investissements.

2) Les priorités définies et les délégués et conseillers de chaque quartier et structure thématique élus, on organise le Forum de délégués des quartiers et thématiques et le Conseil du Budget Participatif.

Le Conseil du Budget Participatif se compose de : deux conseillers titulaires et du même nombre de suppléants élus dans chacun des seize quartiers de la ville ; deux conseillers titulaires et le même nombre de suppléants élus dans chacune des cinq structures thématiques ; un représentant titulaire et un suppléant du Syndicat des Fonctionnaires Municipaux de Porto Alegre et un représentant titulaire et un suppléant de l'Union des Associations

d'Habitants de Porto Alegre. L'exécutif municipal a deux représentants sans droit de vote. La durée du mandat des conseillers est fixée à un an, la réélection consécutive étant possible. Ce mandat est cependant révocable à tout moment, au sein du Forum des délégués des quartiers et thématiques, s'il y a une majorité qualifiée des deux tiers.

Les délégués, en nombre beaucoup plus grand que les conseillers, se réunissent chaque mois et constituent ledit Forum. Ils ont la tâche d'aider les conseillers à informer la population et à diffuser les sujets discutés par le Conseil, d'assurer les réunions du stade intermédiaire, d'aider la consolidation des Conseils de quartiers qui se sont constitués et de suivre, avec la communauté, la progression des travaux prévus par le Plan d'investissements.

3) Après les réunions dans les structures thématiques et dans les quartiers et la constitution du Forum des délégués et du Conseil du Budget Participatif, la mise en forme finale du Budget de la ville et du Plan d'investissements commence. D'abord, l'ensemble des secrétariats et des organismes de l'exécutif municipal participent aux réunions du Conseil pour discuter les travaux, leurs coûts et leur viabilité technique. A partir de ces informations, les conseillers et les délégués organisent de nouveaux débats avec les communautés. Ensuite, l'exécutif présente aux conseillers, en détails, une enveloppe budgétaire, y compris toutes les recettes et toutes les dépenses. Les grands agrégats du Budget définis, on passe alors à la définition du Plan d'investissements : a) la priorité du quartier (choisie dans les réunions plénières de quartiers — assainissement, éducation, pavage, etc.) ; b) la population totale du quartier (les populations plus nombreuses pèsent plus lourd).

1. Dans le système municipal brésilien, le maire (prefeito) et son adjoint (vice-prefeito) sont élus au suffrage universel et forment l'exécutif municipal. La Chambre municipale d'édiles est élue parallèlement à la proportionnelle et ne dispose que de faibles pouvoirs (elle vote notamment le budget). A Porto Alegre depuis 1988 les maires successifs — Olivio Dutra (élu en 1998 gouverneur de l'État du Rio Grande do Sul), Tarso Genro et Raul Pont — sont membres du Parti des travailleurs (PT) alors qu'au sein de la Chambre d'édiles le PT est minoritaire : 14 sièges sur 33 dans la législature actuelle. Le développement de la démocratie participative directe et la décision de l'exécutif municipal d'en respecter les choix budgétaires a créé un conflit de légitimité avec la chambre d'édiles, institution de la démocratie représentative. (ndlr)

Ces critères sont croisés et discutés avec la population et dès lors on définit l'investissement et les travaux à faire dans chaque quartier, auxquels s'ajoutent les investissements sectoriels et d'intérêt général (de toute la ville), proposés par les structures thématiques et l'exécutif.

Le Plan d'investissements est donc le résultat de demandes de quartiers, de revendications sectorielles et de propositions de nature générale liées à la planification stratégique de la ville. C'est également le résultat d'un important dialogue critique entre les communautés, leurs associations, les entités civiles et culturelles et l'exécutif municipal.

Finalement, le Plan d'investissements est soumis au vote du Conseil du Budget Participatif. C'est ce vote qui décide des investissements, aucun investissement non adopté dans le Plan d'investissements ne pouvant être réalisé.

4) Après l'adoption du Budget Municipal par le Conseil, la proposition est envoyée par l'exécutif à la Chambre municipale d'édiles (1). On assiste alors à un conflit complexe entre la démocratie participative et les institutions de la démocratie représentative de caractère délégué. Il s'agit d'une relation tendue et difficile par nature, mais qui se révèle positive. Les édiles discutent et poléminent contre l'exécutif et les conseillers sur les grands agrégats du Budget, présentent des amendements et des suggestions de changements.

On établit alors une forme de négociations qui conduit à des modifications qui ne touchent cependant pas la structure globale de l'enveloppe budgétaire, étant donné que les édiles savent qu'il est le résultat d'un indéniable processus de représentativité sociale et politique. La Chambre sanctionne le Budget Général, mais le Plan d'investissements est sanctionné par la souveraineté populaire du Conseil du Budget Participatif.

Tout au long de ces années, nous plaïdons pour le maintien de cette expérience en tant que forme autonome et auto-dirigée de participation populaire. Les tentatives de la soumettre à la loi sanctionnée par la Chambre Municipale ne trouvent pas d'appui dans la population, ni dans notre exécutif.

Les Résultats du Budget Participatif

Depuis la consolidation du Budget Participatif, la Mairie destine à des investissements un pourcentage qui varie de

15 % à 25 % de la recette — le reste étant assigné au paiement des fonctionnaires et aux dépenses d'entretien de la machine administrative. Aussi, on l'a vu, les travaux choisis par le Budget Participatif représentent plus de 700 millions de dollars d'investissements au cours des dix dernières années.

Au fil des années, les travaux d'assainissement de base ont eu la priorité du Budget Participatif, ce qui a permis de raccorder au réseau d'eau, entre 1990 et la mi-1995, 65 000 logements, le nombre de logements raccordés au réseau passant de 400 000 à 465 000. Aujourd'hui, 98 % des habitations de Porto Alegre reçoivent de l'eau traitée. Concernant le réseau d'égouts, la croissance a été encore plus importante. En 1989, 46 % de la population bénéficiait du réseau d'égouts et, en 1996, 74 %. Grâce aux investissements prévus, à la fin de 1997 on atteindra 85 % de la population.

Le pavage des rues des banlieues a aussi la priorité du Budget Participatif. Entre 25 à 30 nouveaux kilomètres de rues dans les quartiers moins favorisés de la ville sont pavés chaque année. Drainage, éclairage public, urbanisation de cités et des bidonvilles, logement et santé ont également la priorité.

Dans le domaine de l'éducation, les investissements établis par le Budget Participatif ont permis le doublement du nombre total d'inscriptions entre 1988 à 1996, tout en perfectionnant la qualité de l'enseignement.

Dans le domaine de la santé, la ville a pris intégralement en charge la municipalisation des soins primaires de santé en partenariat avec le gouvernement fédéral. Ce système, appelé Système Unique de Santé (SUS) assure la prise en charge publique et universelle à travers l'action directe du réseau d'unités sanitaires municipales ainsi que le suivi et le contrôle des ressources transférées aux hôpitaux, cliniques et laboratoires privés, partenaires du Système. Partant du même principe de démocratisation, la politique de santé de la ville est définie par le Conseil municipal de la Santé et les Conseillers locaux avec la participation de l'exécutif.

Mais les résultats du Budget Participatif ne peuvent et ne doivent pas

être mesurés seulement par les nombres et les pourcentages, encore que cela soit fondamental pour confirmer que la participation, la transparence et la démocratie rendent plus efficaces les dépenses publiques.

La reconquête de la citoyenneté de Porto Alegre et l'éveil des citoyens à une participation active aux enjeux publics sont aussi importants que les résultats pratiques du Budget Participatif. Ce rôle protagoniste populaire constitue la principale force et la conséquence majeure de cette expérience.

Le Budget Participatif n'est pas évidemment un système parfait et accompli. Au contraire, il présente des problèmes et des vices qui exigent une surveillance constante, des discussions réitérées et des perfectionnements. Il ne peut non plus être transposé automatiquement à d'autres réalités...

Toutefois, il possède une histoire brève mais réussie qui a fait de lui une référence nationale, voire internationale. On l'a déjà dit, d'autres villes ont adopté cette méthode d'élaboration du budget et des chercheurs de plusieurs pays viennent pour connaître l'expérience du Budget Participatif.

Il s'est révélé un précieux outil pour changer concrètement la ville, en la rendant plus juste et meilleure à vivre. Il est également un outil de changement profond de la culture politique de la ville, éradiquant les traditionnelles pratiques de corruption et de clientélisme, remettant en valeur la participation de la citoyenneté et transformant les hommes et les femmes en protagonistes de leur propre destin. ■



En 1998, 35 000 personnes ont participé aux assemblées du Budget participatif dans les quartiers.

La LCR-100% à Gauche

Un an au Conseil régional de Midi-Pyrénées

par
Christian Lapujade*

Le 15 mars 1998, la liste 100% à gauche recueillait 5,51% des voix dans le département de la Haute-Garonne lui permettant ainsi d'avoir deux élus pour la région Midi-Pyrénées(1), Lucien Sanchez et Eliane Assanelli. Pour la première fois, la LCR obtenait des élus aux élections régionales. Un an après, cette expérience nouvelle pour la LCR est suffisamment riche pour tirer les premiers bilans, d'autant plus que le budget de région vient d'être adopté le 19 février. Occasion aussi de revenir sur l'expérience politique d'une fédération qui a toujours été parmi les plus dynamiques de la LCR.

Ce résultat est d'autant plus important qu'il intervient dans le cadre d'une inflexion récente de la LCR au plan national, à savoir le choix d'investir avec continuité le terrain électoral, et de manière indépendante. Cela s'est concrétisé dès les élections législatives de 1997, et notamment en Haute-Garonne où la fédération faisait le choix d'être présente dans les huit circonscriptions (dont une en suppléance d'un candidat Vert très marqué à gauche). Les résultats furent très honorables, en particulier dans les deux circonscriptions prioritaires : 3% et 2,24%. Au total, la moyenne était de 1,5% (5277 voix) et 2% pour la partie toulousaine des

circonscriptions.

Nous avons déjà noté le petit écho du logo "100% à gauche" sous lequel avait été menée la campagne. C'est donc avec ce même logo que nous avons agi pour les régionales, en présentant une liste très ouverte (13 non LCR sur 32), qui a donné une bonne image de la LCR par sa jeunesse, le nombre important de femmes, et son caractère populaire, avec une présence significative de chômeurs et précaires, ce que de nombreux électeurs ont dû noter (surtout par comparaison avec les autres listes, y compris celle de Lutte Ouvrière).

Le résultat a dépassé très largement les attentes les plus optimistes, et avec 5,51%, nous passons de 5277 voix (législatives 97) à 21387 voix. Avec le score de LO, c'est un total de 10,16 % ! Ce qui a fait titrer par le quotidien Libération que la Haute-Garonne s'était réveillée « rouge ». Les scores les plus importants se sont situés dans les quartiers populaires, dans une fourchette allant de 7 à 12 %. L'analyse a été faite par ailleurs des raisons de la progression générale des scores de l'extrême-gauche dans ces élections (2). Ce qui a sans doute été déterminant, c'est la rencontre entre un positionnement politique clair, qui a "parlé" au peuple de gauche, et une attente de celui-ci, dans le contexte d'un écart béant entre les aspirations exprimées par la lutte des chômeurs de décembre 97/janvier 98 et la politique du gouvernement. Le soin particulier qui a été mis par la fédération à populariser au maximum le logo "100% à gauche" a été payant et est entré en résonance avec les attentes d'une fraction significative de l'électorat de gauche (surtout de l'électorat du Parti Communiste), et d'autant plus qu'en Haute-Garonne comme ailleurs, les partis gouvernementaux se présentaient sur la même liste (PS, PC, Verts).

Présence dans les luttes

Cependant, ce succès ne saurait être dissocié de la présence active de la LCR

dans les luttes locales, et plus largement d'un mouvement social particulièrement vivace et avec lequel la LCR a toujours été en phase depuis de nombreuses années. Les deux caractéristiques essentielles de Toulouse sont d'être la deuxième concentration universitaire après Paris (100 000 étudiants pour une agglomération de 650 000 habitants), avec une présence massive du secteur public et nationalisé (aéronautique et armement). Par ailleurs, de nombreuses industries de pointe se sont installées, et constituent souvent de véritables déserts syndicaux. Il n'est donc pas étonnant que Toulouse se signale par les manifestations étudiantes et lycéennes souvent les plus importantes du pays, et il faut rappeler que dans la grève de décembre 1995, c'est après Marseille, la ville où les manifestations ont été les plus massives. Parallèlement, le mouvement syndical, qui connaît les mêmes difficultés qu'ailleurs, a montré sa capacité à agir régulièrement avec une certaine unité, l'exemple le plus probant étant la réelle dynamique unitaire avec la manifestation de 30 000 personnes contre la venue de Le Pen à Toulouse dans le cadre des élections régionales, le 5 mars 1998 (plus grosse manifestation antifasciste à ce jour en province).

A signaler quand même l'émergence de nouvelles équipes syndicales particulièrement dynamiques autour des syndicats SUD — principalement SUD-PTT et SUD-Services Publics — qui constituent localement une Union syndicale de très loin la plus structurée au plan national, et qui pèse réellement dans les mobilisations interprofessionnelles.

Quant au mouvement associatif proprement dit, sa radicalité et son poids sur la scène politique locale se sont illustrés début 1998 quand trois associations (AC!, DAL, Rasl'Front) ont investi les locaux inoccupés d'une agence pour l'emploi, en revendiquant auprès des pouvoirs locaux, et notamment de la mairie (dirigée par Dominique Baudis, droite) la possibilité de disposer de locaux. A la grande surprise

* Christian Lapujade est membre du Bureau fédéral de la LCR—100% à gauche de Haute Garonne.
1. Le Région Midi-Pyrénées regroupe huit départements (Haute Garonne, Ariège, Aveyron, Gers, Lot, Hautes Pyrénées, Tarn, Tarn et Garonne). Dans le droit français le Conseil régional assure la gestion des lycées, de la formation professionnelle, des infrastructures routières, des transports collectifs. Il intervient également en ce qui concerne le tourisme et les aides aux entreprises. Cette activité est financée par une part de la fiscalité locale directe (autour de 8%) et par des subventions de l'Etat (fond de compensation de la TVA, contrats de plan...). Cependant les règles de la fiscalité lui échappent largement, étant déterminées pour l'essentiel par l'Etat central.
2. cf. Inprecor n°423 d'avril 1998.

des associations qui n'attendaient pas des résultats aussi rapides, la municipalité ouvrait immédiatement des négociations qui ont débouché sur l'octroi d'un lieu qui regroupe aujourd'hui douze associations. Dernier exemple de cette radicalité : le succès étonnant de l'assemblée générale constitutive de l'association ATTAC qui a regroupé le 3 février 1999 plus de 500 personnes !

La "main de la Ligue"

Il ne faut pas croire que la LCR, qui reste une organisation aux effectifs encore modestes, structure tout ce mouvement, mais il est incontestable que nous sommes une référence politique incontournable, au point même que d'autres partis de gauche, dans leur paranoïa, voient la "main de la Ligue" partout, même où nous sommes absents !

Le meilleur exemple de ce rayonnement de la LCR et de notre capacité à nous lier aux forces vives du mouvement social local, c'est le succès foudroyant du CD Motivés ! que nous avons co-produit avec le Tactikollectif. Le Tactikollectif regroupe des musiciens et des animateurs culturels, avec une participation importante du groupe Zebda, lui-même issu des quartiers nord de la ville, à forte composante maghrébine. A la suite de la fête "100% à gauche" de septembre 1996, l'idée est venue de faire un CD de chants de lutte co-produit par la LCR. Alors que ce genre de CD se vend ordinairement à quelques milliers d'exemplaires, Motivés ! va atteindre d'ici peu le seuil du disque d'or, à savoir 100 000 exemplaires vendus, et la chanson qui inaugure le CD est aujourd'hui reprise dans de très nombreuses manifestations dans la France entière.

Ce renouveau de la LCR du département de la Haute-Garonne, qui date du début des années 90, ne s'est pas fait sans heurts internes. La fédération a été affaiblie par divers départs, en particulier vers le PS. Une nouvelle génération militante s'est imposée, contre des "anciens" qui ne croyaient plus à l'avenir politique de la LCR, et a permis à la fédération de reprendre pied dans le champ politique local en redéployant son travail de masse, mais surtout en faisant preuve d'audace et d'initiative, y compris sur le terrain électoral. Ce sont les fruits de cette réorientation qui ont été recueillis au soir du 15 mars 1998. ■

Premier bilan...

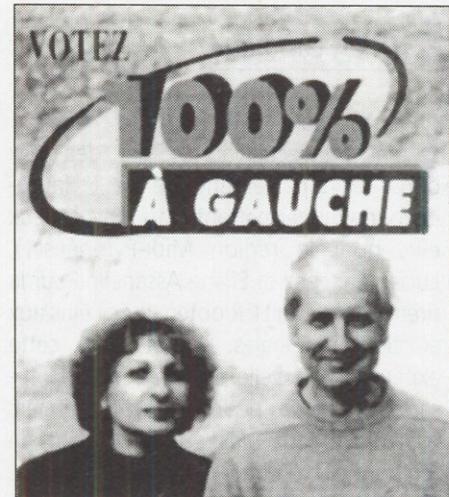
*Entretien avec
Eliane Assanelli et Lucien Sanchez (conseillers
régionaux) et Stéphane Borrás (assistant du
groupe régional de la LCR).*

Le fait d'avoir deux élu(e)s a-t-il modifié la situation de la LCR sur Toulouse et la région ?

Lucien Sanchez : Oui, et de façon considérable, en étendant la surface d'intervention de la LCR sur le champ politique local. D'abord un courant d'adhésions significatif (plus 50% en quelques mois) touchant aussi bien des anciens qui s'y remettent, des jeunes, et puis des gens qui demandent à nous rencontrer et même à adhérer en nous retournant les bas de tracts distribués dans les manifs ou en nous contactant sur le répondeur. Ensuite, des portes nouvelles s'ouvrent dans tous les secteurs du mouvement social : ainsi, la CGT-EDF a demandé à nous rencontrer, tout comme le Collectif contre l'autoroute A-66, l'association culturelle Mix'art ou le collectif d'associations qui milite sur le PDU (Plan de déplacements urbains). Cela nous permet d'ouvrir de nouveaux chantiers d'intervention, le problème étant d'articuler ce travail avec l'intervention régulière de la LCR. De ce point de vue, la présence de deux élu(e)s a permis de renforcer de façon très significative l'action de la fédération en faveur des sans-papiers.

Quelles est votre situation au sein de l'institution régionale ?

Eliane Assanelli : Nous constituons un groupe, le seuil minimum ayant été ramené de trois à deux élus par le nouveau règlement intérieur. La Gauche plurielle ne pouvait faire moins dans la mesure où les Verts et les Chasseurs ne disposent que de deux élu(e)s eux aussi. Cela nous permet d'avoir des locaux (trois bureaux), un budget de fonctionnement consistant (abonnement à des revues, téléphone, fax, photocopies, etc), et surtout d'avoir pu embaucher un assistant de groupe (Stéphane) qui constitue un appui considérable, d'autant plus qu'il était auparavant employé du Conseil général, et a des compétences sur les collectivités territoriales. Par ailleurs les indemnités des élu(e)s — aux environs de 11 000 francs



par élu(e) — nous ont permis de prendre des temps partiels, étant entendu que notre salaire antérieur est maintenu, mais que le reliquat (plus de 10 000 francs) est reversé entièrement à la LCR.

Nous sommes investis chacun dans trois commissions (lycées, formation professionnelle, aménagement du territoire pour Lucien ; transports collectifs, environnement, culture pour moi-même). Lucien est aussi membre de la Commission permanente, de la commission des finances, et participe aux conférences des présidents de groupes. Nous avons fait le choix d'être présents dans toutes ces instances, car c'est le seul moyen de ne pas être marginalisé. Par ailleurs nous sommes dans d'autres structures, comme l'ARPE (environnement), la CRIPI (intégration des populations immigrées), le CTP (personnels de la région).

Quels sont vos rapports avec la Gauche plurielle ?

Lucien : Depuis le début, nous avons la même attitude : nous ne sommes pas mariés avec la Gauche plurielle, et donc il n'y a a priori aucune solidarité de gestion. Mais nous ne pratiquons pas pour autant une attitude qui consisterait à attendre que la gauche fasse une bourde pour la dénoncer. Une telle attitude serait au fond stérile et ne permettrait pas de faire avan-

cer certains dossiers. Quand nous décidons d'agir sur un dossier, nous avons pour habitude d'adresser un courrier au président et à tous les groupes de Gauche, que nous rendons public (en particulier auprès des associations concernées), et nous menons la bagarre à partir de là, y compris avec des rencontres avec les autres groupes ou même avec le président. C'est ainsi que nous avons procédé pour la gratuité des transports pour les précaires, pour Myrys (3) ou pour la RN-20 (4). Cette orientation correspond tout à fait à ce qu'attendent les syndicats et associations. On peut même affirmer qu'elle permet d'instaurer des rapports de confiance particulièrement solides avec les associations dans la mesure où, n'étant pas liés par un pacte de gestion commune avec le PS (c'est bien là la contradiction majeure du PCF et des Verts), nous pouvons avancer en toute clarté, faire un bout de chemin quand c'est possible avec la gauche plurielle, et aller au vote si c'est nécessaire sur nos propres positions. C'est ce que nous avons fait sur deux dossiers particulièrement importants : les transports pour les chômeurs et la RN-20.

Pouvez-vous préciser le bilan sur la question des chômeurs ?

Eliane : Dès le 15 mars 1998, nous avons fait de la question de la gratuité des transports pour les chômeurs et précaires le premier signe que la nouvelle majorité devait donner de sa volonté de rompre avec la gestion de la droite. Un premier voeu, présenté par Lucien au nom de toute la gauche a été adopté en mai, et a permis la mise en place d'une inter-commission à laquelle j'ai participé. Parallèlement, les associations, et en premier lieu AC !, ont continué à maintenir la pression (manif à Auch en juin). Le montage a été assez complexe dans la mesure où il y a trois acteurs : la région, les huit conseils généraux et la direction régionale de la SNCF. Tout ce travail a abouti à une délibération à la plénière du 17 décembre instaurant cette gratuité, à laquelle la droite et le FN n'ont pu s'opposer (abstentions). Répondant aux voeux des associations nous avons déposé plusieurs amendements qui ont été repoussés (contre la mise sous conditions de revenus, et contre la limitation du nombre de déplacements), mais ils seront réexaminés par la commission à partir d'un premier bilan. La mesure entre effectivement en application pour les chômeurs et précaires à la mi-mars, et Midi-Pyrénées est la première région à mettre en oeuvre ce type de dispositif.

Nous sommes fiers d'en avoir été, au sein du conseil régional, l'élément moteur.

Y a-t-il d'autres dossiers que vous contribuez à faire avancer ?

Lucien : J'ai parlé tout à l'heure de celui de la RN-20. Sans rentrer dans les détails, disons que nous nous heurtons là (avec les associations, le PCF et les Verts) au lobby autoroutier, à propos de la construction de l'A-66. Nous suivons de très près deux autres dossiers : celui de la mise en oeuvre des 35 h au Conseil régional, en poussant avec les syndicats pour un accord du type de celui du Conseil général de la Haute-Garonne (compensation intégrale de la réduction du temps de travail avec 11,43% de création d'emplois sans flexibilité ni réduction de salaire), et aussi sur la situation de personnels payés par la région dans des structures, les Espaces formation, mis en place par la droite dans des conditions scandaleuses. Il faut reconnaître que sur ces deux points, la gauche plurielle va pour l'instant plutôt dans le bon sens, avec un cadre de négociation assez correct sur les 35 h, l'inscription au budget d'une provision de 5 millions de francs pour financer les emplois créés, et l'intention affichée d'intégrer les personnels des Espaces formation au personnel de la région, même si nous restons vigilants sur les conditions de cette intégration. Bien sûr, nous jugerons sur pièces ces deux dossiers.

Est-ce pour ces raisons que vous vous êtes abstenus sur le budget ?

Eliane : Si l'on ajoute aux trois dossiers précédents, une rallonge de cent millions de francs pour les lycées publics, le doublement du budget culture (quoique surtout consacré à la culture institutionnelle), une baisse de 3% du budget fonctionnement (sur le chapitre des frais généraux, réceptions etc), un meilleur contrôle des frais des élus, l'arrêt de certaines subventions douteuses, il y a incontestablement des éléments de rupture avec la droite, qui soit-dit en passant, a été assez minable dans ce débat, étalant ses divisions internes, et ne menant réellement bataille que sur la fiscalité. Les éléments de continuité concernent essentiellement l'action économique dans toutes ses dimensions : industrie, commerce, artisanat, agriculture, tourisme. Nous nous sommes clairement exprimés là-dessus, et avons aussi marqué nos désaccords avec l'aide à l'enseignement privé, avec la participation à certains syndicats mixtes et le financement d'associations (dont les audits n'ont tou-

jours pas été produits ou portés à notre connaissance). Il ne nous a pas paru raisonnable de voter contre, alors que plusieurs actions, et non des moindres, sont inscrites dans le budget dans le sens que nous demandions.

Est-ce un désaccord avec l'approche des camarades de Lutte Ouvrière ?

Stéphane : Il faudrait d'abord connaître les budgets des régions dirigées par la gauche auxquels ils ont été confrontés. Nous avons pris contact avec leur groupe d'élus de la région Nord-Pas de Calais. Avec sept élus, il est clair qu'ils disposent d'une "force de frappe" importante, et cela se traduit par le remarquable travail de compte rendu de leurs interventions sous forme de bulletins réguliers (ils en sont à sept, alors que nous allons sortir le second). Ce qui nous frappe dans ces bulletins, c'est la place donnée à la dénonciation des subventions aux patrons, sur lesquelles ils font un travail efficace. Nous travaillons d'ailleurs dans le même sens, et traquer les chasseurs de primes est une oeuvre de salubrité publique (à la dernière Commission permanente, Lucien a provoqué un débat de plus d'une demi-heure sur une subvention qui allait passer comme une lettre à la poste, et qui s'est avérée assez douteuse). Mais à lire leurs bulletins, on a l'impression que des sommes énormes passent dans ces actions : en réalité c'est très relatif, puisque cela ne recouvre qu'environ 10% du budget (pour rappel les lycées et la formation professionnelle en couvrent à eux seuls près de 50%). Le deuxième aspect c'est que les élus de LO n'apparaissent jamais porteurs de propositions concrètes, de dossiers à faire avancer avec le mouvement social, comme nous l'avons fait pour les chômeurs ou pour les 35 h. C'est sans doute la différence essentielle dans nos pratiques, et qui peut conduire à des votes différents sur les budgets en fonction de l'appréciation qui peut être portée sur la prise en compte d'un certain nombre de revendications. ■

3. Myrys est un lieu alternatif culturel à Toulouse.

4. Le débat porte sur le désengorgement d'un tronçon de la route nationale n°20 (RN-20), régulièrement embouteillé. Son élargissement à 4 voies, qui coûterait autour de 800 millions de francs, a la préférence des associations locales et de la LCR. Il se voit opposer le projet de la construction d'un tronçon de l'autoroute A-66, pour un coût de 2,5 milliards de francs, qui permettrait le délestage de la RN-20. La circulation sur les routes nationales est gratuite, alors que l'autoroute serait à péage et gérée par une entreprise de droit privé.

Mexique

Communiqué du CEI de la IV^e Internationale

Une partie des forces qui se réclament de la Quatrième Internationale au Mexique vient, malheureusement, de connaître une nouvelle scission. Cela ne fait qu'ajouter aux obstacles sur la voie de la recomposition du mouvement révolutionnaire dans ce pays, alors même que les luttes démocratiques et populaires connaissent un nouvel essor avec la consultation organisée ce 21 mars par les zapatistes pour faire respecter les droits des peuples indigènes.

Cette nouvelle division des rangs du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT) est le résultat de divergences politiques et de méthodes qui s'étaient manifestées publiquement dans les derniers mois de 1998. Elle traduit un recul pour notre mouvement, avant tout parce qu'elle témoigne d'un manque de tolérance et de l'absence d'une politique pour construire un cadre unitaire où les divergences politiques puissent être assumées sans conduire à une rupture.

Face à cette situation, le Comité exécutif international de la Quatrième Internationale a décidé de faire savoir publiquement qu'il n'accordait aucune représentativité, pas plus "officielle" qu'officieuse, à aucune des organisations qui se réclament d'elle au Mexique. Le Comité exécutif international a également décidé de préparer une discussion de bilan sur la construction du parti révolutionnaire au Mexique.

Dans l'attente, le Comité exécutif international maintiendra des relations fraternelles avec les deux courants qui gardent le nom de PRT, avec la Ligue d'unité socialiste (LUS) et avec toutes et tous les camarades qui s'identifient toujours à titre individuel avec la Quatrième Internationale.

El Salvador

L'avortement anticonstitutionnel !

Le 3 février dernier, l'Assemblée Législative a confirmé par une large majorité une modification de la constitution de la République de El Salvador. La première phrase de ce document qui avait été adopté en plein guerre civile en 1983 disait : « Le Salvador reconnaît la personne

humaine en tant qu'origine et but de l'activité de l'Etat, tant en ce qui concerne l'obtention de la justice, la sécurité judiciaire que le bien commun ». La précision suivante y a été ajoutée : « De même, tout être humain est considéré comme personne humaine dès l'instant de sa conception ». (1)

Cette modification avait été adoptée le 30 avril 1997, le dernier jour de l'ancienne Assemblée Législative, comme partie d'un paquet de changements de 24 articles de la Constitution, à l'initiative de l'Alliance Républicaine Nationaliste (ARENA), le très réactionnaire et néolibéral parti gouvernemental. Pour entrer en vigueur les modifications constitutionnelles doivent être adoptées au Salvador par le Parlement lors de deux périodes législatives consécutives, ce qui fut le cas maintenant, en pleine campagne présidentielle.

Du point de vue juridique et dans la réalité matérielle rien ne changera pour les femmes salvadoriennes : l'avortement est interdit de toute manière par le code pénal, et ceci dans tous les cas, même les avortements dits thérapeutiques. Il y a très peu de débats dans la société salvadorienne sur ce thème. Avec des slogans comme « Oui à la vie, non à l'avortement ! », ce sont surtout des forces conservatrices qui avaient mobilisé quelques centaines de personnes le jour du vote devant le Parlement.

Les organisations du mouvement des femmes ne soulèvent pas trop le thème délicat de l'avortement. Des thèmes comme la participation des femmes dans la vie politique et publique, les problèmes de survie économique ou la violence sont au centre de leurs activités et programmes de formation. Au sein de la société les thèmes et revendications féministes ont régressé en comparaison avec les années 1993 et 1994, quand il y avait un long processus d'élaboration de la plateforme Mujeres 94, en vue de l'élection présidentielle de mars 1994. La revendication de maternité libre et volontaire avait été incluse dans ce texte, qui avait l'appui d'un large éventail de groupes féministes et de secrétariats femmes d'organisations populaires.

La modification constitutionnelle est censée fermer la porte à toute possibilité d'une éventuelle libéralisation de l'avortement. Il est significatif qu'elle ne fut possible que grâce à l'attitude de l'important parti de la gauche salvadorienne, le Front Farabundo Martí pour la Libération Nationale (FMLN). Seconde force

politique dans le pays, le FMLN dispose de 27 des 84 députés. Avec une attitude déterminée la fraction FMLN aurait pu empêcher la ratification de la disposition anti-avortement entraînant avec elle quelques députés et surtout députées d'autres partis (ainsi par exemple Gloria Salguero Gross, députée d'ARENA et ancienne présidente de l'Assemblée, avait été présente lors de la session, mais s'est excusée juste avant le vote).

Cependant le vote du groupe FMLN fut "libre" et 15 députées et députés votaient pour la motion, les 12 autres s'abstenant...

La division dans le groupe parlementaire reflète exactement les options politiques : la majorité soutient les "rénovateurs", c'est-à-dire le courant de droite (qui pourtant ne réussit toujours pas à obtenir une majorité parmi les déléguées et délégués des nombreux congrès nationaux de la dernière période, mais est prédominant parmi les cadres intermédiaires et dans l'appareil du parti), tandis que la minorité des parlementaires FMLN soutient les "orthodoxes", c'est-à-dire les partisans de la direction historique, le courant plus ou moins de gauche.

Federico Espina

Finlande

Premiers pas d'une nouvelle gauche

Les jeunesses communistes finlandaises, qui se sont autonomisées envers le parti adulte en 1996, ont constitué une nouvelle organisation : la Ligue socialiste (LS). « La principale raison de la scission fut le désaccord en ce qui concerne l'ex-URSS. Nous pensons que l'ex-URSS ne pouvait être socialiste tant que la démocratie et la liberté n'y existaient pas », explique Juhani Lohikoski, dirigeant de la LS. « Nous sommes un parti pluraliste — nos membres sont des humanistes de gauche, des socialistes, des marxistes, des féministes, des écologistes militants, bref ceux qui regardent à gauche en général. Notre objectif, c'est une société socialement et économiquement juste et respectant l'écologie. Si nous voulons limiter le pouvoir social des propriétaires de capitaux, nous ne pensons pas que cela suffise. »

La LS est active dans une vingtaine de villes et regroupe autour de 200 militants, en majorité des étudiants et des jeunes chômeurs. Elle publie un journal bimestriel, *Murros* (le Tournant).

Le PC finlandais, particulièrement aligné sur la politique étrangère soviétique, a connu une crise en 1990, lorsque la majorité a décidé de dissoudre le parti pour former la Ligue de gauche, qui finit par intégrer un gouvernement d'union nationale, aux côtés des conservateurs, des Verts et des sociaux-démocrates. Selon Lohikoski « c'est un gouvernement néolibéral qui n'offre aucun espoir aux gens ordinaires... ». Une opposition est apparue en son sein autour du député Seppänen, remettant en cause la politique gouvernementale de la Ligue de gauche.

Lors des élections du 21 mars 1999, marqués par la victoire de la droite, la Ligue de gauche a obtenu 10,9 %. A noter cependant que son ministre, Terttu Hutu-Juntunen, a été battu et ne fera plus partie du Parlement et que « près de la moitié des élus de la Ligue de gauche sont liés à la fraction de Seppänen, ce qui peut annoncer des contradictions au sein de ce parti », explique Lohikoski.

Les Verts (7,3 %) ont connu une mésaventure similaire à celle de la Ligue de gauche : leur ministre Pekka Haavisto ne parvint pas non plus à entrer au Parlement. Les sociaux-démocrates ont obtenu 22,9 %, ce qui en fait le premier parti parlementaire.

Après la dissolution du PC en 1990, une minorité avait décidé de la maintenir. Lors des récentes élections, ce Parti communiste, présent au sein du bloc *Muutos 99* (Changement 99), n'a obtenu que 20 519 voix (0,8%), l'ensemble du bloc ne parvenant pas à dépasser 1 %.

La LS avec un groupe de militants des ONG avait tenté de former un « parti pour le développement avisé », mais elle n'est pas parvenue à rassembler les 5 000 signatures nécessaires pour pouvoir se présenter aux élections. De ce fait la LS a présenté quatre candidats indépendants sur la liste du PC. Ses candidats ont obtenu environ 500 voix « ce que nous considérons comme satisfaisant, étant donné que ce fut notre première apparition électorale », commente Juhani Lohikoski.

1. « El Salvador reconoce a la persona humana como el origen y el fin de la actividad del Estado, que está organizado para la consecución de la justicia, de la seguridad jurídica y del bien común » et la modification a ajouté : « Asimismo reconoce a todo ser humano como persona humana desde el instante de su concepción ». Cité d'après *El Diario de Hoy* du 4 février 1999.

L'insoutenable misère du monde

de Richard Poulin et Pierre Salama (dir.)

par
Sophie Joanny*

Les différentes contributions de cet ouvrage collectif, écrit sous la direction de Richard Poulin et Pierre Salama (1), présentent le point commun de montrer que la croissance de la pauvreté dans le monde au cours des vingt dernières années, loin d'être un effet secondaire de la crise, constitue un élément central du mode contemporain de régulation du capitalisme.

Construction des indicateurs : une réflexion critique

Un premier ensemble de réflexions est constitué par une analyse critique de la construction des statistiques de la pauvreté. Blandine Destremau (Comment définir la pauvreté ?) montre que derrière son apparence d'évidence, la pauvreté est une notion dont la construction théorique comme "problème" ressort d'un processus d'objectivation, de détermination d'un seuil, permettant d'aboutir à une classification, et occultant au moins partiellement la compréhension des éléments subjectifs que sont une « réalité sociale vécue » et le « regard posé sur ces réalités ». Enjeu politique, la définition du pauvre a toujours été établie en référence à une certaine conception de l'ordre moral et de la hiérarchie sociale, à chaque moment de l'histoire. La révolution industrielle en Europe au XIXe siècle constitue une rupture, avec la prise de pouvoir par bourgeois-

sie libérale, l'extension du rapport salarial, l'émergence du travail comme vecteur du lien social et de la figure du chômeur qui bouleverse toutes les classifications antérieures. Ce bouleversement aboutit à une construction des représentations basée sur la dichotomie, comme on le voit aujourd'hui avec la notion d'exclusion. B. Destremau montre comment les discours sur la pauvreté sont intimement liés au politique, comment ils « font partie du système de représentation qu'une société a d'elle-même, ou veut se donner d'elle-même, de la façon dont elle légitime la détention du pouvoir et des "richesses" et dont elle présente son "projet social" et sa cohésion ». La représentation de la pauvreté comme un état sert à masquer le fait qu'il s'agit d'un rapport social. L'enjeu principal pour l'Etat consiste à cibler au mieux les mesures politiques par rapport aux différentes catégories de pauvres, de façon à écarter la menace pour l'ordre social qu'ils constituent et à légitimer les actions gouvernementales.

Pierre Salama, (Des pauvretés en général et de la pauvreté en particulier dans le Tiers-monde : évaluations et mesures) établit le lien qui existe entre répartition de la population pauvre dans le monde et sous-développement au niveau des pays. Il détaille la relation existante entre l'aggravation de la pauvreté et celle des inégalités de revenus, à la fois entre pays et à l'intérieur des pays. Ainsi, les inégalités qui sont particulièrement importantes en Amérique latine, et se sont accentuées au cours

des années 80, comme effet de l'essor des activités spéculatives, ont, combinées avec la diminution du PIB par tête, fait plonger une partie des couches moyennes dans la pauvreté, mais aussi contribué à appauvrir les plus pauvres. Cette étude met en avant la diversité et l'hétérogénéité des situations et des trajectoires d'évolution de la pauvreté, au-delà d'indices quantitatifs qui peuvent être analogues.

B. Destremau (Les indicateurs de la pauvreté dans les approches de la Banque mondiale et du PNUD : une analyse critique) étudie ensuite en détail la construction par les institutions internationales des différents indicateurs de pauvreté. Au début des années 90, la Banque mondiale comme l'ONU ont commencé à se préoccuper de la pauvreté. La Banque mondiale adopte une démarche de quantification des individus pauvres, situés par rapport à un seuil en dessous duquel un niveau de vie minimum n'est pas atteint. Ce seuil est défini par rapport à la notion de "besoins fondamentaux". La démarche consiste à établir un seuil unique valable pour l'ensemble des pays pauvres : 1 dollar par jour, et extrême pauvreté à 75 cents (en parité de pouvoir d'achat 1985), à partir duquel la société est partagée en deux, avec les pauvres et les non-pauvres de chaque côté de la ligne. De cette façon, un éventuel transfert — qui peut être tout à fait ponctuel et provisoire ! — au-dessus du seuil aboutit à « ne plus être pauvre » ... Ce seuil sert à construire tout une batterie d'indices : l'indice numé-

rique de pauvreté, ou taux d'incidence, se mesure en rapportant le nombre de pauvres à l'ensemble de la population ; la brèche ou profondeur de la pauvreté mesure le transfert de ressources qu'il faudrait opérer pour porter le revenu de toute personne pauvre au niveau du seuil de pauvreté ; la sévérité de la pauvreté établit la dispersion de la population sous ce seuil. On retrouve dans cette construction toute la vision normative de la société développée et imposée partout par la Banque mondiale. Tout d'abord, le choix d'un seuil fixe donc absolu pour pays pauvres (différent de la notion de pauvreté relative qui évolue avec le niveau de revenu du pays) procède d'un refus de définir la pauvreté en relation avec les inégalités. On a là une vision naturaliste, universelle de la pauvreté, comme « relevant de la substance même de l'humanité » et « détachée de son contexte social et politique ». Le choix, comme critère de mesure de la satisfaction des besoins, de la seule consommation privée exprimée en termes monétaires, découle des présupposés libéraux, et pose des problèmes particulièrement dans les pays où demeurent importants des revenus non monétaires, des modalités d'échange non mar-

* Sophie Joanny est membre du groupe de travail économique de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR).

1. L'insoutenable misère du monde, Economie et sociologie de la pauvreté, Sous la direction de Richard Poulin et Pierre Salama, éditions Vents d'Ouest, collection l'Alternative, 1998, Hull (Québec), Canada (en vente à La Brèche).

chand... L'objectif de la Banque mondiale est d'abord de mesurer les effets des politiques d'ajustement structurel pour mettre en place des mesures ciblées, afin d'accroître le potentiel productif d'une partie des pauvres, en les distinguant de ceux qui sont "inemployables" et qui seuls devront être assistés.

Les indicateurs développés par le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à partir de 1990 relèvent d'une conception différente du sous-développement et de la pauvreté : l'Indice de développement humain (IDH), l'indice de pénurie de capacité (IPC) et enfin l'indice de pauvreté humaine (IPH) sont des indicateurs composites, prenant en compte, indépendamment du revenu monétaire, les aspects sociaux du développement (l'accès à l'éducation, à la santé), la condition des femmes (il existe un indicateur sexospécifique du développement humain), et comprennent le développement humain comme « un processus visant à élargir les possibilités offertes aux individus », selon le rapport de 1995 du PNUD — même si la dynamique de constitution et de reproduction de la pauvreté ne peut guère, par leur construction même, être appréhendée par ces indices....

Analyses de situations

Bruno Lautier (Représentations et régulations étatiques de la pauvreté en Amérique latine) établit une typologie des modalités du traitement de la pauvreté par les différents Etats d'Amérique latine. Ecartant la comparaison avec l'Etat-providence européen, qui joue surtout comme référence imaginaire et comme mode de légitimation, il rend opératoire une analogie avec le traitement du "pauvre" comme danger au XIXe lors de l'industrialisation en Grande-

Bretagne pour fonder la vision, selon lui dominante la plupart du temps, assistancielle répressive, de la pauvreté. Il explique comment cette conception se combine, selon des formes spécifiques à chaque construction nationale et les besoins de chaque époque, avec deux autres formes d'intervention : libérale-technocratique (élimination de tous les archaïsmes et de toutes les externalités négatives entravant l'amélioration de la productivité du capital humain, et permettant, à terme, l'éradication de la pauvreté dans la vision de la Banque mondiale) et la vision caritative qui est celle de l'intervention privée — ou associative — sur le terrain de la pauvreté. Il montre comment les déclinaisons récentes des politiques de ciblage des publics et de limitation des effets les plus dévastateurs de l'appauvrissement lié à l'ajustement structurel ont pu conduire à la thématique du "développement participatif" promu par les institutions internationales et à l'instrumentalisation à cette fin des ONG. Il pointe ainsi le caractère contradictoire et ambigu de cette "économie populaire" qui assure des fonctions abandonnées par l'Etat sans remettre en cause la logique globale du système.

P. Salama (Les nouvelles causes de la pauvreté en Amérique latine) montre que la croissance n'entraîne pas spontanément une atténuation de la pauvreté. Son effet dépend de l'ampleur des inégalités entre pauvres et de la distance qui les sépare du seuil de pauvreté. D'où par exemple la différence d'évolution entre pays asiatiques (où la pauvreté a diminué avec la croissance) et les pays d'Amérique latine (où elle a eu tendance à s'aggraver). De faibles inégalités de revenus semblent par ailleurs constituer une condition favorable à la croissance (contrairement à

certaines théories économiques comme celles de Kuznets). Il examine les facteurs économiques qui concourent à l'aggravation de la pauvreté et à sa réduction. Ainsi, l'inflation, et en particulier l'hyperinflation, frappe proportionnellement davantage les revenus les plus faibles, non protégés. Elle est le résultat d'un conflit distributif entre les classes sociales, et contribue à aggraver les inégalités de revenus entre ceux du travail (qui ne sont indexés qu'ex-post, et seulement partiellement) et ceux du capital (qui sont indexés ex-ante). Les revenus du secteur informel subissent quant à eux la chute de la demande salariale dont ils dépendent directement. On assiste alors à une augmentation des emplois informels de stricte survie. Si l'arrêt de l'inflation et la stabilisation dans un premier temps améliore les revenus de ces catégories, cet effet s'épuise très vite, surtout dans un contexte de libéralisation rapide du commerce extérieur. On constate une différence entre la décennie 80, où l'aggravation de la pauvreté provient surtout des effets hausse des prix sur revenus réels du travail, alors que dans l'ensemble l'emploi est peu affecté, et le début des années 90, où l'ouverture des frontières commerciales et la libéralisation des économies entraînent une déstructuration de l'appareil de production et une chute de l'emploi industriel.

B. Lautier (Pauvreté et politiques de la pauvreté au Mexique) montre ensuite la place qu'occupe historiquement la question de la pauvreté dans la gestion étatique au Mexique. La spécificité de ce pays en Amérique latine est renvoyée à l'ambiguïté, qui explique partiellement la remarquable stabilité du régime, de la relation entre l'Etat et le peuple mexicain depuis la révolution. Celle-ci s'achève

par des compromis entre les classes dominantes et une victoire de la bourgeoisie sur les forces populaires en lutte, qui vont pourtant servir de référence dans la rhétorique gouvernementale développée au cours des décennies ultérieures. Ainsi, l'article 27 de la Constitution de 1917 stipule un certain nombre de droits sociaux très avancés pour l'époque. Mais ces droits, fondés uniquement sur le salariat dans une société où la salarisation est faible, s'ils permettent tout au long du siècle d'arriver à des indicateurs de pauvreté et d'inégalités globalement moins catastrophiques qu'ailleurs en Amérique latine (en particulier au Brésil), excluent une grande partie de la population, en particulier paysanne et indienne, et servent de base aux compromis corporatistes. L'auteur explique comment au sein de l'Etat mexicain, une vision traditionnelle assistancielle et caritative (les non-salariés vus systématiquement comme des pauvres et les pauvres comme des mendiants), se combine avec une vision modernisatrice et technocratique (l'idéologie de la nation en progrès) pour laquelle la croissance économique doit peu à peu permettre d'intégrer toute la population, et qui confère un rôle central à la classe moyenne. D'où l'occultation et le refoulement du sort des populations marginalisées par ce projet (les paysans, les Indiens, le secteur informel). Si la croissance des années 70 se traduit par une diminution des inégalités, elle bénéficie surtout aux classes moyennes et aux moins pauvres parmi les pauvres, les autres étant laissés à l'écart de toute amélioration. A partir de la crise de 1982, les indices convergent pour montrer que l'ajustement structurel s'est traduit par une augmentation rapide de la proportion de pauvres, une aggravation de la situation des pauvres

extrêmes, une urbanisation et une salarisation de la pauvreté comme conséquences de l'exode rural et de la chute du salaire minimum, mais aussi une diminution des revenus des plus bas du secteur informel. L'auteur critique l'idée complaisamment avancée par la Banque mondiale selon laquelle la réaction des familles aux politiques d'ajustement structurel serait d'augmenter leur « taux d'engagement dans l'économie », en particulier dans le secteur informel qui

mulation par le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI, au pouvoir) d'un nouveau compromis social. B. Lautier défend plutôt l'idée que les éléments de continuité prédominent.

B. Destremau (*A la porte de Dieu ? Profil de la pauvreté et de l'appauvrissement en Afrique du Nord et au Moyen-Orient*) examine ensuite le rôle spécifique du secteur public et de l'Etat en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, longtemps fondé sur la gestion de la rente

extérieure (revenus pétroliers, envois de fonds par les travailleurs immigrés). Une atténuation de la pauvreté s'est produite pendant les années 70 et au début des années 80, par déplacement vers le haut de l'ensemble des revenus sans aucune modification de leur répartition. Ce processus arrive aujourd'hui à son épuisement avec le

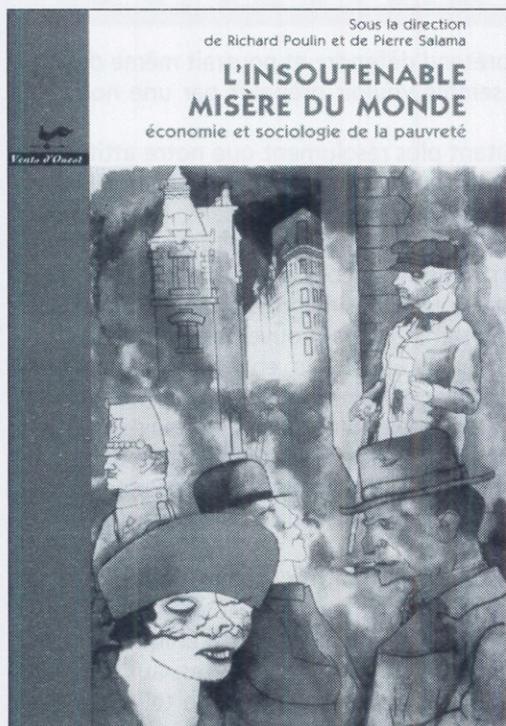
aparavant par l'Etat, alors que les plus pauvres échappent à ces statistiques en se repliant sur le secteur informel. Dans cette mesure, selon B. Destremau, l'accentuation de la pauvreté est due surtout à une chute des revenus réels et à l'augmentation du nombre de travailleurs pauvres. L'enjeu de cette question est important dans la mesure où la stratégie préconisée par la Banque mondiale pour éradiquer la pauvreté réside dans les créations d'emplois à bas salaires !

Richard Poulin, qui présente les différentes contributions de l'ouvrage (*Pauvreté et croissance des inégalités*), analyse par ailleurs l'exemple du Canada. Les facteurs de l'augmentation de la pauvreté dans ce pays au cours des années 80 et 90 sont ceux qu'on peut trouver dans tous les pays industrialisés : baisse des revenus du travail salarié, qui se traduit par l'existence de travailleurs pauvres (phénomène longtemps spécifique à l'Amérique du Nord et à la Grande-Bretagne mais qu'on commence à rencontrer en Europe continentale), renforcée par la diminution du nombre d'heures travaillées, avec le développement de la précarité, de la flexibilité, du travail temporaire et surtout du temps partiel, augmentation du chômage de masse, régression de tous les éléments du salaire social sous le coup des « politiques gouvernementales d'appauvrissement ».

Nicolas Bénéès (*Chômage, précarité, pauvreté dans les pays capitalistes développés*) développe l'instabilité et la fragilité structurelles du nouveau mode d'accumulation financiarisé qui se met en place dans les pays industrialisés, sans pour autant que disparaisse l'organisation fordiste et taylorienne du travail. Au contraire, on assiste dans les entreprises à une intensification du travail et à une utilisation de l'angoisse suscitée par le chômage de masse pour augmenter l'ex-

ploitation des salariés. Ce texte insiste sur le rôle précurseur de la Grande-Bretagne dans l'expérimentation de toutes les formes de flexibilité (horaires, salaires, statuts), sur la fonction que joue dans la vulgate libérale la croissance des inégalités (« conçues comme socialement efficaces ») et sur le fait que les processus de dérégulation de l'Etat constituent bien, en réalité, une nouvelle forme d'intervention de l'Etat cohérente avec cette nouvelle régulation financiarisée qui se met en place.

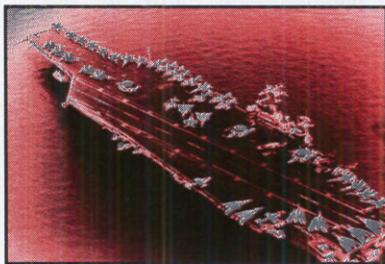
Il est bien sûr impossible de rendre compte ici de la richesse de cet ouvrage, qui présente la qualité d'articuler dans une même réflexion critique la croissance de la pauvreté et des inégalités dans les pays industrialisés et dans les pays du Tiers-monde. Il serait sans doute utile, ultérieurement, de voir comment une semblable grille de lecture peut s'appliquer aux régions les plus récemment frappées par la crise, comme la Russie ou les pays d'Asie de l'Est. Enfin, la dimension spécifique de la féminisation de la pauvreté, que ce soit dans le Tiers Monde ou dans les pays industrialisés et de la fonction que joue cette féminisation, semble quelque peu sous-estimée : aussi bien le rôle spécifique de l'extension du temps partiel dans les pays industrialisés, que celui du secteur informel le plus pauvre dans les pays du Tiers monde, et le travail gratuit accru des femmes dans la reproduction de la force de travail, suite au retrait de l'Etat et des services publics. Ces différents aspects sont évoqués mais peut-être aurait-il été possible de montrer à quel point ils forment système, et comment l'indépendance économique des femmes constitue un enjeu politique central dans la question de la pauvreté et des inégalités. ■



jouerait ainsi dans la crise un rôle compensateur et dynamique. Il montre au contraire que la réalité est plutôt dans une montée de la précarité, et que le secteur informel, soit rempli un rôle de simple survie, soit éventuellement ne préserve partiellement de la pauvreté que ceux qui déjà ne sont pas les plus misérables, disposent de réseaux, familiaux ou autres, etc. Enfin, le degré de rupture de la politique libérale actuelle et des "filets de sécurité" mis en place contre la pauvreté extrême (le fameux PRONASOL) avec les politiques traditionnelles fait débat. Pour certains, ils s'agit de la refor-

contre-choc pétrolier et le tarissement des revenus extérieurs. Alors que les fonctions traditionnelles de l'Etat s'en trouvent minées, c'est surtout la pauvreté dans les villes et l'appauvrissement des classes moyennes — dont témoigne une forte concentration de population juste au-dessus de la ligne de pauvreté — qui est vécue par les autorités comme une pression et une menace pour l'ordre établi. Les chiffres du chômage peuvent être trompeurs dans la mesure où ils traduisent surtout un aspect de la réalité sociale, le chômage des jeunes diplômés qui ne sont plus embauchés comme

La barbarie impérialiste sévit encore un fois. Alors que nous écrivons, des villes et des villages de la Serbie, du Monténégro et du Kosovo sont la cible de vagues de bombardements massifs dont seuls des hypocrites peuvent prétendre qu'ils n'atteignent que des objectifs militaires. Encore une fois, l'ONU a démontré son impuissance et n'a même pas sauvé la face. Encore une fois, bien que ce soit leur propre continent qui est devenu désormais le théâtre de la guerre, les gouvernements de l'Union européenne, presque tous présidés par des sociaux-démocrates, dans certains cas soutenus par des Verts, et si fiers d'avoir réalisé à la date prévue leur Union monétaire, ont été à la traîne de la superpuissance nord-américaine et l'un deux, l'Italie, s'est transformé en un gigantesque porte-avions. La justification de l'ingérence humanitaire — avancée par une campagne qui rappelle celle qui a accompagné l'éclatement de la première guerre mondiale — ne peut qu'être rejetée avec le mépris qu'elle mérite : parce que les interventions dites humanitaires sont tout à fait sélectives — aucun membre de l'OTAN n'a jamais envisagé une intervention contre des pays dont les gouvernements persécutent des minorités nationales et ont recours à des pratiques autoritaires — et parce que la guerre aura des consé-



Ni OTAN, ni Milosevic ! Autodétermination des Kosovars !



quences tragiques pour ceux-là mêmes qu'on prétend défendre et pourrait même déboucher sur ce partage du Kosovo que Milosevic semble vouloir préparer par une nouvelle vague de répressions.

Nous condamnons l'attaque de l'OTAN d'autant plus résolument que notre attitude a toujours été absolument claire sur les conflits majeurs qui déchirent la région. Dès le début, la IV^e Internationale a dénoncé sans détour, y compris dans les colonnes d'*Inprecor* (1), le dérapage nationaliste de Slobodan Milosevic et ses campagnes criminelles sur la "Grande Serbie". A plus forte raison, nous avons condamné sa décision de supprimer l'autonomie dont le Kosovo jouissait dans la fédération yougoslave aussi bien que ses méthodes répressives à l'égard de ses opposants et des mouvements de masse en Serbie à plusieurs reprises. Son refus de tourner la page au Kosovo, en respectant la volonté de la grande majorité de sa population, a incontestablement rendu plus difficile toute solution politique, donné à ses adversaires un alibi — bien entendu faux, mais utilisable par la propagande mystificatrice des impérialistes — et entraîné le peuple serbe dans une guerre susceptible de très grandes ruines, de désorganiser davantage une économie aux abois et de provoquer une régression sociale sans précédent depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.



La crise au Kosovo, avec ses répercussions dans d'autres zones de l'ancienne Yougoslavie qui pourraient remettre en question même les précaires accords de Dayton, confirme que seule une solution englobant l'ensemble de la région balkanique — aussi difficile à réaliser soit-elle — pourrait mettre fin aux explosions guerrières, aux déchirements ethniques, aux interventions impérialistes. C'est sur le chemin d'une telle solution que le respect du droit de chaque peuple à l'autodétermination reste absolument primordial.

En l'occurrence, cela vaut en premier lieu pour le peuple du Kosovo. On peut estimer que l'indépendance s'impose comme la meilleure solution, ou que le Kosovo doit intégrer l'Albanie, ou prôner un retour à l'autonomie d'avant 1989 (tout en n'ignorant pas qu'une chose est une autonomie telle qu'elle existait dans le cadre de la Fédération de l'époque, autre chose une autonomie où la "Yougoslavie" se réduit à la Serbie et au Monténégro). On pourrait aussi comprendre que les Kosovars, en prenant en compte le rapport de forces actuel et dans le but d'éviter une guerre prolongée à l'issue incertaine, acceptent une solution transitoire en remettant à plus tard leur choix définitif. Mais, il faut le réaffirmer sans la moindre ambiguïté ou hésitation, c'est leur choix, un choix que personne n'a le droit de faire à leur place et de leur imposer.

C'est pourquoi on ne saurait accepter l'accord de Rambouillet; qui, en dernière analyse, revient à un véritable chantage, ni envisager une solution quelconque qui implique le maintien de la domination de la "Grande Serbie", soit-elle exercée par Milosevic ou ses successeurs éventuels. Une solution imposée par la guerre, par les armées de l'OTAN, les impérialistes des États-Unis et des pays européens n'est pas non plus acceptable. Répétons le : le point de départ pour trouver une solution est de garantir le droit à l'autodétermination des Kosovars. Aucune institution internationale n'a le droit d'ignorer ou de supprimer ce préalable.

**Toute intervention militaire dans l'ancienne Yougoslavie doit cesser immédiatement !
L'armée et la police serbes doivent quitter le Kosovo !
L'OTAN doit être dissoute !**

1. Cf. en particulier : Michèle Lee, *L'étrange mort de la Yougoslavie de Tito*, *Inprecor* n° 283 du 6 mars 1989 ; Catherine Verla, *Le système remis en cause*, et Nina Jerkic, *La lutte des mineurs du Kosovo*, *Inprecor* n° 285 du 3 avril 1989.

